

peuple et culture

XXI^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

RAPPORT D'ACTIVITÉS
DE PEUPLE ET CULTURE
POUR 1965 ET OBJECTIFS 1966

SOMMAIRE

I. — RAPPORT D'ACTIVITES	1
Introduction	3
I. Service FORMATION	7
— Universités d'été	10
— Stages nationaux	17
— Stages régionaux « Promotion Collective Agricole »	19
— Stages Congés Culturels	26
— Formation d'animateurs de clubs agricoles aux armées	24
— Office Franco-Allemand pour la Jeunesse	29
— Prestations Extérieures	33
— Stages Internationaux	42
— Ecole de Perfectionnement	44
II. Service EDITIONS	47
— Collection aux Editions du Seuil	51
— Fiches Techniques - Bulletins	52
III. COMITE TECHNIQUE	57
IV. Service DOCUMENTATION	61

V. Service REGIONS	65
— Liste de responsables de groupes et correspondants	68
— Pec. Corrèze-Limousin	74
— Pec Isère	82
— Pec Midi-Pyrénées	84
— Pec Seine Maritime	89
— Pec Bouches-du-Rhône	91
— Pec Haute-Savoie	94
— Pec Loire	95
— Pec Loir-et-Cher	99
— Pec Nord	101
— Pec Puy-de-Dôme	102
— Délégations départementales	103
du Jura	103
du Vaucluse	103
VI F. I. D. A.	105
VII Service des RELATIONS EXTERIEURES	111
— Etat	113
— Secteur Privé	115
— Organismes particuliers	115
— Relations internationales	117

VIII ADMINISTRATION	121
2. PERSPECTIVES D'AVENIR - OBJECTIFS 1966	157
I. SERVICE FORMATION	131
— Universités	133
— Formation des animateurs d'action culturelle	140
— Préparation au diplôme de Conseiller d'Education Populaire	145
— Centre de Formation	145
II. Service EDITIONS	151
— Collection aux Editions du Seuil	153
— Fiches Techniques	155
— « Culture 85 »	157
III. COMITE TECHNIQUE	159
— Perfectionnement des cadres	166
— Différents types de réunions et thèmes possibles pour 1966	169
IV. Service DOCUMENTATION	173
V. Service REGIONS	183
VI. F.I.D.A.	193

VII. Service des RELATIONS EXTERIEURES	197
— Orientation des activités du service	199
— Relations avec les services publics français	200
— Relations avec les associations privées de jeunesses d'éducation des adultes et de diffusion culturelle	206
— Relations avec les organisations syndicales et les autres organi- sations de la vie sociale	211
— Relations avec les organismes économiques, entreprises indus- trielles et commerciales	216
— Relations avec les institutions internationales	218
— Relations avec des services publics étrangers	220
— Relations avec des organismes privés étrangers	221
VIII. LIGNES D'ACTION POUR LES ANNEES A VENIR	223
PROGRAMME DE LA 21^e ASSEMBLEE GENERALE DE P.E.C.	237
— Renseignements pratiques pour se rendre à Vaucresson	240
— Comité Directeur élu le 20 Février 1965	241
— Bureau National élu le 21 Février 1965	245
— Délégation de pouvoir et feuille d'inscription.	

I. - RAPPORT D'ACTIVITÉS

RAPPORT D'ACTIVITES

INTRODUCTION

En réalisant ce rapport, tout comme en 1964, nous avons d'abord essayé de représenter et de chiffrer l'ensemble de nos activités en utilisant les catégories habituelles d'analyse, ce qui nous permet de faire des comparaisons d'une année à l'autre et de donner ainsi le support structuré et chiffré de notre développement.

Les activités de Formation se présentent sous forme de tableaux. Avec leur aide vous pouvez connaître : dates, lieux, thèmes de stages, encadrement, effectif, nombre d'heures de prestation, nombre de journées-stagiaires, pour chacun des départements de ce service. Ainsi construits, avec le plus de rigueur possible, ces tableaux nous semblent constituer une approche plus rationnelle de notre action.

Nous ne considérons pas cependant cette présentation comme parfaite. Par exemple, nous devrions demander à chaque responsable de stages des présentations quantitatives de leur action, de mettre en évidence

les milieux touchés par nos stages de formation : public ouvrier, âge, niveau, industrie, public rural, enseignants, etc...

En ce qui concerne les Editions, le tableau ne met pas suffisamment en lumière, nous semble-t-il, ce que représente la publication de 10 fiches et la réédition de 10 autres. Une fiche demande un minimum de 60 heures de travail à un animateur spécialisé. Un complément de renseignements multiples : bibliographies, notes sur l'auteur, extraits de presse, corrections, etc..., travaux effectués par les services P.E.C. Dans la Collection Peuple et Culture, six livres sont terminés. Deux réédités pour la troisième fois. Un livre est le résultat d'un ensemble de travaux complexes : trouver un auteur, et un synopsis, rédiger l'ouvrage, (coordonner quand il y a plusieurs auteurs), trouver la documentation nécessaire, établir les bibliographies, réduire l'ouvrage aux dimensions imposées, corriger les épreuves, etc... sans oublier les tâches publicitaires, cela demande des centaines d'heures de travail de la part des auteurs, beaucoup d'heures aussi et une longue patience de la part du directeur de Collection. Dans ce domaine, notre Mouvement a atteint une maturité et récolte les fruits de longues années d'efforts. D'autant plus que dans les nouveaux titres ce sont pour une bonne part les animateurs de l'Education Populaire qui sont aussi les auteurs, tels Georges Jean, Bernard Gilman, Roger Canac, Bénigno Cacérès, Claude Quin, etc...

Pour les Régions, il y a une disproportion entre les activités réalisées et les compte rendus. Les régions pèchent par modestie. Peut-être devrions-nous, pour les années à venir, établir une grille commune de présentation où seraient

mis en évidence les activités expérimentales, le public touché, sa répartition socio-professionnelle, le contrôle des résultats, les activités de perfectionnement, etc..., le lien entre la commission Sciences Sociales, qui dispose aujourd'hui d'un permanent, et les Régions devrait permettre la mise en place d'instruments de travail commun qui donneraient le reflet reçu des activités régionales. Les commissions doivent devenir une réalité vivante à la disposition de l'ensemble du Mouvement.

Enfin, dans ce rapport, nous avons essayé de fixer et de définir les objectifs 1966. En cela nous nous inscrivons dans une politique prévisionnelle et planifiée que nous avons toujours prônée et défendue. Nous voudrions dans les faits, que le Mouvement ait des objectifs à court terme, à moyen terme et à long terme. Nos objectifs 1966 correspondent au possible, compte tenu des moyens dont nous disposons.

Ce rapport d'activités est l'œuvre de tous, du Bureau National comme des responsables de services, des instructeurs, des régions, des commissions, représente une étape. Il est le reflet des structures de notre Mouvement. Sa présentation peut-être encore améliorée pour qu'il devienne un réel outil de travail pour les animateurs permanents et bénévoles, nationaux et régionaux et un véritable document d'information utile à tous les membres d'un mouvement démocratique. Comme nous l'écrivions dans notre rapport moral pour la XX^e assemblée générale :

« Dans tous les secteurs de la vie nationale, des besoins nouveaux se font jour, sur le plan individuel ou collectif, et des efforts sans cesse accrus

sont développés pour les satisfaire. Parallèlement, s'étendent les temps de loisirs, et les besoins d'activités d'animation qui en découlent. Les progrès du niveau de vie de beaucoup de Français, bien qu'il y ait encore des déshérences, agissent dans le même sens : celui d'une action culturelle s'adressant non plus seulement à des minorités mais aux masses de notre peuple, cela en essayant toujours de se préoccuper en priorité de ceux qui n'ont pas eu les moyens nécessaires pour participer à la connaissance. Cette mutation de genre de vie n'est pas encore l'apanage de tous les Français : les disparités régionales ne sont pas un vain mot, des catégories sociales et professionnelles vivent durement, mais pour ceux dont le niveau de vie est le plus bas, la privation de loisirs enrichissants est aussi durement ressentie que la privation des biens matériels élémentaires ». (1)

L'équipe Peuple et Culture est une réalité. Elle est composée pour une bonne part, d'éléments jeunes, dynamiques qui essaient de travailler dans un esprit d'amitié en réalisant, le plus possible, une démocratie réelle dans les faits.

Nous prenons plaisir à le souligner. Un Mouvement est une équipe : nous devons penser à ce qui peut être amélioré, inventé, nouveau. Peuple et Culture est notre affaire à tous. Ensemble nous devons réaliser ce qui est possible tout en prévoyant les structures nouvelles pour les années à venir.

C'est dans cet esprit que se présente notre rapport d'activités. Tel quel, il est une étape; peut-être aussi trace-t-il déjà un nouveau style, reflet de notre temps et de nos préoccupations.

(1) Cf. Bulletin Peuple et Culture n° 64.

I. - SERVICE FORMATION

SERVICE FORMATION

Année 1965

1 Chef de Service Formation	1/4 temps - Ginette CACERES
1 Chef de Service-Administrateur-Instructeur ...	Plein temps - Yves CAILLAUD
1 Secrétaire	Plein temps - Francine GUILBAUD
5 Instructeurs régionaux	1/3 temps (1)
1 Dactylo	1/4 temps

1 Instructeur National (mis à la disposition) Plein temps depuis le 15-9-65
Jacques PERRET

25 Instructeurs bénévoles ont participé à l'encadrement des stages nationaux en 1965.

— Heures de prestations fournies par instructeurs Peuple et Culture	3.712
— Heures de formation	111.382
— Journées-stagiaires	14.023
— Public atteint	4.457

(1) Les instituteurs mis à la disposition des régions participent aux activités de formations nationales pour un quart de leur temps

I. — LES UNIVERSITES D'ETE DE PEUPLE ET CULTURE

Chaque année, depuis 1958, Peuple et Culture organise des Universités d'Été qui regroupent les animateurs de base qui veulent se perfectionner dans une technique et étudier un problème culturel. Tant à Houlgate qu'à Boulouris, chaque stage spécialisé est dirigé par un instructeur national assisté le plus souvent de deux instructeurs bénévoles. En effet, grâce à l'effort poursuivi depuis deux ans dans notre Ecole de Perfectionnement, le nombre de nos instructeurs qualifiés augmente régulièrement. A l'encadrement cité s'ajoute parfois la participation occasionnelle d'instructeurs-stagiaires aptes à conduire des sous-groupes de travaux pratiques.

A) UNIVERSITE D'HOULGATE

- 1) Lieu C.R.E.P.S. d'Houlgate
- 2) Thème « **LES CREATEURS ET LEUR PUBLIC** »
- 3) Directeur Georges JEAN - Professeur de Lettres
- 4) Date 10 au 22 juillet 1965

Tronc Commun (s'adresse à l'ensemble des stagiaires)

● **Mardi 13 juillet :**

« Quels sont les rapports qui peuvent s'établir entre les créateurs, dans leur liberté de créateurs, et le public », par M. MOUNIN, Professeur à l'Université d'Aix-en-Provence.

● **Vendredi 16 juillet :**

Visite de la Maison de la Culture du Havre sous la conduite de M. NETTER, responsable de la Maison.

Réunion, avec projection d'un film sur les Maisons de la Culture. Concert présenté par l'animateur musique de la Maison de la Culture.

● **Mardi 20 juillet :**

Table Ronde à laquelle participèrent : Mme Hélène CADOU, MM. Alain ROBBE-GRILLET, Jean MASSIN, Pierre GAUDIBERT, Henri CUECO, Bernard ROUSSEAU, André STEIGER, Dino CASTRO.

Un des résultats les plus positifs de cette Table Ronde est que les créateurs qui y participaient ont découvert là l'Education Populaire et sont disposés à poursuivre leur collaboration.

Participants

Le nombre total a été de 121, correspondant au nombre de places qui nous ont été allouées au C.R.E.P.S. Ce chiffre est de beaucoup inférieur au nombre de demandes reçues. (1)

Soulignons le caractère international de la participation à cette Université : 13 Allemands, 3 Belges, 1 Yougoslave, 1 Polonaise, 2 Tchécoslovaques.

(1) Le stage « Habitat » (20 personnes) dut se dérouler à l'Ecole Normale d'Instituteurs de Caen, faute de places au C.R.E.P.S. d'Houlgate.

I. — LISTE DES STAGES DE L'UNIVERSITE D'ETE D'HOULGATE 1965

Thème des stages	Directeur de stages	Effectif	Heures de prestations
1) Initiation à une Bibliothèque Vivante	G. JEAN	23	104 h.
2) Sciences Sociales Appliquées au Développement Culturel	M.-J. PARISET	18	104 h.
3) Formation d'Animateurs de Cercles Culturels	A. LEMARCHAND	20	104 h.
4) Formation d'Animateurs de l'Habitat	P. GOUTET	19	88 h.
5) Formation d'Animateurs de groupes de jeunes en milieu populaire	M. JACQUEY	13	104 h.
6) Formation d'Animateurs de Ciné-Clubs	F. THEBAUD	13	104 h.
7) Formation d'Animateurs de Cercles Musicaux	M. VIGNAL	15	104 h.
		121	712 h.

Solt : 1.535 Journées-Stagiaires

ou 12.280 Heures de FORMATION

B) UNIVERSITE DE BOULOURIS

- 1) Lieu C.R.E.P.S. Boulouris
- 2) Thème « LA DIFFUSION DE LA CULTURE DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT »
- 3) Directeur Michel DEBEAUVAS, expert de l'O.C.D.E. (Organisation de Coopération et de Développement Economique)
- 4) Date 3 au 13 juillet 1965

Tronc Commun

● Lundi 5 juillet 1965 :

« Réalités économiques, sociales et culturelles du sous-développement » par Michel DEBEAUVAS

● Jeudi 8 juillet 1965 :

« Deux expériences de développement ».
Témoignage d'un expert de santé publique au Maroc, par le Docteur Henri RADENAC.

« L'Education Populaire, facteur de développement »
par Michel DUBOIS, Secrétaire Général de « Culture et Développement ».

● Lundi 12 juillet 1965 :

Table Ronde sur la coopération technique française en Afrique, avec la participation des stagiaires Africains et Malgaches.

VEILLEES COMMUNES

● Mardi 6 juillet 1965

- « Qu'est-ce que Peuple et Culture ? » par Jean-François CHOSSON.
- « Qu'est-ce que Culture et Développement ? » par Michel DUBOIS.

● Samedi 10 juillet 1965 :

- « L'art africain dans le peuple » (projection commentée de diapositives), par M. M'WENG, de la Société Africaine de Culture.

● Dimanche 11 juillet 1965 :

Montage réalisé, sur le thème de l'assistance technique, par les participants du stage « Lecture-Cinéma ».

Montage audio-visuel, suivi d'une discussion selon le schéma de l'Entraînement Mental.

PARTICIPANTS

REPARTITION DES STAGIAIRES PAR NATIONALITES

Le nombre total des stagiaires a été de : 117.

E U R O P E : FRANCE : 53 % - BELGIQUE : 13 % - ALLEMAGNE : 5 %.

A F R I Q U E : MAROC : 9 % - TUNISIE : 4 % - MADAGASCAR : 3 % - CAMEROUN : 3 % - NIGER : 2 % - TOGO : 1 % - ALGERIE : 1 % - COTE D'IVOIRE : 1 %.

A M E R I Q U E : U.S.A. : 2 % - PEROU : % - ARGENTINE : 2 % - BRÉSIL : 1 %.

I. — LISTE DES STAGES DE L'UNIVERSITE D'ETE DE BOULOURIS 1965

Thème des stages	Directeur des stages	Effectif	Heures de prestations
1) Sciences Sociales appliquées au développement culturel	L.-M. COUTOU	24	88 h.
2) Formation d'Animateurs de Cercles Culturels	Y. CAILLAUD	16	88 h.
	J.-F. CHOSSON	13	88 h.
	M. DUBOIS	21	88 h.
3) Formation d'Animateurs de Cercles économiques	G. BENSAID	18	88 h.
4) Stage Lecture-Cinéma	J. HURSTEL	24	88 h.
		116	528 h.

Solt : 1.276 Journées-Stagiales

ou 10.208 Heures de FORMATION

II. — STAGES NATIONAUX ORGANISES PAR PEUPLE ET CULTURE

Dates	Lieux	Thème des stages	Instructeur	Effectif	Nombre heures de prestations
6/13-3-65	I.N.E.P. - Marly	Formation d'animateurs en milieu rural	R. MARIET	39	48

TOTAL : inclus en partie dans « Promotion Collective Agricole » (pp. 18-21)
en partie dans « Congés Culturels » (pp. 25-28).

III PROMOTION COLLECTIVE AGRICOLE

La loi du 31 juillet 1959 prévoit que la promotion sociale en Agriculture doit notamment permettre aux exploitants, travailleurs familiaux et salariés, de recevoir une formation leur permettant d'assumer des responsabilités dans les organisations syndicales ou professionnelles agricoles. La formation dispensée doit être donc principalement économique et sociale.

Depuis deux ans, « Peuple et Culture » est agréé par le Ministère de l'Agriculture pour participer à l'action de Promotion Collective Agricole, au même titre que les organisations professionnelles et les Instituts spécialisés dans la formation de cadres. En choisissant « Peuple et Culture » pour des tâches de promotion rurale, le Ministère de l'Agriculture situe son effort de promotion sociale dans un cadre culturel à l'intérieur duquel s'inscrit aisément la diffusion de contenus et de techniques spécialisés. En 1965, le volume de ces activités a augmenté, notamment dans les départements de l'Isère, de la Corrèze et de la Seine-Maritime.

III. — STAGES REGIONAUX ET ACTIVITES D'EVEIL « PROMOTION COLLECTIVE AGRICOLE »

Dates	Lieux	Thème des stages	Instructeurs	Effectif	Nombre heures de prestations
20-1	Totes (Seine-Marit.)	Vulgarisation féminine agricole	J. GONDONNEAU	12	7 h.
26-1	Neufchâtel	—	—	25	7 h.
28-1 et 15-2	Anneville-s/Scie	La documentation économique et sociale : fonction - organisation	J. GONDONNEAU	15	12 h.
6-2	Escatalens	L'agriculture aux Pays-Bas	R. MARIET	30	3 h.
6-2	Rouen	Les voyages d'études	J. GONDONNEAU	20	5 h.
8/13-2	St-Jacques des Blats	Les jeunes et la vie civique	R. LAVIGNE	23	36 h.
9-2	Fauville-en-Caux	La documentation économique et sociale : organisation - diffusion	J. GONDONNEAU	29	7 h.
9-2 et 2-3	Aumale	—	J. GONDONNEAU	28	12 h.
16-2	Lunel (T.-et-G.)	Le Marché Commun	R. MARIET	35	3 h.
Janv.-Févr. 4 séances	Vazerac (T.-et-G.)	Agriculture face au Marché Commun	R. MARIET	35 x 4	3 h. x 4
6/13-3 (*)	Marly (INEP)	Formation d'animateurs en milieu rural	R. MARIET	28	48 h.

(*) Voir tableau : Stages Nationaux

III. — (Suite 1)

Dates	Lieux	Thème des stages	Instructeurs	Effectif	Nombre heures de prestations
4-2 et 1-3	St-Valéry-en-Caux (Seine-Marit.)	La documentation économique et sociale : fonction - organisation	J. GONDONNEAU	25	12 h.
18-3	Neufchâtel	Rôle des techniques audiovisuelles dans la formation économique	J. GONDONNEAU	30	6 h.
26-4/1-5	Castelsarrasin	Le monde agricole et rural face à son avenir	R. MARIET	16	36 h.
13/17-5	Autriche	Aménagement rural et touristique	F. HOLLARD	46	30 h.
24/26-5	Coquereauumont (Seine-Marit.)	Conduite des réunions et techniques d'animation	J. GONDONNEAU	52	18 h.
15/22/29-5 5/12/19-6	Verdun-sur-Garonne	Les structures rurales	R. MARIET	35	36 h.
29/30-9 1-10	St-Georges-sur-Fontaine (Seine-Marit.)	Association agricole pour la formation de moniteurs	Ph. VERDIER	25	18 h.
30-9/4-10	Autriche	Aménagement rural et touristique	R. CANAC	50	50 h.
8/9-10	Voilco (Corrèze)	Recyclage	R. LAVIGNE	30	8 h.

III. — (Suite 2)

Dates	Lieux	Thème des stages	Instructeurs	Effectif	Nombre heures de prestations
10/12-10	St-Georges-sur-Fontaine (Seine-Marit.)	Entraînement Mental	J. GONDONNEAU	25	18 h.
16/17-10	Savoie	Week-end études - Parc nationaux	B. GILMAN	25	8 h.
4/10-11 2/3-11	Bruxelles-Paris Tulle	Marché Commun Préparation du voyage d'études à Bologne	G. BENSARD R. LAVIGNE	20 55	42 h. 12 h.
6/14-11 16/24-11	Bologne (Italie) Tarn-et-Garonne - Hollande	Vergers coopératifs Voyage d'études	R. LAVIGNE Ch. MOUNIE	55 80	56 h. 56 h.
3 1/11 2 1/11	Rouen Grenoble	Entraînement Mental Problèmes fonciers et aménagement du territoire	J. GONDONNEAU B. GILMAN	35 25	18 h. 12 h.
6 1/11	La Bastide-Saint-Pierre (T.-et-G.)	Animation en milieu rural	R. MARIET	35	36 h.
3 1/11	Rouen	Entraînement Mental	J. GONDONNEAU	35	18 h.
				979	642 h.

Trois sessions « Promotion Collective Agricole » n'ont pas été réalisées. Cela entraîne une diminution de : 80 stagiaires
86 heures de prestations
400 journées-Stagiaires
2.300 heures de formation

Soit : 3.556 Journées-Stagiaires
ou 21.923 heures de FORMATION

Soit une augmentation de 1.050 Journées-Stagiaires
de 17.075 heures de FORMATION sur 1964

IV — FORMATION D'ANIMATEURS DE CLUBS AGRICOLES AUX ARMEES

Les Clubs Agricoles aux Armées ont été lancés par la Commission Armée-Jeunesse (1) et le Ministère de l'Agriculture pour permettre aux jeunes agriculteurs effectuant leur service militaire (près de 85.000 sont appelés chaque année) de garder le contact avec leur profession et de profiter du brassage humain qu'offre la vie militaire pour mettre en commun leurs expériences et parfaire leur formation professionnelle, souvent insuffisante.

Dès 1958, trois expériences concluantes de création de club ont été réalisées.

Les années suivantes ont vu la continuation de ces efforts couronnée de succès et, à l'heure actuelle, le nombre de clubs connus ou déclarés est d'environ 300. Cette croissance est due en partie à la nature même de la structure hiérarchique dans laquelle ils se trouvent inclus. Toutefois, un grand nombre d'entre eux sont nés de l'initiative des jeunes intéressés aux problèmes agricoles, favorisés par la compréhension du commandement militaire. Deux premiers stages furent organisés en 1962. Ils ont regroupé 40 participants dont 15 ingénieurs agricoles non encore incorporés. En 1963, quatre stages regroupant 160 participants au total ont été organisés. Pour ces deux premières années, il s'agissait de stages dits nationaux qui se sont déroulés soit à Paris, soit dans la région parisienne. En 1964, il a été décidé de reconduire la formule, mais cette fois pour 12 stages permettant d'atteindre 240 animateurs de clubs. Mais comme il était matériellement impossible de centraliser tous ces efforts sur la

région parisienne, c'est dans les régions militaires que ces stages ont été décentralisés.

Pour 1965, treize stages ont eu lieu regroupant environ au total 290 animateurs.

Trois d'entre eux ont été assurés par Peuple et Culture pour l'encadrement pédagogique et culturel et la Direction des Services Agricoles des départements intéressés pour l'encadrement technique et professionnel.

Le stage qui s'est déroulé au Village Vacances Familles d'Obernai du 20 au 25 septembre 1965 a eu l'honneur de recevoir la visite de M. PISANI, Ministre de l'Agriculture, venu spécialement pour s'entretenir avec les stagiaires de leurs problèmes professionnels et de l'avenir de leurs clubs.

IV. — FORMATION D'ANIMATEURS DE CLUBS AGRICOLES AUX ARMEES

Dates	Lieu	Thèmes des stages	Directeurs	Effectif	Nombre heures de prestations
31-5/7-6	Crolles (Isère)	Animateurs de Clubs Jeunes Agriculteurs	H. DELHOMME	23	36 h.
3/8-5	Obernai (Bas-Rhin)	Animateurs de Clubs Jeunes Agriculteurs	E. SPECHT	21	36 h.
20/25-8	Obernai (Bas-Rhin)	Animateurs de Clubs Jeunes Agriculteurs	Y. CAILLAUD	22	36 h.
				66	108 h.

Soit : 396 Journées-Stagiales

ou 2.376 heures de FORMATION

Soit une augmentation de 42 Journées-Stagiales

de 252 heures de FORMATION sur 1964.

V. — LES STAGES « CONGES CULTURELS »

La loi sur les Congés Culturels du 29 décembre 1961 prévoit à son article premier que les travailleurs salariés et apprentis âgés de moins de 25 ans désireux de participer aux activités des organisations de jeunesse et d'Education Populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation et le perfectionnement de cadres et animateurs, ont droit, sur leur demande, à un congé non rémunéré de six jours ouvrables par an. (1)

Quatre-vingt cinq organismes nationaux sont habilités pour assumer ces stages de formation. Peuple et Culture figure au nombre de ces organismes.

Cette année, plus de 500 jeunes salariés appartenant à toutes les régions de notre pays ont eu l'occasion de renouer avec des activités culturelles et bien souvent cette semaine a suscité chez chacun une prise de conscience suivie d'un engagement dans l'activité socio-culturelle locale. Pourtant l'effort entrepris depuis trois ans s'est vu quelque peu ralenti par les difficultés matérielles inhérentes à la hausse du coût de l'hébergement dans la plupart des Centres de stages. En effet, le montant de la subvention attribuée pour la réalisation de ces activités n'a pas été reconsidéré depuis mars 1963.

Notons enfin que pour la première fois la région de Limoges a vu se réaliser un stage « Congés Culturels » et que deux nouvelles sessions y sont projetées en 1966.

(1) Voir Bulletin « Peuple et Culture » n° 63.

V. — CONGES CULTURELS

Dates	Lieux	Thème des stages	Directeur des stages	Salariés	Nombre heures prestations
28-1/2-2	Genève (Groupe Paris)	Adolescents - Jeunes travailleurs	J.-Cl. DOUCET	32	36 h.
8/13-2	St-Jacques-des-Blats (Corrèze)	Formation d'animateurs	R. LAVIGNE	22	36 h.
8/13-3	Bièvres (Groupe Paris)	Adolescents - Jeunes travailleurs	J.-Cl. DOUCET	40	36 h.
22/27-3	Strasbourg (Bas-Rhin)	Comment animer les groupes d'Education Populaire	E. SPECHT	20	36 h.
17/22-5	Wurzburg (Groupe Isère)	Voyage d'étude	B. GILMAN	2	36 h.
31-5/5-6	Volco (Groupe Corrèze)	Les jeunes et la vie civique	R. LAVIGNE	25	36 h.
21/26-6	Sarre (Gr. Seine-Mar.)	Problèmes économiques et sociaux	M. VIGNAL	4	36 h.
1/15-9-65	Hyères (Groupe Paris)	Formation d'animateurs	Y. CAILLAUD	1	36 h.

V. — (Suite 1)

Dates	Lieux	Thème des stages	Directeur des stages	Salariés	Nombre heures prestations
6/11-9	Volco (Groupe Corrèze)	Formation d'animateurs	R. LAJOINIE	15	36 h.
20/25-9	Castelsarrasin (Groupe T.-et-G.)	Formation d'animateurs	R. MARIET	59	36 h.
4/10-11	Bruxelles (Paris)	Initiation aux problèmes européens	G. BENSARD	15	36 h.
15/20-11	Montauban (Groupe Tarn-et-Garonne)	Problèmes économiques ruraux	R. MARIET	30	36 h.
15/20-11	Châtel-Guyon (Groupe Puy-de-Dôme)	Formation d'animateurs d'E.P.	J. PERRET	30	36 h.
18/23-10	Montauban	Initiation à la vie civique	R. MARIET	30	36 h.
16/24-11	Strasbourg	Formation d'animateurs de Ciné-Club	Y. CAILLAUD	20	36 h.
16/24-11	Volco (Groupe Corrèze)	Formation d'animateurs	R. LAVIGNE	30	36 h.
21/26-11	Belfort	Formation d'animateurs de centres culturels	J. PERRET	20	36 h.

Dates	Lieux	Thème des stages	Directeur des stages	Salariés	Nombre heures prestations
15/21-12	Valence	Solidarité des mondes rural et ouvrier	J.-Cl. DOUCET	35	36 h.
17/23-12	Groupe Paris	Théâtre	Cl. BOUCHERY	25	36 h.
17/23-12	Groupe Paris	Animation	Y. CAILLAUD	20	36 h.
17/23-12	Groupe Paris	Animation	J. PERRET	20	36 h.
17/23-12	Groupe Paris	Animation	J. BLANPIED	20	36 h.
				519	828 h.

Cinq sessions « Congés Culturels » n'ont pas eu lieu. Cela entraîne une diminution de :
 110 stagiaires
 210 heures de prestations
 675 journées-Stagiaires
 3.960 heures de formation

Soit : 2.439 Journées-Stagiaires
 ou 14.724 heures de FORMATION

Soit une augmentation de 663 Journées-Stagiaires
 de 4.068 heures de FORMATION sur 1964

VIII. — OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE

« L'Office Franco-Allemand pour la jeunesse a été créé en application de l'accord franco-allemand du 5 juillet 1963. Il se propose de favoriser le développement des relations entre les jeunes des deux pays et leur compréhension mutuelle. A cette fin, l'Office soutient les activités susceptibles de contribuer à la consolidation de l'amitié franco-allemande, base de l'unité européenne, et au renforcement de l'esprit de liberté et de démocratie des deux pays. L'Office entend ainsi continuer à développer le travail accompli depuis 1945 sur le plan des rencontres et des échanges de jeunes. » (Extrait des directives de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse.)

C'est dans l'esprit même de ces directives que sont réalisés par Peuple et Culture des voyages d'études effectués par de jeunes Allemands en France et de jeunes Français en Allemagne, et différents stages concernant l'étude des problèmes qui intéressent les deux pays.

L'ensemble de ces activités est coordonné par Marc VIGNAL, chargé des questions franco-allemandes.

VI. — OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE

Dates	Lieux	Thèmes	Instructeurs	Effectif	Nombre heures prestations
2/9-1	Crolles Groupe Isère)	Problèmes sociaux et économiques français	B. GILMAN	30	48 h.
1/6-3	Paris	La Planification économique	C. VIENNEY	26	36 h.
15/20-3	Paris	Pl. Eco. et Soc. Français	M. VIGNAL	25	36 h.
17/22-5	Würzburg	Equipements socio-culturels d'une ville	B. GILMAN	25	36 h.
17/24-5	Bavière (Groupe Isère)	Economie de la montagne	R. CANAC	40	48 h.
21/26-6	Sarre (Gr. Seine-Mar.)	Problèmes politiques, économiques et sociaux allemands	M. VIGNAL	30	36 h.
20/29-8	Basse Saxe Gr. Corrèze)	Education populaire et milieu rural	R. LAVIGNE	50	60 h.
22/31-8	Bavière (Gr. Corrèze)	Education populaire et milieu rural	R. LAJOINIE	36	60 h.
19/25-9	Hesse (Gr. Loire-Atl.)	Agriculture, éducation populaire	M. LEFEUVRE	19	42 h.

VI. — (Suite)

Dates	Lieux	Thèmes	Instructeurs	Effectif	Nombre heures prestations
1/10-9	Bavière (Gr. Corrèze)	Education populaire	R. LAVIGNE	45	60 h.
19/24-10	Hesse (Groupe Isère)	Agriculture et aménagement rural	CARLIDES	15	36 h.
14/21-11	Crolles (Allemands)	Problèmes sociaux et économiques français	M. VIGNAL	25	48 h.
17/23-11	Paris (Allemands)	Stages congés culturels	Cl. BOUCHERY	10	36 h.
28-11/5-12	Dijon, Besançon, Belfort (Allemands)	Problèmes de l'« Habitat »	F. BRUNCKE	25	36 h.
				401	618 h.

Soit : 3.319 Journées-Stagiaires
ou 18.857 heures de FORMATION

Soit une augmentation de 2.126 Journées-Stagiaires
de 11.697 heures de FORMATION sur 1964.

VI. — PRESTATIONS D'INSTRUCTEURS FOURNIES PAR « PEUPLE ET CULTURE »
Pour des stages organisés par d'autres Mouvements dans le Cadre de
L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE

Dates	Lieux	Thèmes	Instructeurs	Effectif	Heures de prestations
27 sept. 2 oct.	Paris M.J.C. Ravel	Problèmes français actuels	M. VIGNAL	22	36 h.
20/26 oct.	Paris M.J.C. Ravel	Problèmes français actuels	M. VIGNAL	25	36 h.
23/30 oct.	Paris M.J.C. Ravel	Problèmes français actuels	M. VIGNAL	30	36 h.
				77	108 h.

Soit : 527 Journées-Stagiaires
ou 2.772 heures de FORMATION

VII — PRESTATIONS EXTERIEURES

Les demandes de prestations, émanant d'associations et d'organismes variés, se font de plus en plus nombreuses.

En 1965, le Service Formation a répondu en priorité aux demandes d'organismes et d'associations ayant déjà bénéficié de prestations en 1963 et 1964; ainsi, s'instaure peu à peu une continuité d'intervention dans la formation d'un certain nombre de travailleurs sociaux et d'animateurs professionnels.

Peuple et Culture a répondu aux demandes suivantes d'organismes et d'associations d'éducation populaire pour des prestations culturelles indiquées ci-après :

VII. — PRESTATIONS EXTERIEURES

Dates	Organismes demandeurs	Lieux	Objet de la prestation	Instructeurs	Effectif	Heures de prestations
5-1	Sté Westinghouse	Freinville	Formation d'agents de maîtrise	Y. CAILLAUD	11	3 h.
15-1	(*) B.N.D.F. (J. Douai)	I.N.E.P. Marly	Conférence sur l'Educa tion Populaire	B. CACERES	60	3 h.
15-1	Sté Westinghouse	Freinville	Formation d'agents de maîtrise	Y. CAILLAUD	11	3 h.
16/17-1	P.E.C.-Gironde	Bordeaux	Entraînement Mental appliqué à la conduite de ciné-club	J.-F. CHOSSON	60	8 h.
24/25-1	C.A.A.H.R.	Mulhouse	Recyclage entraînement mental	Y. CAILLAUD	10	9 h.
11/12-2	M.D.P.A.	Mulhouse	Initiation économique	M. BOUTAUD	40	3 h.
14-2	F.O.E.V.E.T.	Montry	Conf. « devenir de l'adolescence »	J.-F. CHOSSON	60	3 h.
15-2	Mairie du XIII ^e	Paris	Conf. « Civilisation de 1985 »	J.-F. CHOSSON	60	3 h.

(*) Voir en page 37 la signification des sigles employés.

VII. — (Suite 1)

Dates	Organismes demandeurs	Lieux	Objet de la prestation	Instructeurs	Effectif	Heures de prestations
21/22-2	Sce Coordination A.S.	Rennes	Les associations et équipements d'éducation populaire	J.-F. CHOSSON Y. CAILLAUD	25 25	6 h. 6 h.
24-2	A.G. Etudiants	Paris	Club de lecture	Y. CAILLAUD	25	3 h.
12-2	Westinghouse	Freinville	Formation d'agents de maîtrise	Y. CAILLAUD	11	3 h.
26-2	"	"	"	"	11	3 h.
28-2	Comité Dép. de la Jeunesse	Strasbourg	Problèmes actuels de l'éducation populaire	J.-F. CHOSSON	258	3 h.
2/4-3	C.N.C.A.	Paris	Formation d'animateurs de jeunes coopérateurs	R. MARIET	15	18 h.
2/7-3	F.F.M.J.C.	M.J.C. Paris Ravel	Formation de directeurs de M.J.C.	Y. CAILLAUD, PAIN, FAROULT	33	36 h.
7-3	Sce Dép. J. et Sp.	Laon	Information sur les méthodes en éducation populaire	Y. CAILLAUD E. ASENSIO	20 20	6 h. 6 h.
14-3	"	"	"	"	"	"
16/21-3	F.N.F.R.	Montry	Animation de cercles culturels	J.-F. CHOSSON Y. CAILLAUD	15	12 h.
18-3	C.E. Peugeot	Sochaux	La crise automobile	M. NEVILLE	30	4 h.
20-3	Salon Arts ménagers	Paris	A propos de la presse féminine	G. ROCARD J. BARBICHON	150	4 h.

VII. — (Suite 2)

Dates	Organismes demandeurs	Lieux	Objet de la prestation	Instructeurs	Effectif	Heures de prestations
20/21-3	C.I.H.M.	M.J.C. Vincennes	Animation de cercles-débats	Y. CAILLAUD	25	5 h.
21-3	M.J.C. Rambouillet	Rambouillet	Qu'est-ce que l'éducation populaire	J. PERRET	20	4 h.
22-3	Sce Coord. A.S.	Rennes	L'interprétation du recensement de la population	A. ALLIOD	20	6 h.
12-3	Westinghouse	Freinville	Formation d'agents de maîtrise	Y. CAILLAUD	11	2 h
26-3	C.N.C.A.	Paris	Formation d'animateurs de jeunes coopérateurs	R. MARIET	20	18 h.
24/26-3	I.R.F.E.D.	Paris	Présentation de l'entraînement mental	Y. CAILLAUD. M. DUBOIS	25	24 h.
23/27-3	E.N.	Charleville	Conférence sur l'éducation populaire	J.-F. CHOSSON	30	4 h.
2-4	I.N.P.A.R.	Rennes	Conférence sur les méthodes en éducation populaire	B. CACERES	30	4 h.
22-4	Westinghouse	Freinville	Conférence sur la lecture pour le groupe de formation	B. CACERES	11	4 h.
23-4						

VII. — (Suite 3)

Dates	Organismes demandeurs	Lieux	Objet de la prestation	Instructeurs	Effectif	Heures de prestations
7-5	Westinghouse	Freinville	Formation d'agents de maîtrise	Y. CAILLAUD	11	3 h
3/15-5	Ministère de l'Agriculture	V.V.F. le Pradet (Var)	Université agronomique de printemps Assistance permanente à la direction pédagogique et séances d'information sur divers thèmes Animation d'ateliers techniques	B. CACERES, J. ROVAN, J.-F. CHOSSON, Y. CAILLAUD, G. ROCARD, L.-M. COUTOU, B. ROUSSEAU, A. TEJERO, G. BENS- SAID		
21-5	Westinghouse	Freinville	Formation d'agents de maîtrise	Y. CAILLAUD	11	3 h.
24-5	Sce Coord. A.S.	Rennes	Initiation à la sociologie	M. ALLIOD	20	6 h.
31-5	Ecole Com. J.F.	Paris	Conférence sur l'initiation à la vie civique	G. BENS- SAID	180	4 h.
31-5 5-6	C.E. Air-France	I.N.P. Marly	Formation d'animateurs de centres de vacances	M. DUTEY	16	10 h.
4-6	C.N.C.A.	Paris	Conférence sur l'animation socio-culturelle	J. ROVAN	20	3 h.

VII. — (Suite 4)

Dates	Organismes demandeurs	Lieux	Objet de la prestation	Instructeurs	Effectif	Heures de prestations
13-6	A.B.R.E.S.	Boulogne-Billancourt	Initiation à l'enquête sociologique	M.-F. LANFANT	40	6 h.
18-6	Westinghouse	Freinville	Formation d'agents de maîtrise	Y. CAILLAUD	11	3 h.
10/25-8	A.E.O.M.	Nemours	Formation d'animateurs de cercles culturels	D. RAKOTOVAO, G. RIZZO	15	60 h.
1/13-9	B.A.C.C.	Hyères	Formation d'animateurs de cercles de jeunes	Y. CAILLAUD	35	60 h.
7/8-10	Maison de la Culture	Bourges	Problème Education Populaire	B. CACERES	15	6 h.
9/10-10	F.U.A.J.	Lille	Information sur l'éducation populaire	J. PERRET	35	9 h.
16/17-10	Centres Culturels	St-Etienne	Conférence sur l'éducation populaire	J.-F. CHOSSON	50	4 h.
18-10	Sce Coord. A.S.	Rennes	Initiation à la sociologie	M. ALLIOD	20	6 h.
18/20-10	Westinghouse	Freinville	Formation d'agents de maîtrise	Y. CAILLAUD J. PERRET	7	18 h.
21-10	Ecole Com. J.F.	Paris	Le travail féminin : conférence suivie de T.P.	G. ROCARD	180	4 h.

VII. — (Suite 5)

Dates	Organismes demandeurs	Lieux	Objet de la prestation	Instructeurs	Effectif	Heures de prestations
1-11	M.C. Caen	Caen	Conférence sur les leaders philosophiques de notre époque	G. JEAN	100	4 h.
6-11	Ass. Elèves E.N.S.S.A.A.	Grignon	Histoire de l'Education Populaire	B. CACERES	25	3 h.
14-11	Ecole Com. J.F.	Paris	Initiation à la vie civique	Y. CAILLAUD	180	4 h.
18-11	P.E.C. Loir-et-Cher	Blois	L'Education Permanente	B. CACERES	100	3 h.
16/20-11	C.A.A.H.R.	Mulhouse	Entraînement Mental	C. MOUSSAY J. DELACOTE	20	36 h.
25-11	Sce Coord. A.S.	Rennes	Initiation à la sociologie	P. BESNARD	60	6 h.
20/27-11	Conf. Glé Œuvres L.	Jarmenil	Formation d'animateurs permanents de cercles culturels	J. GONDONNEAU	15	36 h.
22/27-11	Amitiés Sociales	Rennes	Formation d'animateurs permanents de F.J.T.	H. VILES	15	36 h.
21-11 28-11	Serv. Dép. J. et Sp.	Laon	Information sur les techniques d'éducation populaire	Y. CAILLAUD	20 20	6 h. 6 h.
2/16/30-11	Westinghouse	Freinville	Formation d'agents de maîtrise	Y. CAILLAUD J. PERRET	7 x 3	9 h.

VII. — (Suite 6)

Dates	Organismes demandeurs	Lieux	Objet de la prestation	Instructeurs	Effectif	Heures de prestations
2-12	P.E.C. Nord	Valenciennes	L'Education Populaire	B. CACERES	100	3 h.
9-12	Ecole Com. J.F.	Paris	Problèmes du sous-développement (conférence suivie de travaux pratiques)	G. BENSARD	180	4 h.
16-12	Sce Coord. A.S.	Rennes	Initiation à la sociologie	P. BESNARD	60	6 h.
14-12	Westinghouse	Freinville	Formation d'agents de maîtrise	Y. CAILLAUD J. PERRET	7 7	3 h. 3 h.

Soit : **26.064 heures de FORMATION**

Soit une augmentation de 6.025 heures de FORMATION sur 1964.

VII. — Signification des sigles employés dans les tableaux pp. 34-40

Sigles employés	Organismes correspondants
B.N.D.F. (J. Douai)	Ballet National de Danses Françaises, Jacques Douai
C.A.A.H.R.	Comité d'Action et d'Aménagement Haut-Rhinois
M.D.P.A.	Mines Domaniales des Potasses d'Alsace
F.O.E.V.E.T.	Fédération des Œuvres Educatives de Vacances de l'Enseignement Technique
F.F.M.J.C.	Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture
Sce Coord. A.S.	Service de Liaison et de Coordination des Services Sociaux d'Ille-et-Vilaine
A.G. Etudiants	Association Générale des Etudiants
C.N.C.A.	Centre National de Coopération Agricole
Sce Dal J. et Sp.	Service Départemental de la Jeunesse et des Sports
F.N.F.R.	Fédération Nationale des Foyers Ruraux
C.E. Peugeot	Comité d'Entreprise Peugeot
C.I.H.M.	Camps Internationaux de Haute-Montagne
M.J.C.	Maison des Jeunes et de la Culture
I.R.F.E.D.	Institut International de Recherches et de Formation en vue du Développement Harmonisé
E.N.	Ecole Normale
I.N.P.A.R.	Institut National de Promotion Rurale de Rennes
Ecole Com. J.F.	Ecole Commerciale de Jeunes Filles
A.E.O.M.	Association des Etudiants d'Origine Malgache
B.A.C.C.C.	Bureau d'Animation et de Coordination des Centres Communautaires
F.U.A.J.	Fédération Unie des Auberges de Jeunesse
A.B.R.E.S.	Association Boulonnaise de Recherches d'Etudes Sociologiques
M.C.	Maison de la Culture

VIII — STAGES INTERNATIONAUX

Soucieux de maintenir et de développer les contacts avec les associations d'Education Populaire de tous pays, Peuple et Culture a réalisé — en dehors des activités de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse — un stage en France, pour des animateurs italiens.

Nos projets pour 1966 sont plus vastes et nous envisageons des échanges avec plusieurs pays, notamment la Tchécoslovaquie.

VIII. — STAGES INTERNATIONAUX

Cette année, PEUPLE ET CULTURE a organisé un stage sur la Planification Culturelle pour des responsables d'associations d'éducation populaire d'Italie.

Date	Lieu	Thème	Instructeur	Effectif	Heures de prestation
8/13-3	M.J.C. M. Ravel	Planification Culturelle	G. BENSARD	15	36 h.

Soit : 90 Journées-Stagiaires
ou 540 heures de FORMATION

IX — ECOLE DE PERFECTIONNEMENT DES INSTRUCTEURS NATIONAUX DE PEUPLE ET CULTURE

Soucieux de la qualification technique et culturelle de nos animateurs, nous organisons depuis 1964 une Ecole de Perfectionnement qui a pour but :

- de recycler les instructeurs qui animent déjà des stages ou des activités de base,
- de perfectionner les instructeurs sur une technique,
- d'informer l'ensemble des instructeurs des grands problèmes qui se posent dans une société à développement rapide.

En 1965, l'Ecole de Perfectionnement était divisée en deux groupes :

- Groupe A (1/3 des participants) : recyclage d'entraînement mental et réflexion sur la pédagogie du stage d'entraînement mental.
- Groupe B (2/3 des participants) : initiation à la sociologie et réflexion sur la pédagogie des stages de « diffusion de contenus ».

Les instructeurs de Peuple et Culture vivaient ensemble « en situation de stagiaires » ; des groupes de réflexion dans lesquels se retrouvaient « instructeurs » Sciences Sociales et « stagiaires » ont permis de fréquents et utiles ajustements pédagogiques selon les différents publics.

Le programme de ce groupe B a été préparé et réalisé par l'équipe Formation de la Commission Sciences Sociales.

IX. — ECOLE DE PERFECTIONNEMENT

Date	Lieu	Thème des groupes	Instructeurs	Effectif	Heures de prestations
9/15-4	Boulouris	Entraînement Mental	J.-F. CHOSSON J. DELACOTE	15	42 h.
		Initiation à la sociologie	L.-M. COUTOU J.-Y. MARTIN	24	42 h.
				39	84 h.

Soit : 273 Journées-Stagiaires
1.638 heures de FORMATION

II. — SERVICE EDITIONS

Responsable du Service : B. CACERES

1. La Collection « Peuple et Culture » aux Editions du Seuil.

*Responsable : Jean-Marie DUPONT.

Elle se compose d'ouvrages spécialement destinés aux animateurs d'éducation populaire qui traitent d'un milieu ou d'une technique.

2. Les fiches techniques éditées par « Peuple et Culture ».

Responsable : Bénigno CACERES.

Instruments de travail mis à la disposition des éducateurs pour animer des clubs de lecture, de musique, des cercles d'études économiques et sociaux, pédagogiques, etc...

Ces fiches sont envoyées tous les mois aux adhérents et aux abonnés du Mouvement. Elles sont en vente au siège de l'Association.

3. Le Bulletin de « Peuple et Culture ».

Responsable : Bénigno CACERES.

Ce bulletin — trois numéros par an — retrace la vie du Mouvement et rend compte de problèmes pédagogiques et culturels. Il est envoyé à tous nos adhérents.

4. Le Bulletin Inter-régional d'Informations, B.I.R.

*Responsable : Monique NAHON.

S'adresse aux responsables régionaux, départementaux et locaux de notre Mouvement pour les tenir au courant de nos travaux, recherches, etc...

5. Les documents ronéotypés

Chaque Commission de « Peuple et Culture » ronéotype un certain nombre de documents de travail envoyés à ses membres : « bibliographies, compte-rendus, extraits d'ouvrages, études, etc... Ces documents représentent une somme considérable de feuillets. Exemple : le dossier du Congrès du XX^e anniversaire de l'Association comprenait quatre documents :

- un dossier Animation : 152 pages,
- des textes rassemblés, sur l'Education Populaire : 22 pages,
- un montage sur « Réflexions pour 1985 », 13 pages.
- sommaire du premier numéro de « Culture 85 » et introduction : 50 pages.

6. « Culture 85 », revue de culture générale du développement culturel.

Pendant l'année 1965 ont été menés à bien les travaux nécessaires à la réalisation d'un premier numéro et la préparation des numéros suivants. Messieurs J. DUMAZEDIER et J. ROVAN ont été les animateurs de ce vaste travail qui devrait voir le jour en 1966.

1. COLLECTION « PEUPLE ET CULTURE » AUX EDITIONS DU SEUIL

Nous tenons à souligner l'effort entrepris en ce domaine.
Sept ouvrages nouveaux terminés, deux ouvrages réédités.

	Titre	Auteur	Date de parution	Nombre de pages	Nombre d'illustrations	Prix
A. OUVRAGES RE-EDITES EN 1965. La troisième réédition de ces ouvrages comprend une importante remise à jour.	Regards Neufs sur le Cinéma	M. EGLY J. CHEVALLIER	Sept. 1965	352	137	9,5 F.
	Regards Neufs sur la lecture	G. CACERES	Sept. 1965	208	7	7,5 F.
B. OUVRAGES NOUVEAUX EDITES EN 1965.	Les Consommateurs	C. QUIN	Oct. 1965	192	16	7,5 F.
C. OUVRAGES EN COURS D'EDITION.	Les machines à penser	D. CHAMPIGNEULLE				
	Regards sur le mouvement ouvrier	B. CACERES				
	Regards Neufs sur la Poésie	G. JEAN				
	Regards Neufs sur l'Europe	J. ROVAN				
	Regards Neufs sur la Montagne	R. CANAC				
	Le Siècle des lumières	M. LAUNAY				

2. FICHES TECHNIQUES EDITIONNEES PAR « PEUPLE ET CULTURE » AU COURS DE L'ANNEE 1965

Titre	Auteur	Date	Nature	Nombre d'exemplaires	Nombre de pages
Stratégie d'animation dans la formation des adultes	J. DELACOTE	Janvier	Fiche « méthode »	5.000	52
Calendrier des stages nationaux 1965	P.E.C.	Janvier	Informations	6.000	30
Bulletin n° 64 : Rapport moral	P.E.C.	Février	Bulletin d'information	3.000	64
« Peuple et Culture 1964-1965 »	B. CACERES	Février	Fiche historique	5.000	64
Le Nouveau Roman	G. JEAN	Mars	Fiche de lecture	5.000	104
Œuvres pour piano (Debussy)	C. HELFER	Avril	Fiche musicale	5.000	46
Les petits enfants du siècle	C. ROCHEFORT	Mai	Fiche de lecture	5.000	30
				34.000	390

2. FICHES TECHNIQUES EDITIONNEES PAR « PEUPLE ET CULTURE » AU COURS DE L'ANNEE 1965 (Suite)

Titre	Auteur	Date	Nature	Nombre d'exemplaires	Nombre de pages
Report				34.000	390
Qu'est-ce que l'Entraînement Mental ?	J. BARBICHON	Juin	Fiche « méthode »	5.000	32
La rage de vivre	M. MEZZROW	Septembre	Fiche de lecture	5.000	36
Terre des Hommes	A. DE ST-EXUPERY	Octobre	Fiche de lecture	5.000	32
Squarclo	F. SOLINAS	Novembre	Fiche de lecture	5.000	28
La solitude du coureur de fond	A. SILLITOE	Décembre	Fiche de lecture	5.000	24
				59.000	558

2 bis. FICHES TECHNIQUES REEDITÉES PAR « PEUPLE ET CULTURE » AU COURS DE L'ANNÉE 1965

Titre	Auteur	Date	Nature	Nombre d'exemplaires	Nombre de pages
Vol de nuit	A. DE SAINT-EXUPERY	Juin	Lecture	5.000	32
Terre des hommes	A. DE SAINT-EXUPERY	Juillet	Lecture	5.000	38
La rencontre des hommes	B. CACERES	Juillet	Lecture	5.000	32
Des souris et des hommes	J. STEINBECK	Juillet	Lecture	5.000	38
La case de l'Oncle Tom	H. BEECHER-STOWE	Juillet	Lecture	5.000	44
Regain	J. GIONO	Décembre	Lecture	5.000	36
L'enfant	J. VALLES	Décembre	Lecture	5.000	36
La grande maison	M. DIB	Décembre	Lecture	5.000	36
Le dernier des justes	A. SCHWARZ-BART	Décembre	Lecture	5.000	36
Le Grand Meaulnes	Alain FOURNIER	Décembre	Lecture	5.000	36
La Perle	J. STEINBECK	Décembre	Lecture	5.000	36
Black-boy	R. WRIGHT	Décembre	Lecture	5.000	32
				60.000	472

Les cinq dernières fiches figurant ci-dessus ne paraîtront que dans les premiers mois de l'année 1966.

4. BULLETIN D'INFORMATION DES RESPONSABLES DEPARTEMENTAUX ET REGIONAUX
B.I.R. ANNEE 1965

Date	Numéro	Nombre de pages
Janvier - Février	7	10
Mars - Avril	8	19
Juin - Juillet	9	13
Septembre - Octobre	10	20
Novembre - Décembre	11	12

III. - COMITÉ TECHNIQUE

COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL

III. — COMITE TECHNIQUE

COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL

L'ensemble des activités culturelles du Mouvement sont élaborées dans les Commissions et groupes de travail réunis dans le Comité Technique, dirigé par J. DUMAZEDIER, Président de Peuple et Culture.

Liste des Commissions et Groupes de travail :

— Premier Groupe :

- 1) Commission Entraînement Mental
Responsable : Jacques BARBICHON-Jean-François CHOSSON.
- 2) Commission Sciences Sociales appliquées au progrès de l'Education Populaire.
Responsables : Marie-Françoise LANFANT-Jean PAGNEUX.
- 3) Commission Esthétique de la Vie quotidienne.
Responsable Bernard ROUSSEAU.

— Deuxième Groupe :

- 4) Commission Rurale
Responsable : Roger EYMARD.

- 5) Commission Formation Economique et Sociale.
Responsable Georges BENSARD.
- 6) Commission Adolescence.
Responsable Michel JACQUEY.
- 7) Commission Education Populaire et Education Féminine.
Responsable : Mme G. ROCARD.
- 8) Commission Culture et Développement (Association Culture et Développement)
Responsable : Michel DUBOIS.
- 9) Commission Education Populaire et Habitat
Responsable : Pierre GOUTET.
- 10) Commission Formation Civique.
Responsable : Joseph ROVAN.

— **Troisième Groupe :**

- 11) Commission Cinéma.
Responsable Max EGLY.
- 12) Commission Télévision (Association Culture et Télévision).
Responsable Joseph ROVAN.
- 13) Commission Musique
Responsable : Marc VIGNAL.
- 14) Commission Lecture
Responsable : Ginette CACERES.

IV - SERVICE DOCUMENTATION

II. — SERVICE EDITIONS

Responsable du Service : B. CACERES

1. La Collection « Peuple et Culture » aux Editions du Seuil.

*Responsable : Jean-Marie DUPONT.

Elle se compose d'ouvrages spécialement destinés aux animateurs d'éducation populaire qui traitent d'un milieu ou d'une technique.

2. Les fiches techniques éditées par « Peuple et Culture ».

Responsable : Bénigno CACERES.

Instruments de travail mis à la disposition des éducateurs pour animer des clubs de lecture, de musique, des cercles d'études économiques et sociaux, pédagogiques, etc...

Ces fiches sont envoyées tous les mois aux adhérents et aux abonnés du Mouvement. Elles sont en vente au siège de l'Association.

3. Le Bulletin de « Peuple et Culture ».

Responsable : Bénigno CACERES.

Ce bulletin — trois numéros par an — retrace la vie du Mouvement et rend compte de problèmes pédagogiques et culturels. Il est envoyé à tous nos adhérents.

4. Le Bulletin Inter-régional d'Informations, B.I.R.

*Responsable : Monique NAHON.

Documentation et recherches pour les Journées de perfectionnement des instructeurs, les Assemblées générales, Comité Directeur.

Exemple : Le Congrès du XX^e Anniversaire de Peuple et Culture a nécessité le ronéotage d'un important dossier, composé de 4 documents, qui a nécessité un travail de coordination de la part du service de Documentation, la constitution de dossiers mis à la disposition des Congressistes et le rassemblement de revues et livres sur le thème du Congrès.

Bulletin inter-régional.

Dans ce bulletin, une partie est plus particulièrement destinée à porter à l'attention des animateurs de Peuple et Culture les documents, livres nouvellement parus, qui sont nécessaires à leur travail.

V. - SERVICE RÉGIONS

V. - SERVICE RÉGIONS

V. SERVICE REGIONS

Responsable : J. F. CHOSSON

Un groupe régional Peuple et Culture ne comprend pas des usagers de base, mais rassemble des animateurs qui veulent se perfectionner dans les techniques d'éducation populaire, former de futurs animateurs, animer des expériences de base expérimentales et contrôlées.

Les groupes Peuple et Culture sont particulièrement actifs quand ils peuvent disposer d'un animateur permanent, ce qui est le cas pour :

- Le Tarn et Garonne,
- La Corrèze,
- L'Isère.
- La Seine Maritime.

Trois groupes bénéficient à l'heure actuelle d'un permanent mis à la disposition par le FONJEP. Cela a été particulièrement bénéfique pour eux. Ils ont pu ainsi étendre notablement le champ de leurs activités.

Le nombre des groupes est en progression. La liste des voyages d'études, des stages, des week-ends, journées d'études mentionnés au Service Formation montre qu'en 1965 les Régions ont considérablement augmenté leurs activités.

RESPONSABLES DE GROUPES DEPARTEMENTAUX ET CORRESPONDANTS DE P.E.C.

* Correspondant

** Groupe Départemental

*** Groupe Régional

AISNE	* M. DECROUY (Assistant Départemental - Inspection Jeunesse et Sports) Laon.
ARDECHE	* M. Jacques FOURNERON - Annonay.
AUBE	* M. Jean MORLOT (Bibliothécaire) Troyes.
BAS-RHIN	*** Melle UNTERSTELLER (Bibliothécaire) Strasbourg
BASSES-ALPES	* M. Georges DESSAUD ,Banon.
BOUCHES-du-RHONE	* Mme Marguerite EPPE (employée P.E.T.) Marseille.
CALVADOS	* M. JULIENNE (Instituteur) - Caen.
CHARENTE	* Melle FORESTIER (Institutrice) - Chasseneuil-sur Bonnieux.
CHER	* Melle Anne-Marie THIVRIER (Assistante sociale) Bourges.
CORREZE	*** M. BOSSOUTROT (Instituteur) - Tulle.

COTE D'OR	* M. Charles ALLO (Instituteur détaché CRDP) Dijon.
CREUSE	* M. LAGUILLAUME (Educateur), Guéret.
DORDOGNE	* M. Michel LEGENDRE (Ingénieur, chef du personnel) Couze.
DOUBS-Hte-SAONE	** M. Gérard JEUNET (Professeur), Besançon.
DROME	* M. Jacques ALLEMAND (Professeur), Valence.
EURE-et-LOIRE	* M. José ABERDAM (Professeur), Nogent-le-Rotrou.
FINISTERE	* M. Yann PELLIER (Technicien), Quimper.
GIRONDE	* M. DUCASSE, Bordeaux.
HAUTE-GARONNE	* Melle Georgette BOUZOU (Surveillante E. N.) Toulouse.
HERAULT	* M. Charles BONN (Etudiant en Lettres), Montpellier.
HAUT-RHIN	** Mme Charlette MOUSSAY (Conseillère Technique), Mulhouse.
HAUTE-SAVOIE	** M. André BOUVET (Médecin), Annecy.
INDRE	* M. Kaddour BENCHENANE (Directeur de M.J.C.), Chateauroux.
ISERE	*** M. Bernard GILMAN (Instituteur), Grenoble.
JURA	* M. Jean-Pierre BEUCLER (Instituteur), Dole.

- LOIRE *** M. Albert VACHERET, Saint-Etienne.
- LOIRET * Mlle Hélène DADONE (Institutrice), Orléans.
- LOIRE ATLANTIQUE * M. Maurice LEFEUVRE (Directeur de Centre Social), Nantes.
- LOIR-ET-CHER * Mme Jeanne VIGNY (Institutrice), Blois.
- LOT * M. Raymond ESTIVAL (Instituteur), Gramat.
- LOZERE * M. A. ROUX (Chimiste), Mende.
- MAINE-et-LOIRE * M. GILLES (Directeur de Centre Professionnel), St-Barthélémy-d'Anjou.
- MARNE * M. Henri DESDOUITS (Directeur M.J.C.), Tinquaux.
- MEURTHE-et-MOSELLE ** M. Pierre CANALS (Assistant de Faculté), Nancy.
- MOSELLE * M. Emile CHRISTOPHE (Instituteur), Montigny-les-Metz.
- NIEVRE * M. Yves HAMELIN (Directeur de Foyer de J. Travailleurs), Nevers.
- NORD-PAS-DE-CALAIS ** M. Frédéric THEBAUD (Instituteur), Valenciennes.
- PUY-de-DOME ** M. André LEMARCHAND (Professeur), Clermont-Ferrand.
- RHONE * M. Guy DUTEY (Directeur du Centre d'Observation), Collonges-Au-Mont-d'Or.

SARTHE

SAVOIE

SEINE, SEINE-et-MARNE, SEINE-et-OISE

SEINE MARITIME

TARN

TARN-et-GARONNE

TERRITOIRE-de-BELFORT

VAR

VAUCLUSE

VIENNE

VOSGES

A l'étranger :

ALGERIE

- * M. Georges JEAN (Professeur), Le Mans.
- * M. Lucien CARTIER (Inspecteur Jeunesse et Sports), Chambéry.
- *** M. Jean BLANPIED (Secrétaire Général à la Fédération Nationale des Centres Populaires de Tourisme Social), Paris.
- *** M. Jean GONDONNEAU (Instituteur), Rouen.
- ** M. Antoine GARCIA (Typographe), Albi.
- ** M. Raymond MARIET (Instituteur), Castelsarrazin.
- ** M. LEGRAND (Assistant E.P.), Belfort.
- * M. Pierre LEJEAL (Professeur), Hyères.
- * M. Max VIALIS, Maubec.
- * M. PETIT (Permanent à la F.O.L.), Poitiers.
- * Mlle Régina ROBINET (Professeur), Epinal.
- * Mlle Annie PERNIX, Alger.

Nous présentons maintenant quelques résumés de rapports de groupes régionaux ou départementaux qui nous sont parvenus avant l'impression de ce rapport. Il est bien évident que les bénévoles qui animent la plupart des associations régionales ne disposent pas du temps nécessaire pour assumer les actions de formation, tâche promordiale, et pour structurer leur groupe comme ils le désireraient; leurs activités s'accroissent et ils disposent de peu de moyens. D'autre part, il nous appartiendra de mettre au point des modèles types de compte-rendus qui feront gagner du temps à tous et unifieraient la présentation des rapports des régions. Encore faut-il que P.E.C.-National, comme nous l'indiquons par ailleurs, trouve les moyens nécessaires pour que le Service Régions puisse disposer d'un permanent.

PEUPLE ET CULTURE — CORREZE-LIMOUSIN

Responsable : René LAVIGNE (permanent).

PROGRAMME 1965 - 1966

Une « Ami 6 » neuve, 5 ou 6 voitures essouffées, 2 appareils de cinéma, 3 agrandisseurs photo, quelques magnétophones, quelques courts métrages, une ronéo, la bonne volonté et l'enthousiasme d'une vingtaine de copains : c'est le P.E.C. 66 (Corrèze et Limousin).

Que propose P.E.C. Limousin ?

1) ACTIVITES D'INFORMATION ET D'INITIATION.

- a) Stages.
- b) Week-ends ou journées.
- c) Activités proposées par les Associations.

2) ACTIVITES DE FORMATION D'ANIMATEURS (à l'intention des Associations).

- a) Information et initiation économique et sociale.
- b) Information et initiation civique.
- c) Information et initiation esthétique.
 - la loi du 29-12-61 (décrets 20-5-63);
 - les congés culturels.

I — INFORMATION ET INITIATION

a) INFORMATION ET INITIATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

- 1) Stage d'Animateurs ruraux : MARLY-LE-ROI, 7 jours au début Mars avec visites aux Salons de la Machine Agricole et au Salon des Arts Ménagers. Stage National.
- 2) Stage d'Animateurs ruraux : TULLE stage étalé sur plusieurs journées ou week-ends d'hiver. Possibilités et limites des Agriculteurs Corréziens.

2 — VOYAGES D'ETUDES

- 1) ITALIE DU NORD : « Des paysans qui s'organisent ». Visites de vergers coopératifs en EMILIE, 6-14 Novembre 1965 : 90 participants. 30 Octobre : préparation.
- 2) YOUGOSLAVIE : Organisation de la production et de la commercialisation agricole. Hiver 65-66 : 5 participants.
- 3) CUBA : Hiver 65-66 : 2 participants.
- 4) LES VERGERS DE L'ARDECHE : Hiver ou printemps 66 : 50 participants.

3 — VEILLEES OU CYCLE DE VEILLEES SUR UN MEME SUJET.

- 1) « CORREZE 66, non au DESERT FRANÇAIS » : possibilités et limites de l'agriculture. Veillée montage photos, disques, textes et débat.

- 2) « CORREZE 66, non au DESERT FRANÇAIS » : possibilités et limites du Tourisme. Veillée montage photos, disques, textes et débat.
- 3) « NIVEAUX DE VIE ET BUDGETS FAMILIAUX ». Ce qui menace et ce qui peut sauver le petit exploitant. Veillée : exposé-discussion.
- 4) « NI KOLKHOSE, ni KIBOUTZ... LA G.A.E.C. ! » Une possibilité d'organisation pour les petits exploitants : L'agriculture de groupe ? série de 3 veillées - exposé-discussion (avec film et diapos).
- 5) « POUR OU CONTRE LE MARCHÉ COMMUN ». Série de 3 veillées - Exposé-discussion.
- 6) « HOLLANDE : TERRE DES HOMMES ». Veillée reportage sur la vie rurale et l'agriculture hollandaise. Exposé, texte, 80 diapos, discussion 2 h.
- 7) « UN PAYS QUI COMMENCE OU FINIT LE DESERT : ISRAËL ». ISRAËL 17 ans après sa création. Veillée : reportage, exposé, diapos. 2 h.
- 8) « POMMES D'ITALIE ET D'AILLEURS ». Veillée reportage sur les vergers coopératifs du Trentin. Veillée : exposé, diapos. 1 h. 30.
- 9) « COMMERCIALISATION DES FRUITS ». Série de veillées-exposés - discussion. R. LAJOINIE, J. COLOMBIE, D. MAISONNEUVE.
- 10) « TUNISIE 65 » veillée reportage - diapos - exposé-discussion. 1 h. 30.

b) VEILLÉES D'INFORMATION ET D'INITIATION CIVIQUE :

- 1) « NOIR ? BLANC ?... HOMME » Contre le racisme... avec des chansons. Veillée chansons - discussion 1 h.
- 2) « ILS ÉTAIENT VINGT ET CENT, ILS ÉTAIENT DES MILLIERS » : Nuit et Brouillard, la déportation. Montage poésies, chansons, film, discussion 1 h.
- 3) « CHANSONS DE GUERRE... POUR LA PAIX ». Veillée chansons - discussion 1 h.
- 4) « USINES À REVE ! » ou la Presse du cœur - 1 h. 30.
- 5) « LIBERTÉ DE LA PRESSE, PRESSE DE LA LIBERTÉ » (la presse et l'information). Veillée documentation - débat sur la presse et l'information.
- 6) « PAS DE SALUT POUR LES COPAINS ? » (Le « hit-parade de P. E. C. 66 » : Dis-moi ce que tu écoutes et je te dirai qui tu es). La chanson et les jeunes.
- 7) « LES YEYES... PASSERONT-ILS L'HIVER ? » : Les jeunes face à leurs loisirs. Veillée montage texte - diapos - disques - discussion : 1 h.
- 8) « Les 18 MOIS... POUR QUI ? » Service Militaire ou Service National ». La réforme 1965 du Service Militaire. Veillée avec disques 1 h. 30.
- 9) « 18 ANS... POURQUOI FAIRE ? » Faut-il abaisser l'âge de la majorité ? Veillée débat 1 h. 30.
- 10) VEILLÉE « COURTS-MÉTRAGES » d'avant-garde.

c) ACTIVITES D'INITIATION ESTHETIQUE par :

I — LE THEATRE :

1) LE GRENIER DE TOULOUSE présentera à TULLE :

— en Octobre-Novembre : VOLPONE DE BEN JONSON.

— en Février : L'OMBRE D'UN FRANC TIREUR de Sean O'CASEY.

— en Avril : LE REVIZOR DE GOGOL.

et éventuellement :

2) LA COMEDIE DE BOURGES (Tournée non encore au point).
LA COMEDIE DE ST-ETIENNE.

3) VOYAGE EVENTUEL en Juillet 1966 au FESTIVAL D'AVIGNON donné par
le Théâtre National Populaire.

2. — LA PEINTURE :

PICASSO :

1) Exposition Itinérante de 25 excellentes reproductions des meilleures
toiles de PICASSO à travers ses diverses périodes.

2) « LE MYSTERE PICASSO ». Une veillée PICASSO avec film à utiliser
de préférence pendant l'exposition.

3) « JACQUES BONHOMME et PICASSO » : La vie rurale et la condition
paysanne à travers les œuvres de grands peintres français, Italiens,
flamands, etc... Montage de diapos, avec commentaire des œuvres.

4) « DES BRUMES DES FLANDRES AU SOLEIL DU MIDI : VAN GOGH ». L'œuvre et la vie de ce peintre méconnu par ses contemporains. 120 photos de ses œuvres avec commentaire et disques, discussion 1 h. 30.

5) « TOULOUSE-LAUTREC ». La goulue et Valentin le désossé. Du Moulin de la Galette au Moulin Rouge : 150 diapos commentés des tableaux et dessins de Henri de TOULOUSE LAUTREC. Disques - discussion - 1 h. 30.

6) « UN SONGE D'OR ET DE FUMEE » de l'eau, des marais, des moulins, un siècle de peinture classique hollandaise.

II — FORMATION D'ANIMATEURS

P. E. C. - Limousin peut aider à former des animateurs d'Association par des :

a) STAGES

1) Stage cinéma : 4 jours (période du 16 au 20 Février 65). Connaissance du cinéma - comment présenter et animer une veillée cinéma.

2) Stage d'Animateurs ruraux : MARLY-LE-ROI - 7 jours début MARS. Visite du Salon de la Machine Agricole et du Salon des Arts Ménagers.

3) Stages « Congés-culturels » ou « Congés Cadres Jeunesse ». P. E. C. en organisera 3 entre décembre 65 et Juillet 66.

b) WEEK-ENDS ou JOURNEES.

Les animateurs P. E. C. peuvent venir dans les Associations de base pour quelques séances de démarrage d'animation.

— veillée lecture

— veillée photo.

— veillée peinture.

c) ACTIVITES CHOISIES PAR LES ASSOCIATIONS, pour la réalisation d'expériences de base, et locales, qui pourraient être préparées, animées en commun par l'Association et P.E.C.

PAR PRIORITE :

P.E.C. CORREZE collaborera avec les associations laïques (affiliées à la F.O.L.) adhérant à P.E.C.

P.E.C. CORREZE aide qui l'aide et, dans son action réservera son concours aux associations dont les responsables s'associeront d'une manière effective :

1) au recrutement des sessions de formation (stage congés cadres, stage rural de MARLY, voyages d'études, journées et week-ends etc...) et à tous leurs prolongements.

2) à la réalisation d'expériences de base continues (étudiées, préparées, programmées, animées et exploitées en commun).

3) aux études (contenu et méthode) des groupes permanents de travail de P.E.C. (liste sur demande).

P.E.C. CORREZE, dont tous les militants sont bénévoles, associe les organisations de base aux dépenses que suppose son concours, non pour indemniser les animateurs ou « faire du bénéfice », mais en fonction des possibilités de l'organisme, pour contribuer :

— à couvrir les frais de déplacement. Frais d'amortissement du matériel engagé.

— et surtout à venir en aide, coopérativement, aux organismes isolés ou de création récente.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A :

— P.E.C. - LES CONDAMINES - TULLE (Nouvelle Adresse).

— Pour LIMOGES : Mr. Albert VINCENT, 105, Avenue Gl. Leclerc - LIMOGES.

TULLE, le 12 Octobre 1965.

M. H. CHEZE, M. DELBOS, M. DELPIT, R. BOSSOUTROT, Cl. BOURG, R. EYMARD, J. GRATADOUR, R. LAJOINIE, R. LAVIGNE, D. MAISONNEUVE, E. POUGET, L. PUYDEBOIS.

PEUPLE ET CULTURE Isère - RESPONSABLE : B. GILMAN (Permanent)

Mois	Dates	Nombre de jours	Nature	Thème
JANVIER	2 au 9	8	stage	Connaissance classe ouvrière française
	9 et 19	2	week-end	Administration — gestion — organisation
	16 et 17	2	week-end	Tourisme social
	23 et 24	2	week-end	Photo — connaissance région rurale
	30 et 31	2	week-end	Plein-air — Organisation d'un voyage
FEVRIER	22 au 27	6	stage	Initiation à l'Education Populaire
	27 et 28	2	week-end	Photo — développement, agrandissement
MARS	1er au 6	6	stage	Initiation à l'Education Populaire
AVRIL	3 et 4	2	week-end	Aménagement rural et problèmes fonciers
MAI	13 au 17	5	voyage	Aménagement rural et tourisme (Autriche)
	17 au 22	6	voyage	Equipement social et culturel d'une ville (Wurzburg)
	17 au 24	8	voyage	Animation culturelle — Bavière — Autriche
	25 au 30	6	stage	Les méthodes d'animation
JUIN	12 et 13	2	week-end	Problèmes d'urbanisme en montagne
JUILLET	30-6/9-7	10	stage	Connaissance d'un pays de haute-montagne : l'Oisans (Connaissance de la France)
SEPTEMBRE	23 au 27	5	voyage	Aménagement rural et tourisme (Autriche)
OCTOBRE	8 au 13	6	stage	Les problèmes d'administration en France
	18 au 24	7	voyage	Equipements socio-culturels et animation (Land de Hesse)
NOVEMBRE	13 et 14	2	week-end	La Presse
	14 au 21	8	stage	Connaissance classe ouvrière française

* Tous les stages ayant un astérisque ont été déjà comptabilisés dans les tableaux du Service Formation.

Public	Nombre participants	Cadres	Heures de prestations	Heures de formation	Journées stagiaires
Syndicalistes allemands	35	2	128	4.470	745
Jeunes et Adultes	25	3	48	1.200	200
Rural	29	1	18	522	65
Jeunes	17	1	18	300	50
Jeunes (A.P.P.S.)	38	2	36	1.368	228
Ecole Normale Garçons	38	1	48	1.824	304
Jeunes	31	1	18	558	70
Ecole Normale Filles	65	3	144	9.360	1.170
Rural	26	2	36	936	156
Rural	42	3	150	6.300	788
Responsables culturels	17	1	60	1.020	127
Guides et Moniteurs ski	38	1	80	3.040	380
Animateurs Clubs Agricoles à l'Armée	23	4	192	4.416	736
Rural	29	1	18	522	87
Jeunes	31	2	200	6.200	775
Rural	44	2	100	4.400	733
Fonctionnaires allemands	20	2	96	1.920	320
Responsables animateurs	5	1	70	350	58
Jeunes (A.P.P.S.)	24	1	16	382	48
Syndicalistes allemands	32	2	144	4.608	768

PEUPLE ET CULTURE Midi-Pyrénées - RESPONSABLE : R. MARIET (Permanent)

ACTIVITES DE L'ANNEE 1965

Lieu	Durée	Date	Nombre de stagiaires	Nombre de cadres	Nombre d'heures prestations cadres	Nombre d'heures de formation stagiaires
Toulouse *	6 jours	1-6 février	22	2	100	1.100
Castelsarrasin *	6 jours	20-25 septembre	63	4	168	2.646
Montauban *	6 jours	18-23 octobre	21	2	96	1.008
Montauban *	6 jours	15-20 novembre	20	2	96	960
Labastide-St-Pierre *	3 jours	13-14-15 décembre	30	2	36	540
Total			156		496	6.254
1) Action d'éveil.					P. C. A.	
Vazerac *		6 janvier	31	1	2	62
Vazerac *		30 janvier	29	1	2	58
Vazerac *		10 février	26	1	2	52
Lunel *		16 février	18	2	4	36
Escatalens *		6 février	45	4	8	90
Total			149		18	298

* Tous les stages ayant un astérisque ont été déjà comptabilisés dans les tableaux du Service Formation.

ACTIVITES DE L'ANNEE 1965 (Suite 1)

Lieu	Durée	Date	Nombre de stagiaires	Nombre de cadres	Nombre d'heures prestations cadres	Nombre d'heures de formation stagiaires
2) Stages et voyages d'études.						
Vazerac *	6 jours	26 avril au 1 ^{er} mai	16	1	45	720
Verdun-sur-Garonne *	6 jours	15, 22, 29 avril 12, 19, 26 mai	35	2	68	1.750
Hollande *	11 jours	28 octobre 16 au 24 novembre 28 novembre	88	5	475	8.360
			139		588	10.830
1) Activités franco-allemandes.						
Allemagne *	16 jours	15 au 31 juillet	41	5	755	6.191
2) Stage régional (Session Connaissance de la France)						
Verlhac-Tescou *	10 jours	1 ^{er} au 10 septembre	58	6	492	4.756

ACTIVITES ANNEE 1965 (suite 2)

Nature	Lieu	Dates	Nombre de stagiaires	Nombre de cadres	Nombre d'heures prestations cadres	Nombre d'heures formation participants
3) Veillées et week-ends.						
Club de lecture	Montauban	10 février	12	1	2	24
	Montauban	17 mars	9	1	2	24
	Castelsarrasin	17 mars	21	1	2	18
Ciné-club	Montauban	16 janvier	9	1	2	42
	Montauban	24 février	14	1	2	18
	Montauban	27 mars	10	1	2	28
Musique	Castelsarrasin	6 janvier	13	1	2	20
	Castelsarrasin	31 mars	16	1	2	26
	Les Cloutiers	24 avril	12	1	2	30
Conférence	Montauban	19 octobre	23	1	2	24
	Montauban	24 mai	45	1	2	46
	Castelsarrasin	25 mai	24	1	2	90
	Montauban	26 mai	22	1	2	44
	Moissac	23 novembre	92	1	2	84
	Moissac	24 novembre	175	1	2	350

ACTIVITES ANNEE 1965 (suite 3)

Nature	Lieu	Dates	Nombre de stagiaires	Nombre de cadres	Nombre d'heures prestations cadres	Nombre d'heures formation participants
Week-ends	Montauban	26 novembre	21	1	2	370
	Castelsarrasin	12 et 13 mai	11	2	20	210
	Bruniquel	26 et 27 mai	185	1	10	110
	Bruniquel	Total	713		62	1.682

Nombre de participants aux activités :
 Stages et voyages d'études : 396
 Week-ends et veillées : 862

Nombre d'heures et prestations cadres : 1.258
 Nombre d'heures de formation : 2.393
 29.723

PARTICIPATION AUX ACTIVITES NATIONALES

Dates	Nature de l'activité	Lieu	Participants de la région
19 au 21 février	Congrès national	Grenoble	12
6 au 13 mars	Stage rural	Marly	Cadre : 1 Stagiaires : 23 } 24
2, 3, 4 et 23, 24, 25 mars	Stage pour C.N.C.A	Paris	Cadre : 1
Juillet	Université d'été	Boulouris Houlgate	Stagiaire : 1 Stagiaires : 2
			Total : 40

PEUPLE ET CULTURE — SEINE MARITIME

Responsable : Jean GONDONNEAU (permanent).

Depuis sa création, le groupe porte son effort sur :

- A) l'animation de base
- B) la formation de cadres pour les associations du département.

L'apport culturel des Universités d'Eté, et en particulier les Sciences Sociales, a conduit le groupe à envisager la création d'un Centre Régional de Sciences Sociales appliquées au développement culturel et à l'éducation permanente.

L'animation de base s'est déroulée dans le cadre des Conseils de Parents d'élèves de l'enseignement public. Thèmes choisis : orientation scolaire et professionnelle, réforme de l'enseignement, les loisirs des enfants et des adolescents, la télévision et l'enfant, l'éducation sexuelle et le contrôle des naissances.

Dans le cadre des Maisons Familiales de Vacances : clubs de lecture, organisation des bibliothèques, le coin de lecture, etc...

Dans le cadre du service d'Enseignement Ménager de la Mutualité Sociale Agricole : contrôle du travail d'animation des clubs de lecture.

Le travail de formation de cadres a touché :

- les animateurs de foyers de jeunes;
- les anciens stagiaires de la promotion sociale.
- les élèves d'une école du commerce d'alimentation.
- les agents de vente et représentants VRP.
- les techniciens agricoles.
- les infirmiers et infirmières d'un hôpital psychiatrique.

Le rôle de Peuple et Culture de Seine Maritime a été déterminant dans la création d'un centre rouennais pour le Planning Familial et d'une association départementale qui compte plus de mille adhérents, plusieurs permanences, un local type F4 au cœur de la ZUP de Grand-Quevilly-Sainte-Lucie.

Peuple et Culture de Seine-Maritime a la responsabilité d'une enquête sociologique en milieu rural lancée sur l'initiative du Cercle Départemental des Jeunes Agriculteurs.

L'ensemble de ces activités nous a conduit à envisager de transformer notre association départementale en association pour le développement culturel de la Région Economique de Haute-Normandie.

PEUPLE ET CULTURE DES BOUCHES-DU-RHONE (Marsell/e)

Responsable : Mme EPPE (Bénévole).

ACTIVITES DE FORMATION 1965

WEEK-END

- 1°) Pour un théâtre populaire - 6-9 Janvier 1965. Durée 12 h. E. Robles. de 30 à 70 personnes.
- 2°) Problèmes de l'adolescence - 21-23 Mai 1965. Durée 15 h. M. Jacquey. 18 personnes.
- 3°) Initiation à la sémantique générale - 19-21 Mars 1965. Durée 18 h. S. Schaeffer. 27 personnes.
- 4°) Sémantique générale, séminaire dit « de continuation » - 30-4/2-5-65. Durée 18 h. S. Schaeffer, 18 personnes.
- 5°) Réflexion sur l'Entraînement Mental 24 et 25-4-65. Durée 15 h. Benaïm. 8 personnes.

SOIREES DE FORMATION

Entraînement Mental.

Lebeau : 10 Janvier. Durée 3 h.

Lebeau : 14 Février. Durée 3 h.

VEILLEES

Durée pour chaque club : 3 h. de préparation et 3 h. pour exécution.

1°) 3 clubs de lecture.

2°) 9 Ciné-clubs.

(préparation en équipe pour former les animateurs).

PROJETS 1965-1966

ACTIVITES PREVUES

25 au 30 Janvier : En collaboration avec le Centre de Documentation pédagogique :

Exposition sur les œuvres d'E. ROBLES.

Conférence sur CAMUS, Homme de théâtre avec participation du T. Q. M. (M. FOITAYNE).

Projection de CELA S'APPELLE L'AUREORE au cinéma d'Art et d'Essai LE PARIS.

Projection à la CABUCELLE et à CABRIES de UN MATIN DE SOLEIL. LE ROSSIGNOL DE KABILYE.

1ère semaine de FEVRIER : Participation à l'Exposition sur LES EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS (Palais de La Bourse).

Ensuite sans date précise :

1) Week-End sur les problèmes de l'adolescence (ce sera plutôt une recherche sur les problèmes concernant les jeunes qui sortent de l'école primaire, sans certificat d'études et ne peuvent entrer soit dans un centre soit au travail).

Un ou deux week-ends de formation d'animateurs (Entraînement Mental) qui tiendront lieu de stage de Promotion sociale.

L'EQUIPE « PEUPLE ET CULTURE » de MARSEILLE.

Melle BARRAS, Infirmière-Major;

Victor BERINGUIER, Instituteur.

Raoul, EPPE, Directeur Centre Education et Apprentissage.

Marguerite EPPE, P. et T.

Armand LAURENT, Chambre Syndicale Métallurgie (chargé de l'apprentissage).

Roger LEBEAU, Animateur de Formation Clément LAFARGE.

Rémy WARNERY, Educateur.

PEUPLE ET CULTURE — HAUTE-SAVOIE

Responsable : M. BOUVET (Bénévole)

ACTIVITES ARTS PLASTIQUES OCTOBRE 1964 - OCTOBRE 1965

Octobre 1964 : Exposition peintures de Jean SAUSSAC. Maquettes et décors de « LA MOUETTE ».

Novembre 1964 : Objets d'Art.

Mars 1965 : Les peintres du réel 1965. Exposition itinérante de 12 Peintres figuratifs avec présentation, catalogue guide, discussions de groupe. ANNECY - BONNEVILLE - BOURGES - PARIS.

Octobre 1965 : Exposition photos et documents programme G. A. T. 65-66. Dessins originaux de TOPOR. DUVANEL - Peintre naïf.

PEUPLE ET CULTURE — LOIRE

Responsable : A. PIEGAY (Bénévole)

ACTIVITE DU GROUPE DANS LE CADRE DU CENTRE CULTUREL STEPHANOIS

I — Ce qu'est le Centre culturel Stéphanois

Non une « super-association » ayant comme but de lancer ses propres activités, mais un lieu de rencontres et d'échanges pour les associations adhérentes, une mise en commun de certaines de leurs initiatives et de leur ressources en équipement et en hommes, un moyen d'action coordonnée principalement en deux directions :

— la municipalité,

— la maison de la culture, en vue d'une participation des associations de base à l'animation culturelle sur le plan de la ville, de la région, de la maison de la culture.

II — Ce que le Centre Culturel stéphanois représente actuellement.

Environ 150 associations de base y adhèrent, à vocation « animation culturelle » ou « éducative » diverse, venant de tous les horizons philosophiques, religieux ou autres. Toutes les « familles spirituelles » sont représentées au C.C.S., donc à son Conseil d'Administration.

Conseil d'Administration

Sièges de Droit :

Outre les représentants des autorités associées : Municipalité, Université (Inspection académique) Jeunesse et Sports, toutes les Organisations syndicales représentatives des salariés.

Membres élus par l'Assemblée générale :

Les candidats sont présentés par les commissions de travail du C.C.S. dans lesquelles peuvent venir travailler tout adhérent de toute association adhérente, comme adhérent individuel.

III — Les Commissions de travail du Centre Culturel stéphanois, sont organisées selon certaines disciplines culturelles spécialisées :

● **Théâtre — Cinéma — Musique — Photos.**

Littérature : conférences — **Peinture :** arts plastiques — **Bibliothèque.**

Les militants culturels qui se trouvent dans ces Commissions viennent d'associations de base diverses.

Buts : échanger leurs initiatives, prendre des initiatives communes selon certaines fonctions spécialisées :

- Jeunesse — Formation animateurs — Statuts, administration — Propagande. Relations Publiques — Journal « liaisons » — Matériel (mis à la disposition des associations).

Participation de militants du Groupe P.E.C.-Loire dans presque toutes les commissions, principalement et, dans la plupart des cas, à titre d'animateur principal.

IV — Types de réalisations dans le cadre C. C. S., pour lesquelles des militants du groupe P. E. C. ont été les animateurs.

- Cinéma : en Octobre 1964, mise en place d'un Centre d'Etudes-cours hebdomadaires d'Octobre à Mai : 1ère Année : une quarantaine de participants assidus.
- Photo : un montage audio-visuel sur St-Etienne — en cours de finition.
- Bibliothèque : un week-end d'information en Février 1964 avec la participation de Monique Nahon.

- Formation d'animateurs : en Janvier 1965, week-end d'information - Montages, moyens audio-visuels.
Octobre 1965 : propositions pour séries de Week-ends de formation.
- Musique : réalisation d'un montage : Gershwin, week-end d'Information. 24-10-65.
- Bibliothèque : Montage audio-visuel sur le livre de documentation en cours de finition.

Les Utilisateurs

- Foyers de jeunes dans les quartiers par le canal de la commission « Jeunesse ».
- Conférences : 3 et 4ème semaine Octobre 1965.

ECHI NERO ? (Y a-t-il de l'eau ?), récit filmé d'une expédition d'une équipe de la M.J.C. de ROMANS (Drôme) à l'Ile de Crête. Expédition spéléologique.

Tournée stéphanoise : **15 Conférences.**

PEUPLE ET CULTURE — LOIR-ET-CHER

Responsable : Mme Jeanne VIGNY (Bénévole)

Octobre 1964 : création et mise en route d'un club d'Allemand en collaboration avec la M.J.C. de Blois centre : 60 adhérents. Des cours d'Allemand y sont donnés.

28-30 Janvier 1965 : stage Entraînement mental avec le concours financier du Service Académique de la Jeunesse et des Sports : J.-F. Chosson, Instructeur.

Clubs de lecture à la M.J.C. de Blois centre pendant l'année 1965.

9 Mai 1965 : récital chant et poésie par René Zosso, artiste Genevois.
Chaque semaine débat rencontre à la permanence de P.E.C. de Blois.
Exemple de thèmes : la condition de la femme qui travaille, Le Maître de Santiago, extraits de la viandragore, etc...

Juillet 1965 : section Franco-Allemande : exposé sur l'entraînement mental (Mme Vigny).

7-12 Septembre 1965 : voyage d'études en Allemagne à Waldshut am Horschheim en Forêt Noire, jumelée à la ville de Blois : Trente participants.

12-13-14 Novembre 1965 : week-end culturel et conférence publique par B. Cacérés.

PROJETS

Continuer : le Club d'Allemand : 4 sections, 2 professeurs, 2 assistants.

- Les Clubs de lecture;
- Deux journées d'« instruction civique » pour les élus principaux ruraux du département avec la Chambre d'Agriculture;
- Sessions Franco-Allemandes avec l'aide de la M.J.C. de Blois;
- Excursions Paris, Milly-la-Forêt;
- Conférence débat sur « Aspects actuels de l'Humanisme Européen »;
- Concours de poésie;
- Continuation des réunions hebdomadaires d'équipe.

PEUPLE ET CULTURE NORD

Responsable : Frédéric THEBAUD (bénévole)

Les responsables P.E.C. du département ont, au cours de l'année 1965, animé à Lille, Valenciennes, Lens et dans d'autres localités, de nombreux ciné-clubs et clubs de lecture.

D'autre part ont eu lieu à Valenciennes, en janvier 1965 trois week-ends sur l'animation de ciné-clubs.

Octobre 1965 (30 et 31)

Novembre 1965 (16 et 17) : journées d'animateurs de ciné-clubs.

Dans ces activités de formation, les travaux pratiques avaient pour thème surtout les techniques : Présentation et discussion de films. Montage sur le thème des films, après présentation de « SAMEDI SOIR, DIMANCHE MATIN ». Un montage a été présenté sur la « JEUNESSE ».

Un cycle culturel a été établi à partir du film « LE POINT DU JOUR ».

Le public touché dans ces activités de formation, était essentiellement composé de jeunes qui deviendront de futurs animateurs.

PEUPLE-ET-CULTURE — PUY-DE-DOME

Responsable : A. LEMARCHAND (Bénévole)

STAGES :

24-30 nov. 64 : CREPS Chatel-Guyon. Stage « Congés Culturels ». Animateur : Chosson. Participants : 28.

10/22-7-65 : Participation à l'Université d'Eté d'Houlgate. Participants : 11.

8-15/4 65 : Participation stage de Perfectionnement Boulouris. Participants : 2.

15-20/11-65 : Stage « Congés Culturels ». Animateur : Perret. Participants : 17.

VISITES :

29-2-65 : Visite des Usines Thomson, Moulins. Participants : 44.

12-1-65 : Visite du quotidien « La Montagne ». Participants : 25.

EXPOSITIONS :

5-5-65 : Poète René-Guy CADOU. Bibliothèque Municipale. Durée : 15 jours.

CLUB THEATRE :

6-65 : Visite de la Maison de la Culture de Bourges.

20-10-65 : Présentation « Les Rustres » de Goldoni.

SEANCES D'ENTRAINEMENT MENTAL :

Participants : 18.

DELEGATIONS DEPARTEMENTALES

JURA

Jean-Pierre BEUCLER (correspondant P. E. C.)

Notre délégué départemental, Jean-Pierre Beucler, participe à des émissions culturelles à Radio-Sottens (Studio de Radio-Genève). Ces émissions ont pour but de créer des radio-clubs, d'établir un dialogue « créateur-public ».

VAUCLUSE

MAX VIALIS (Correspondant P. E. C.)

Le correspondant départemental a animé des :

- veillées « connaissance des arts plastiques ».
- conférence de Monsieur Filipec, sociologue tchécoslovaque, à Avignon.
- prise de contact avec les associations existantes.
- préparation d'un week-end « entraînement mental ».

VI. — F.I.D.A. FONDS ITINERANT INTER-ASSOCIATIONS D'ANIMATION

ET DE DOCUMENTATION

Commun à « Peuple et Culture », « La Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture », « La Fédération Nationale des Foyers Ruraux », « Education et Vie Sociale ».

La camionnette n° 1 attribuée à « Peuple et Culture » a commencé à tourner en 1963. La camionnette n° 2 attribuée à « La Fédération Nationale des Foyers Ruraux » a commencé à tourner en 1964. La camionnette n° 3 doit entrer en fonctionnement à la fin de l'année 1965.

PROGRAMME DES TOURNÉES DE LA CAMIONNETTE N° 1

Janvier : Seine Maritime.

Février et Mars : Journées Régionales dans la Région Parisienne.

Les 1er et 2 Mai : Journées régionales des M.J.C. de la région parisienne au Tremblay-sur-Laudre (Seine-et-Oise).

Du 6 au 16 Mai : Foire-Exposition de Tours.

Du 20 au 27 Mai : Tournée en Charente Maritime.

Du 31 Mai au 4 Juin : Journées d'études des directeurs de M. J. C. à Macon.

Les 5, 6 et 7 Juin : Assemblée Générale de la F.F.M.J.C. à Lyon.

Du 12 au 25 Juin : Tournée en Meurthe-et-Moselle et dans les Vosges.

Du 30 Juin au 12 Juillet : Présentation du F. I. D. A. aux élèves-directeurs de M.J.C. (stages A et B) à Vallon-Pont-d'Arc (Ardèche).

Du 20 au 30 Juillet : Tournée dans le Calvados.

Du 6 au 17 Septembre : Tournée dans l'Aube.

Du 20 au 30 Septembre : Tournée dans la Moselle.

Du 4 au 15 Octobre : Tournée dans l'Ardèche.

Du 20 au 30 Octobre : Tournée dans le Tarn.

Du 4 au 17 Novembre : Tournée dans le Gers.

Du 22 Novembre au 3 Déc. : Tournée dans l'Aude.

Du 7 au 22 Décembre : Tournée dans la Seine Maritime.

Nous tenons à souligner l'importance du F.I.D.A. dans l'animation culturelle des régions. Les tournées F.I.D.A., animées par Monsieur FAUVEL, Directeur de Maison des Jeunes et de la Culture, mis à la disposition du F.I.D.A., sont suivies avec intérêt par la presse et les Radio-Télévision locales.

Lignes directrices de l'action du F.I.D.A. :

- A. animer l'action culturelle en milieu rural,
- B. animer l'action culturelle dans les quartiers urbains les plus déshérités,
- C. le F.I.D.A. est efficace quand la structure d'accueil départementale fonctionne de manière concertée,
- D. l'animation culturelle F.I.D.A. doit être menée par une équipe locale d'animateurs en liaison avec le responsable F.I.D.A.
- E. les thèmes présentés par le F.I.D.A. doivent être renouvelés en fonction des besoins locaux,
- F. l'action du F.I.D.A. devrait s'élargir en direction des publics de vacances.

VII. - SERVICE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

VII. SERVICE DES RELATIONS EXTERIEURES :

Responsable : Joseph ROVAN

Principaux organismes avec lesquels Peuple et Culture se trouve en relations régulières, ce qui nous demande une participation à des réunions, l'étude de documents, la rédaction de rapports, etc...

1) ETAT

A. SECRETARIAT D'ETAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS

Participation au Comité Pédagogique réuni par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports pour le Diplôme d'Etat de Conseiller d'Education Populaire.

B. HAUT COMITE DE LA JEUNESSE

Organisme consultatif auprès du Premier Ministre, dont fait partie J. ROVAN, Vice-Président de Peuple et Culture.

BUREAU PERMANENT DU HAUT COMITE DE LA JEUNESSE

Monsieur ROVAN

- Commission « Jeunesse Information » (Président : J. ROVAN).
- Commission « Accueil-Echanges Internationaux » (M. VIGNAL).
- Commission « Jeunesse-Sciences » (G. BARBICHON).

C. CONSEIL DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION POPULAIRE : Peuple et Culture est représenté par J. DUMAZEDIER.

D. JURYS

Peuple et Culture a participé au :

- Jury de la première session du Diplôme d'Etat de Conseiller d'Education Populaire.
- Jury de fin de stage de formation des animateurs socio-culturels du Ministère de l'Agriculture.

E. AUTRES MINISTERES

- Ministère de l'Agriculture.

Peuple et Culture est représenté dans chacune des cinq Commissions « Agriculture-Jeunesse » du Ministère de l'Agriculture (Responsable : B. CACERES).

et, fait partie du groupe de recherche sur l'Education Permanente (J. F. CHOSSON).

- Ministère de la Justice (Service de l'Education Surveillée).
- Ministère des Armées (Commission « Armée-Jeunesse »).
- Ministère des Affaires Etrangères.

2) SECTEUR PRIVE

A. G.E.R.O.J.E.P. (Groupe d'Etudes et de Recherches des Organisations de Jeunesse et d'Education Populaire).

Peuple et Culture est représenté par J. F. CHOSSON.

B. C.R.I.J.E.F. (Comité pour les Relations Internationales des Mouvements de Jeunesse et de l'Education Populaire).

Peuple et Culture est représenté par M. VIGNAL.

C. Comité de Coordination des Associations à base nationale de la Ligue Française de l'Enseignement : Peuple et Culture est représenté par J. F. CHOSSON.

3) ORGANISMES PARTICULIERS

A. Mouvements de Jeunesse et d'Education Populaire.

Peuple et Culture entretient des relations avec les principaux Mouvements d'Education Populaire français :

- Ligue Française de l'Enseignement.
- Fédération Nationale des Foyers Ruraux de France.
- Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture (en

particulier Peuple et Culture participe au jury d'admission et de fin de stage de la Fédération).

- Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale.
- Education et Vie Sociale.
- Fédération des Clubs de Loisirs Léo Lagrange.

B. Organismes et Instituts de formation d'animateurs et de travailleurs sociaux..

- Ecole d'Educateurs des Amitiés Sociales (Rennes).
- Institut National de Promotion Agricole de Rennes.
- Institut du Service Social de Montrouge.
- Institut des Sciences Sociales du Travail.
- Centre Inter-entreprises de Formation (Boulogne-Billancourt).
- Comité Départemental de Liaison et de Coordination des Services Sociaux de la Loire Atlantique.
- Caisses d'Allocations Familiales.

C. Organismes Sociaux de Formation du secteur privé.

- Charbonnages de France.

- Société Westinghouse.
- Centre National des Coopératives Ouvrières de Production.
- Centre National de la Coopération Agricole.
- Comité Central d'Entreprise Air France.
- Comité d'Entreprise Peugeot.

D. Organismes de co-gestion

F.O.N.J.E.P. créé en 1963.

Peuple et Culture a adhéré le 25 Octobre 1964.

Joseph ROVAN représente Peuple et Culture au Bureau Permanent et à la Commission d'Agrément.

J. F. CHOSSON est notre représentant au Conseil d'Administration.

Co-Travaux : des contacts permanents existent entre Co-Travaux et Peuple et Culture.

F.I.D.A. : J. F. CHOSSON nous représente au Comité de Coordination des quatre Associations membres (voir chapitre VI).

4) RELATIONS INTERNATIONALES

A. U.N.E.S.C.O.

B. CACERES est membre de la Commission Française pour le

développement des Arts, des Sciences, et de la Culture. Cette Commission se divise en de nombreuses sous-Commissions auxquelles nous participons.

B. Office Franco-Allemand pour la Jeunesse.

Joseph ROVAN, est membres du Conseil d'Administration de l'Office.

C. Peuple et Culture entretient des rapports de travail avec les Mouvements d'Education Populaire de la plupart des pays européens (Italie, Belgique, Suède, Grande-Bretagne, Tchécoslovaquie, Pologne, Allemagne, Autriche...) et des pays du Proche Orient (Israël).

5) RENCONTRES CULTURELLES

Festival d'Avignon : 22 au 28 Juillet.

Rencontres culturelles dans le cadre du Festival d'Avignon animé par Jean VILAR et Michel DEBEAUVAIS, membre du Bureau National de Peuple et Culture.

Thème de la rencontre : l'Ecole est-elle un obstacle au développement culturel ?

Peuple et Culture y était représenté par J. DUMAZEDIER, sociologue, Président de Peuple et Culture, G. JEAN, professeur de Lettres, J. F. CHOSSON, Instructeur national de Peuple et Culture, qui ont participé à plusieurs Tables Rondes.

J. DUMAZEDIER a traité en séance plénière « L'Ecole en 1985 ».

L'ensemble de ces activités représente chaque mois de très nombreuses heures de travail.

Chaque membre du Mouvement assure des responsabilités dans les relations extérieures, (environ deux jours de travail par semaine pour le Responsable du Service des Relations Extérieures, la moitié du temps du Responsable des échanges franco-allemands pour la jeunesse, environ un jour de travail par semaine du Responsable du Service « Régions », une demi-journée du Responsable du Service Formation, environ un jour par semaine du Secrétaire Général).

Les voyages d'études à l'étranger, individuels et collectifs, correspondent à une politique systématique poursuivie par Peuple et Culture à l'égard de ses instructeurs et animateurs. En 1965, en dehors de nombreux voyages d'études en Allemagne, les instructeurs et animateurs de Peuple et Culture ont aussi séjourné en Belgique, en Italie, en Suède, aux Pays-Bas, en Suisse, en Autriche, en U.R.S.S., aux U.S.A., en Amérique du Sud, en Algérie, et au Maroc et dans de nombreux pays d'Afrique Noire.

VIII. - ADMINISTRATION

Le Pape et l'Eglise y ont représenté par J. DUMAZEDIER, sociologue, Pré-
sident de l'Académie de Culture, G. JEAN, professeur de Littérature, et F. CHOSSON,
Instituteur national de l'Ecole de Culture, qui ont présenté plusieurs Tables
Rondes.

J. DUMAZEDIER a traité en séance plénière « L'Ecole en 1968 ». L'ensemble de ces activités représente chaque mois de très nombreuses heures de travail.

Chaque membre du Mouvement assiste aux manifestations dans les rela-
tions extérieures. (rencontres avec les responsables de la Région-
ale du Service des Relations Extérieures, du Service des Relations
des échanges franco-allemands pour la jeunesse, environ un jour de tra-
vail par semaine du Responsable du Service « Régions », une demi-journée de
responsabilité du Service Formation, environ un jour par semaine du Service
Général).

Les voyages d'études à l'étranger, individuels et collectifs, correspondent
à une politique systématique de relations avec les pays à l'étranger de nos
instituteurs et animateurs. En 1968, en dehors des nombreux voyages d'étu-
des en Allemagne, les instituteurs et animateurs de l'Ecole de Culture ont
également séjourné en Italie, en Suisse, aux Pays-Bas, en Grèce, en
Autriche, en U.R.S.S., aux U.S.A., en Amérique du Sud, en Afrique, et en Mo-
rocc et dans de nombreux pays d'Afrique Noire.

VIII. — ADMINISTRATION

Responsable : Paulette BORKER

L'augmentation du volant de nos activités nationales, l'augmentation du nombre de permanents FONJEP, l'augmentation des activités dans les régions, donnent à l'administration du 27 rue Cassette un surcroît de travail. Enumérer les problèmes financiers, comptables, les problèmes d'organisation, de gestion, de coordination posés par le volant actuel de nos activités, ce serait expliquer la vie même de notre Mouvement pendant l'année 1965.

Tenir à jour le fichier de nos trois milles abonnés dont 15 % se renouvellent chaque année, faire rentrer ces cotisations, et les abonnements, régler les états régions-national, répondre aux demandes de fiches et d'ouvrages par lettre ou de vive voix, expédier tous les jours les colis de ces publications, répondre aux innombrables communications téléphoniques, c'est déjà occuper une bonne part d'un temps précieux.

Tous les problèmes matériels du 27 rue Cassette : entretien, assurance, matériel, travaux etc..., sont également du domaine de l'administration.

Tenir la comptabilité, établir la balance mensuelle, établir les rapports

financiers trimestriels et établir les budgets prévisionnels, fournir à la demande les états justificatifs d'emploi des subventions, les appuyer d'arguments efficaces, réunir tous renseignements statistiques sur les activités des exercices précédents et à cette fin archiver les pièces originales, demande aussi du temps. Ce travail déjà lourd en période normale, devient écrasante en ce temps d'expansion et de non ajustement des possibilités aux besoins de l'Association. Proposer un budget dont les évaluations sont souhaitables, le refaire en fonction des évaluations espérées, le remplacer par un document matérialisant les évaluations de survie, revient à prodiguer une très précieuse énergie. La commission financière peut témoigner de la manière parfaite dont les livres de comptes du Mouvement sont tenus et nous sommes heureux de porter à la connaissance du Mouvement que le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports nous félicite de la présentation de nos rapports financiers et comptes d'exploitation.

Nous devons encore ajouter que les problèmes de sécurité sociale, mutuelle, assurance des stagiaires, gestion administrative des activités de formation donnent aussi beaucoup de travail. C'est encore l'administration qui envoie les nombreuses convocations que vous recevez, qui s'occupe de la préparation de l'Assemblée Générale, des Comités directeurs, des Bureaux et aussi des nombreux compte-rendus. L'administration gère aussi tout le reste, personnel compris; elle reçoit un courrier maintenant volumineux, il faut l'enregistrer, le diriger vers le service compétent et vérifier aussi les réponses.

Les services administratifs prennent dans le monde moderne une ampleur,

une pondération de plus en plus grandes. Parce que toute activité relève des méthodes et de l'organisation qui sont de la compétence des services administratifs, les services techniques sont à la fois tributaires et bénéficiaires de l'Administration qui les décharge de tâches mineures et cependant vitales.

Les problèmes administratifs et comptables deviennent primordiaux dès qu'une association atteint des dimensions aussi importantes que celles de notre Mouvement. Aussi la formation administrative et comptable de chaque chef de service du National, celle des responsables régionaux et départementaux, nous a semblé une des tâches nouvelles et essentielles à laquelle nous devons nous atteler.

Les 11 et 12 Décembre 1965, a eu lieu le premier week-end administratif et comptable organisé par notre Mouvement. Il sera suivi en 1966 par d'autres sessions de formation dans ce domaine.

2. - PERSPECTIVES D'AVENIR

OBJECTIFS 1966

2 - PERSPECTIVES D'AVENIR

OBJECTIFS 1966

Vous venez de lire le compte-rendu des activités 1965. Nous voudrions maintenant présenter les objectifs 1966. Il s'agit, compte tenu de nos moyens, c'est-à-dire de nos possibilités financières, de nos forces en animateurs régionaux et nationaux, de déterminer ce qui nous semble réalisable. Ces objectifs tiennent compte des directions tracées par le bureau national de Peuple et Culture quant aux options fondamentales de notre mouvement. Chaque service a étudié les activités qu'il doit réaliser. Elle sont inscrites à son planning. Certes, en fonction de demandes nouvelles ou d'impératifs indépendant de notre volonté, un planning subit toujours quelques modifications, mais nous nous sommes efforcés de tracer une politique prévisionnelle. Ces objectifs, nous voulons les expliquer, c'est-à-dire donner les raisons de nos choix. Ainsi d'une année à l'autre, il vous est possible de comprendre, d'être informé, de suivre ce qui a été prévu et ce qui a été réalisé.

Vous venez de lire le compte rendu des activités 1965. Nous voudrions maintenant présenter les objectifs 1966. Il s'agit, compte tenu de nos moyens, c'est-à-dire de nos possibilités financières, de nos forces en hommes et en matériel, et de nos objectifs nationaux, de déterminer ce qui nous semble réalisable. Ces objectifs tiennent compte des directions tracées par le Bureau national de l'Énergie et de la Culture quant aux options fondamentales de notre mouvement. Chaque service a été chargé de les traduire en tâches concrètes. Elles sont inscrites à son planning. Celles-ci ont été établies d'après les données nouvelles ou d'informations indépendantes de notre valeur. Un planning global a été établi, mais nous nous sommes aperçus que nous ne pouvions pas évaluer nos efforts de façon précise. Ces objectifs, nous vous les présentons, c'est-à-dire donner les raisons de nos choix. Ainsi d'une année à l'autre, il vous est possible de comprendre, d'être informés, de suivre ce qui a été prévu et ce qui a été réalisé.

I. - SERVICE FORMATION

OBJECTIFS 1966

Choix des thèmes de nos Universités

1. HOULGATE 1966

Depuis 1959, nous choisissons dans chacune de nos Universités un thème commun à tous les stages, qui est présenté dans les séances de Tronc Commun.

A Houlgate, nous avons choisi en 1964, le thème de la diffusion des Arts dans la Cité. En 1965, celui des **créateurs et leurs publics**. Nous qui sommes un Mouvement de recherches et de formation, nous qui depuis vingt ans essayons sans cesse de perfectionner nos méthodes, qui avons lancé l'Entraînement Mental, nous qui avons considéré que les Sciences Sociales étaient indispensables à l'Education Populaire, nous ne pouvons rester indifférents à l'ensemble des valeurs de l'homme.

L'homme a droit au rêve, à la poésie, à toutes les valeurs esthétiques de l'Art qui donnent un sens à la vie. Ce n'est pas une coïncidence si, en même temps que se déroulaient ces Universités, nous préparions un Regards Neufs sur la Poésie. Organiser la compréhension du poème, c'est faire que tout ce qui est extérieur, étranger aux hommes, leur devienne intérieur et familier. Alors, nous réunissons des poètes, des écrivains, des peintres, des ar-

chitectes, des hommes de théâtre et nous essayons de communiquer avec eux. Les créateurs, leurs œuvres et les hommes réunis autour d'une table ronde, telle est la finalité de cette Université.

Mettre les hommes en état de comprendre. Incorporer l'œuvre l'Art dans la vie, nous semble être du ressort de l'éducation permanente. Nous devons aller plus loin, nous méfier des routines. Mettre un tableau avec un commentaire devant un public ne créait pas forcément l'étincelle de compréhension. Il faut autre chose. Il faut que l'œuvre d'Art pénètre dans la vie du plus grand nombre, fasse partie de son univers. La cité doit apparaître comme une aide réceptive à l'œuvre d'Art. La cité doit être le lieu où le mot d'ordre poétique devrait mettre un état de communication. Les poèmes doivent sortir des cercueils des livres pour orner la cité et les édifices publics. Des foules sont déjà allées lire Paul VALERY au T.N.P.

On dit « c'est un poète » et en disant cela, on exclue le poète de la cité, de la société. Le poète et la poésie doivent être dans la société. Nous ne voulons pas de culturels en carte. Il faut des maisons de culture ouvertes à tous.

En 1966, l'Université d'Houlgate dirigée par Georges Jean continuera à rassembler les créateurs, les poètes, les artistes : elle aura pour thème : **les créateurs et la diffusion de leurs œuvres**. A ce niveau, à cette dimension, nous avons conscience de servir ces valeurs essentielles sans lesquelles, nous le savons, l'homme est mutilé.

2. BOULOURIS 1966

Depuis 4 ans, l'Université de Boulouris a choisi pour thème **la culture et les pays en voie de développement**. Nous croyons que les problèmes du développement concernent l'éducation permanente. Nous ne pouvons rester indifférents à ce qui est hors de la parcelle de notre territoire; il y a sur des faces parfois trop ignorées de notre planète, des hommes qui risquent de ne pas être tout à fait des hommes parce que d'humbles moyens, indispensables à l'accès de leur dignité, leur sont encore refusés. La dignité ne concerne pas seulement telle catégorie de citoyens dans un pays déterminé. Tous les hommes ont le droit d'accéder à un niveau de connaissance qui leur permette de changer la condition souvent misérable de leur existence. Aider les hommes des pays dont le développement économique est encore aux premiers balbutiements à exprimer et à diffuser le message de leurs traditions. Tenir ouvertes, pour eux, les voies de notre culture, ne doit nous donner aucun sentiment de supériorité.

Nous croyons que cette culture que nous ne savons pas encore discerner dans certains pays, certaines formes de leur civilisation, une certaine sagesse, peuvent devenir un jour une grande richesse à verser au patrimoine de l'Humanité, si nous leur accordons du prix.

De la même manière que l'Education Populaire depuis plus de cent ans essaie de s'adresser d'abord aux hommes et aux femmes les plus déshéritées

de notre pays, de même l'éducation permanente inclut aujourd'hui l'aide à ceux dont les besoins sont les plus grands.

En prenant en 1966, pour thème l'animation culturelle et le tiers monde pour l'Université de Boulouris, nous croyons être fidèles aux valeurs de l'Education Populaire.

Dès le mois d'octobre 1965, l'équipe des instructeurs de cette Université, groupés autour de Michel Debeauvais, s'est mise au travail. La réflexion amorcée et qui se poursuit et prend forme de rencontres en rencontres, annonce un effort de renouvellement dans deux directions principales : une meilleure adaptation des techniques, des méthodes et contenus diffusés aux besoins des stagiaires. Dans cette optique, nous avons été amenés à tenir compte de l'expérience des années passées et grâce aux travaux d'identification du public des stages menés au cours des dernières Universités, par le Stage Sciences Sociales, à définir plus étroitement les différentes catégories de public participant aux stages, leurs motivations, leurs besoins, puis à reconsidérer, voire à modifier profondément les thèmes et la répartition du temps.

Offrir une représentation plus complète des pays qui font l'objet de notre étude, et pour cela rechercher des contacts plus étroits avec les experts africains de la culture africaine par exemple.

Nous tenons à ce que désormais, d'une année sur l'autre. L'Université de Boulouris se prépare et s'améliore sans cesse dans un groupe d'échanges permanent, composé des responsables français et des membres des pays concernés.

3. PERFECTIONNEMENT ET AUGMENTATION DU NOMBRE DE NOS UNIVERSITES

La formule des universités d'été que nous essayons de perfectionner est devenue un modèle dans l'Education Populaire. Déjà s'inspirant de notre expérience, le Ministère de l'Agriculture organise depuis 1965 au Pradet dans le Var, une « Université Agronomique de Printemps ». Parmi les perfectionnements à apporter à nos Universités en 1966, nous pensons que l'organisation d'un ou de plusieurs week-ends des instructeurs autour des directeurs des Universités sera bénéfique. Programmes et méthodes pourraient ainsi être mieux coordonnés. Le Tronc Commun des Universités déjà très riche et très au point, pourrait mieux rayonner encore si les participants pouvaient rester quelques jours et se mêler aux stages. Nous essayerons de réaliser cela.

D'autre part, l'après-stage devrait avoir un meilleur rendement. Devenir adhérent du Mouvement ne suffit pas. Encore faut-il essayer de donner à chaque stagiaire les moyens de perfectionnement et aussi de mieux travailler avec nous. Les directeurs de stages, en liaison avec les commissions et les responsables régionaux, doivent maintenir des contacts culturels et pédagogiques avec les anciens stagiaires. Mais nous savons combien cela est difficile.

En 1965, Peuple et Culture a atteint 5.000 personnes dans des actions de formation dont la durée varie entre 3 heures et 3 semaines. Soyons réalistes : les instructeurs souvent bénévoles qui ont fourni cette année plus de 100.000 heures de formation ne peuvent suffire à suivre les pro-

grès et les échecs de chacun. Le Service Formation a le devoir de penser et d'organiser l'après-stage; un premier pas a été fait dans ce sens, lorsque fut prise la décision de rendre systématique l'abonnement pour une année aux publications de Peuple et Culture. Cette décision ne peut encore, faute de crédits suffisants, s'appliquer à toutes les catégories de stagiaires. Et même si nous venions à pouvoir la généraliser, il est évident que l'après-stage ne serait pas résolu pour autant.

Il y a là nécessité de créer à cette intention un département spécial du Service Formation. C'est un problème de permanents, de création de postes, en définitive de budget.

Nous conservons pour 1966 nos deux grandes Universités : HOULGATE (les créateurs et la diffusion de leurs œuvres), BOULOURIS (les pays en voie de développement). Nous souhaitons que 1967 voit la naissance de deux autres Universités : Université Rurale et Université de Promotion Sociale.

Il est également utile de penser à l'organisation d'une Université sur l'Europe.

Perfectionner et consolider l'action des universités et stages existants, nous semble pour cette année, la tâche essentielle du Service Formation.

4. UNIVERSITE SUR L'EUROPE

Dans nos Universités d'Eté, dans nos stages nationaux, dans beaucoup d'activités des groupes régionaux, la participation d'Allemands, Italiens, Belges, etc... est constante. Les voyages d'études dans les pays d'Europe se développent. Le moment nous semble venu d'organiser pour 1966 ou 1967 une Université sur l'Europe. Cette Université devra être centrée sur les intérêts des peuples et leurs problèmes culturels. Les divers aspects d'une Europe économiques ouverte devraient être étudiés de même qu'il serait possible d'inclure dans cette Université, des stages de spécialisation sur la pédagogie des adultes. Cette Université aurait bien entendu des conférenciers des différents pays.

Nous devons faire un effort pour jumeler nos activités avec celles d'éducateurs d'autres pays. C'est ainsi que nous ferons progresser l'éducation permanente. Les liens qui nous attachent à de nombreuses associations d'autres pays, doivent être renforcés. D'ailleurs, depuis plusieurs années, nous avons organisé des stages franco-italiens, franco-allemands, franco-belges. Nous avons organisé des stages auprès des Communautés Européennes de Bruxelles et nous avons préparé depuis longtemps un ouvrage « Regards Neufs sur l'Europe » qui paraît cette année même. Notre Vice-Président Joseph ROVAN, l'auteur de cet ouvrage, a toujours personnifié cette permanence des préoccupations européennes au sein de notre Mouvement.

5. FORMATION DES ANIMATEURS D'ACTION CULTURELLE

La rapide croissance de nos activités de formation pendant les années 1964-65, s'inscrit dans un cadre plus général : le besoin pour notre pays de disposer d'animateurs de plus en plus nombreux. Dans notre société l'accélération du progrès technique conduit à un besoin accru de culture générale donc de recyclage, dans notre société où le temps de loisir augmente et devient pour une bonne part un temps de développement culturel.

Des secteurs hier nouveaux dans le domaine de la culture populaire, comme l'agriculture ou l'armée, sont aujourd'hui parmi ceux qui ont le plus d'activités. Partout se font sentir de nouveaux besoins d'animation : l'action communale, les maisons de culture, les grands ensembles, etc...

Les diverses conséquences du développement conduisent aussi à de nouveaux problèmes, comme celui posé par les jeunes sur les plages aux périodes des grandes vacances, et à de nouvelles initiatives qu'il nous faut reconnaître et dont nous devons tirer des enseignements : ne citons pour exemple que ces municipalités de jeunes qui voient le jour dans certaines localités : il y a là un exercice à l'action civique organisée, à la participation, dont nous devons tenir compte.

Animateurs permanents

Pour répondre à ces besoins, l'équipement socio-culturel pour la formation des animateurs est dans notre pays un besoin vital. Le nombre des cen-

tres spécialisés dans le domaine de la formation est notoirement insuffisant malgré les projets en voie de réalisation. Les animateurs permanents et bénévoles eux aussi ne sont pas assez nombreux, et répétons-le, les besoins sont tous les jours plus urgents. Le F.O.N.J.E.P. auquel nous avons adhéré il y a bientôt plus d'un an et auquel la Ligue Française de l'Enseignement vient à son tour d'adhérer, essaie en partie de résoudre ce problème en mettant à la disposition des mouvements, en collaboration avec les collectivités locales, de nouveaux moyens. Nous sommes au début d'un mouvement qui peut devenir un jour le vaste corps des animateurs permanents de l'Education Populaire.

Dans quelques années, le corps des animateurs culturels permanents des mouvements, des associations, des collectivités atteindra des chiffres dont nous n'avons aujourd'hui que les premiers signes. Soucieux d'être apte à répondre aux besoins de formation de ces animateurs et en cela précurseur, (on pourrait dire prophétique), notre Mouvement depuis vingt ans a considéré cette formation comme un de ses premiers objectifs. Nous avons sans cesse essayé de perfectionner nos propres cadres et de former ceux des autres associations et mouvements, cela avec des moyens trop faibles, disproportionnés à l'ampleur de la tâche à accomplir. PEUPLE ET CULTURE a d'abord été un mouvement de bénévoles. Il le reste en augmentant cependant le corps de ses instructeurs permanents. Dans une première phase, nous avons placé dans les régions, tous les instituteurs mis à la disposition (sauf une) dont nous pouvions disposer; après la création en 1963 d'un Service Formation Congés Culturels, bientôt fondu dans un vaste service « Formation » ayant neuf départe-

ments, nous avons essayé pour des raisons d'efficacité de renforcer le corps des instructeurs nationaux composé surtout de bénévoles toujours sur la brèche après une journée professionnelle dans d'autres secteurs. A la rentrée 1965 nous avons pu obtenir deux nouveaux instructeurs permanents : que Jacques Perret et Pierre Besnard nouveaux venus dans notre équipe, veuillent bien trouver ici l'expression de notre joie de les voir s'engager à nos côtés dans cette vaste action d'Education Populaire. Cependant, le corps d'instructeurs permanents est nettement insuffisant. Un de nos objectifs pour 1966 doit être d'arriver à une augmentation substantielle adaptée à la croissance des demandes de formation.

Instructeurs bénévoles

Parallèlement, nous devons augmenter le corps des instructeurs bénévoles. Dans les stages, les universités, les commissions, l'école de Perfectionnement, nous devons constamment avoir le souci de détecter parmi les jeunes, des instructeurs possibles et nous préoccuper des moyens pratiques de leur perfectionnement. A l'intérieur de Peuple et Culture, doit constamment fonctionner une école de perfectionnement. Chaque instructeur qualifié doit avoir le souci de former celui qui un jour devra le remplacer. Des week-ends de regroupement des futurs instructeurs devraient fonctionner pendant le courant de l'année. Ces futurs instructeurs ne sont pas seulement situés dans la région parisienne : ils se trouvent dans l'ensemble de nos régions. La coordination de leur formation doit être un des objectifs du Service Formation.

Participation de spécialistes à l'action de l'Education Populaire

Peuple et Culture a toujours eu le souci de coordonner l'action de tous ceux qui à un titre quelconque : radio, télévision, cinéma, théâtre, auteurs, créateurs, hommes de sciences qui peuvent participer à l'action de l'éducation populaire. Chaque année, dans nos Universités lors du Tronc Commun, ces hommes se rencontrent et rencontrent les animateurs de base. Il y a ainsi une formation dans les deux sens : les spécialistes sont informés des méthodes de l'Education Populaire, et les animateurs de base eux, sont informés des problèmes de la création ou des sciences par ceux-là même qui oeuvrent dans ces domaines.

Apports des régions dans la pédagogie de l'éducation populaire

Nous tenons à souligner l'apport novateur des régions dans le domaine de la formation. L'ensemble impressionnant des activités de ce service est pour une bonne part l'oeuvre des régions qui assument la responsabilité de stages qui figurent dans la partie du rapport d'activités. Mais les régions ont leurs stages régionaux et là des expériences intéressantes ont eu lieu en 1965 et seront continuées en 1966. Il faudrait étudier ces expériences, voir leur caractère spécifique. Nul doute qu'elles peuvent enrichir nos méthodes. Nous citerons pour mémoire et pour donner une idée de ces genres d'expérience :

Isère : Tourisme social

Corrèze . Voyage d'information

Tarn-et-Garonne : Stage d'animation pour les Entraîneurs de Clubs Sportifs

Loire : Action en direction du Comité d'Entreprise Michelin

Nord : formation d'animateurs de clubs

Bas-Rhin : les groupes départementaux et les relations extérieures

Bouches-du-Rhône : Les stages de promotion sociale

Bas-Rhin : les groupes départementaux et les relations extérieures

Haut-Savoie : Les Arts Plastiques, etc ...

Coordination des activités de formation régionales et nationales

Dans la réunion du Service Formation des 25 et 26 septembre 1965, nous avons essayé de mettre au point une meilleure coordination des activités nationales et régionales : planning commun, utilisation des instructeurs nationaux et régionaux permanents et bénévoles, calendrier des stages. Nous souhaitons que cette politique soit suivie, que des liens institutionnels de travail qui n'excluent nullement les liens d'amitié, s'établissent à tous les échelons, afin que les activités de formation gagnent en qualité et donc en efficacité.

6. PREPARATION A L'EXAMEN POUR LE DIPLOME DE CONSEILLER D'EDUCATION POPULAIRE

Bien que Peuple et Culture ait adopté une attitude réservée vis à-vis du programme des connaissances exigées pour ce diplôme et sans empiéter sur les conclusions du groupe de travail qui s'est formé autour de ce thème, nous devons cette année tenter une action pour venir en aide aux animateurs qui ne peuvent interrompre leur préparation.

Pour 1966, Peuple et Culture de la Région Parisienne largement épaulé par l'équipe des instructeurs nationaux va tenter de mettre sur pied un cycle de cours du soir et week-ends. Mener à bien cette expérience pourra être pour tous les groupes régionaux la base d'un travail efficace en 1966-67.

Centre de Formation de Peuple et Culture

Pour nos sessions, notre Ecole de Perfectionnement les stages de longue durée que nous devons organiser il nous est indispensable d'avoir à la disposition de Peuple et Culture, un Centre de Formation.

Pensez que de 1965 à 1970, grâce aux perspectives ouvertes par la création du FONJEP et grâce également à certains travaux notamment entrepris dans le cadre du Plan, (travaux visant à fournir une représentation précise et chiffrée des besoins en animateurs à l'échelon de la nation) un certain

nombre de grands mouvements d'Education Populaire vont enfin pouvoir être jugés à leurs fruits plus encore qu'à leurs promesses.

Les cinq années qui s'ouvrent devant nous peuvent apparaître comme le champ d'une compétition fraternelle entre les divers mouvements qui comme le nôtre - annoncent depuis 20 ans « ce qu'ils sauraient faire » si les moyens en étaient donnés. L'aspect concret de cette compétition est « la formation longue », c'est-à-dire la formation professionnelle de permanents de l'Education Populaire.

Peuple et Culture se doit donc d'envisager très sérieusement la création et le fonctionnement de son Institut.

Qu'est-ce qu'un Institut ?

On pourrait répondre sommairement : C'est un lieu, des programmes, des élèves.

1. UN LIEU

Un Mouvement comme le nôtre est mieux placé qu'aucun pour connaître l'importance d'un cadre permanent inscrit dans l'espace où se rencontrent les hommes, s'échangent les idées et s'élabore l'action commune. Un lieu qui conserve la trace de l'effort de chacun, où toute pensée, toute tentative peut devenir réalité et progrès.

2. DES PROGRAMMES

Nous en avons expérimenté des centaines depuis 20 ans, mais en comparaison de cette foison d'expériences, certains sont en droit de penser que nos coutumes, nos méthodes, nos techniques ont peu évolué. Même si relativement aux autres Mouvements d'Education Populaire, PEUPLE ET CULTURE demeure à l'avant-garde, nous savons nous à l'intérieur de tout cela ce qui faute de champs d'application rationnels et continus, demeure inachevé, inexploité.

Des programmes à bâtir pour une formation continue, d'un public destiné professionnellement à des fonctions précises, définissables dans leurs grandes masses au moins, voilà ce qu'attendent en fait toutes les commissions plus ou moins vivantes de notre Mouvement pour exister et se voir exister.

Nous savons que tout est prêt : recherche, pédagogie et instructeurs pour la mise en œuvre cohérente de programmes d'éducation permanente destinés aux adultes professionnels et bénévoles de l'Education Populaire et même à tous les adultes.

A partir de l'expérience suivie dans un Institut fixe peut rayonner très rapidement une diffusion dont les ramifications ne tarderaient pas à s'étendre dans la France entière par correspondance et bientôt - pourquoi pas - par télévision en circuit fermé. Le besoin d'une telle diffusion existe déjà. Nous sommes sûr qu'elle sera réalisée et nous croyons qu'il est du rôle de PEUPLE ET CULTURE de se préparer à ces tâches.

3. DES ELEVES

Nous avons abordé plus haut le problème de l'après-stage; si comme nous l'avons dit, ce problème réclame une solution, liée à des moyens budgétaires, nous devons bien aussi ne pas nous cacher que pour la plupart des stagiaires que nous recevons actuellement dans nos actions de courte durée, l'après-stage serait la Formation véritable car nous dépassons rarement en trois semaines, au plus, le niveau de l'information et de la remise en condition d'apprendre. Tout autre serait le cas de ces professionnels constituant l'élément permanent de la Formation de PEUPLE ET CULTURE autour desquels pendant leur formation même, et encore plus ensuite, graviteraient des groupes qui recevraient de leurs « permanents » plus qu'une teinture d'Education Populaire.

La motivation des stagiaires PEUPLE ET CULTURE et celle peu à peu des militants peut se trouver ainsi profondément précisée, voire même parfois modifiée. Nous pensons que cette question d'un Institut d'Education Permanente Peuple et Culture est une question primordiale, tant pour l'Education Populaire que pour le devenir de notre Mouvement.

Certes, il s'agit là d'une longue tâche; il faut franchir un certain nombre d'étapes dont chacune est un problème matériel ou de coordination à régler.

Pourtant, nous avons entrepris cette tâche et nous espérons l'an prochain vous rendre compte de nos progrès. L'achat d'une propriété, son amè-

nagement, et son fonctionnement, l'extension de ce Centre, et ce jusqu'en 1972 au moins, voilà une perspective vraie, à la dimension de notre Mouvement.

L'énoncé des activités du Service Formation, les divers objectifs que nous venons de tracer pour 1966, montrent nous semble-t-il que dans ce domaine, nous sommes sans doute précurseurs. Nous devrions ajouter pour être complet que nos techniques suivent une constante progression et que nous intégrons sans cesse tous les apports à une plus grande efficacité de la formation.

Disons et redisons, pour conclure, que de toutes parts les encouragements nous parviennent : l'aide et la compétence pédagogique que tous les Membres du Mouvement apportent sans cesse à l'action de PEUPLE ET CULTURE depuis vingt ans, le nombre de plus en plus grand de militants et de personnalités qui chaque jour collaborent à nos réalisations ou se joignent à nos groupes de travail, l'apport enfin des moyens matériels indispensables qui nous sont fournis certes en premier lieu par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, mais aussi par d'autres institutions d'Etat et d'organismes semi-publics : qu'il nous soit permis par exemple, de citer ici l'aide financière importante que nous procure depuis deux ans, le Ministère de l'Agriculture en nous reconnaissant comme un Mouvement de Promotion Agricole dont le travail contribue largement à la réalisation de cette transformation du monde rural que certains de nos groupes régionaux souhaitent depuis si long-

temps et à laquelle ils consacrent de plus en plus l'essentiel de leurs efforts.

Beaucoup de facteurs importants concourent donc au développement de notre action. Les années qui viennent exigent de nous une coordination toujours plus parfaite des efforts et des moyens, car plus que jamais, les options que nous prendrons aujourd'hui seront déterminantes pour l'établissement en France de l'Education Permanente.

II. - SERVICE EDITIONS

OBJECTIFS 1966

Editer 10 fiches techniques dans lesquelles se trouvent 5 fiches de lecture, 2 fiches « méthode », 1 fiche musicale, une étude double sur le nouveau Roman, rééditer 10 fiches de lecture, faire paraître un Regards Neufs sur « Le Consommateur », rééditer avec modifications un Regards Neufs sur « Le Cinéma », et un Regards Neufs sur « la Lecture », remettre à notre éditeur 6 manuscrits à paraître en 1966 :

Regards Neufs sur le Mouvement Ouvrier;

l'Europe;

la Montagne;

la Poésie;

le Siècle des Lumières;

les Machines à penser.

publier 5 numéros du Bulletin Inter-Régional (B.I.R.) un bulletin (N° 64), un calendrier de stages, un numéro commémoratif du XXème anniversaire de Peuple et Culture, roénotyper un grand nombre de documents à la disposition des Commissions et des animateurs, cela montre, semble-t-il, la vitalité du Service Editions.

Collection Peuple et Culture aux « Editions du Seuil ».

Notre Collection Peuple et Culture aux « Editions du Seuil » atteint en 1966 l'objectif que nous nous étions fixé depuis de longues années : faire paraître quatre ouvrages par an. Ce rythme est nécessaire pour que notre Collec-

tion obtienne une plus grande audience correspondant à la valeur de son contenu. Depuis 1949, nous avons fait paraître 16 ouvrages, ce qui est sans doute bien mais trop peu.

D'autre part, notre Collection en 1966 présente des thèmes nouveaux : **Les ordinateurs, l'Europe, la poésie, la montagne**. Il y a là un élargissement dans des directions qui correspondent aux préoccupations de l'Education permanente. Nous ne nous cantonnons pas à publier des ouvrages sur des techniques pédagogiques ou sur des milieux. Nous essayons d'inclure dans notre collection tous les problèmes de notre temps.

Notre collection veut donner aux animateurs de culture populaire des moyens de formation personnelle et aussi par sa conception, elle doit leur permettre d'utiliser chaque livre pour organiser des débats, des veillées, des cercles d'études, des week-ends de formation. Elle doit aider tous les animateurs dans leur tâches culturelles.

Ces livres se veulent des moyens mis à la disposition de tous pour permettre de réaliser une culture de participation. Ils sont l'inverse d'un enseignement encyclopédique. Ils sont des thèmes de réflexions, un moment dans l'évolution. Celui qui les utilise doit aussi faire œuvre de création — jamais nous n'avons voulu donner des schémas tout faits. Nous sommes à l'avant-garde d'une conception culturelle qui demande une participation active du lecteur animateur. Ce genre d'ouvrage ne pouvait immédiatement rencontrer un grand public, mais aujourd'hui où les besoins sans cesse accrus de formation et de culture générale intéressent la nation toute entière,

notre collection devrait trouver une large audience, et notre tenacité porter ses fruits dans la mesure où nous pourrions de notre côté maintenir notre rythme de production.

Notre ami Michel Launay, aujourd'hui professeur à l'Université de Princeton en Amérique, a contribué, pendant deux ans, à l'élargissement des thèmes de nos ouvrages. Son successeur, Jean-Marie Dupont, jeune et éminent rédacteur au journal « Le Monde », assure, depuis Octobre 1965, la direction de la collection « Peuple et Culture » et s'est intégré à notre équipe comme s'il en faisait partie depuis le premier jour. Nous souhaitons qu'en 1966, il puisse mener à bien les objectifs que nous venons de tracer.

Fiches techniques

La formation d'animateurs d'Education Populaire ne saurait être seulement assurée par des stages de courte ou longue durée. Il faut mettre à la disposition de ces animateurs des instruments de travail pour leur permettre de mener à bien leurs activités : l'action après-stage, nous l'avons dit, paraît tout aussi indispensable que l'action menée pendant les stages.

Les différentes fiches que nous éditons : **lecture, musique, économique, science sociales, entraînement mental, méthode**, sont des instruments de travail mais aussi des moyens de formation de nos animateurs. Pendant l'année 1965, nous avons publié une fiche tous les mois envoyée à nos adhérents et

abonnés. Nous avons également procédé à la réédition de dix fiches de lecture. Quand on sait le travail de remise à jour et de complément de documentation que demandent ces rééditions, on mesure mieux l'effort de notre Mouvement dans ce domaine. Ces rééditions posent aussi de redoutables problèmes financiers, en particulier l'immobilisation de capitaux. Nous avons également essayé de trouver des solutions grâce à l'aide du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. Ces fiches, sont une des originalités de notre Mouvement et aussi une de ses techniques les plus appréciées et utilisées. Leur rédaction demande une participation plus active de tous : il se réalise en France, un grand nombre de « clubs de lecture », jamais envoyés à notre Commission Lecture qui pourrait les compléter en vue de leur édition.

Nous avons essayé en 1965 et nous voulons continuer en 1966, de publier des fiches dans toutes les disciplines enseignées dans l'éducation populaire. Certes, beaucoup d'animateurs souhaiteraient ne recevoir qu'une catégorie de fiches. C'est sciemment que nous éditons des séries différentes, conscients de l'importance pour tout animateur d'un élargissement de ses connaissances et de ses informations. Il est même de notre intention d'ajouter en 1966 une nouvelle série. En liaison avec les services de formation du Ministère de l'agriculture, un projet de 10 fiches « sciences sociales » a été élaboré par cette commission. Cette nouvelle série va dans le sens de l'action que nous nous sommes tracée : couvrir le plus grand nombre possible de secteurs techniques de l'éducation populaire.

Nous souhaitons préparer, pour 1966-1967, un planning par technique de ce que nous devons éditer. Ceci demande au préalable que les commissions de travail incluent dans leur propre planning un programme d'édition. Ceci n'est pas encore parfaitement réalisé. Nous sommes encore dans l'obligation de tenir compte des possibilités de personnes et non d'un plan conçu par le groupe. Un meilleur rendement des commissions aura d'heureuses répercussions sur le service édition qui, cependant, a tenu en 1965, tous ses engagements vis-à-vis de ses abonnés ou de ses adhérents. Nous avons aussi à porter à votre connaissance le succès que remporte nos fiches. Toutes ou presque se rééditent deux, trois et parfois quatre fois. Quand on sait que chaque tirage est de cinq mille exemplaires, on peut imaginer l'ampleur de notre action dans ce domaine, qui, avec la formation et la recherche, est un des principaux moyens d'action de « Peuple et Culture ».

Revue d'Education Permanente « CULTURE 85 ».

Entre le potentiel intellectuel de notre Mouvement et ses publications — si valables soient-elles — il y a une importante déperdition. Nous ne publions pas suffisamment les grandes Idées qui font la force de notre Mouvement qui ne volent le jour nulle part. Nous sommes très conscients de cette lacune. Depuis 1962, nous essayons de la combler. La Revue « Culture 85 » doit en quel-

que sorte être le sommet de la pyramide de nos publications. Là devaient paraître les grandes idées, les grands thèmes de notre temps.

Cette Revue n'a pas encore vu le jour : nous n'y renonçons pas pour autant. Lancer une telle publication demande des moyens extrêmement importants, un longue préparation, du personnel et aussi de nombreuses heures de travail. Joffre DUMAZEDIER et Joseph ROVAN sans relâche essayaient de mener à bien cette entreprise. Le jour viendra où Peuple et Culture sera aussi connu par sa **Revue**. Nous sommes encore au temps de l'ardente patience. Les utopies se sont révélées devenir des réalités. 1966 devrait voir la réalisation de « Culture 85 ». Alors, entre la Collection Peuple et Culture aux Editions du Seuil, les fiches techniques de Peuple et Culture, et la Revue « Culture 85 », nous aurons la trilogie culturelle digne d'un Mouvement de notre importance.

III. - COMITÉ TECHNIQUE

OBJECTIFS 1966

Crée en 1961, le Comité Technique est présidé par J. DUMAZEDIER. Il rassemble les commissions et groupes de travail de Peuple et Cluture et aussi des deux associations sœurs qui cohabitent avec nous, 27, rue Cassette, Culture et Télévision, Culture et Développement.

Le Comité Technique a pour but de :

- coordonner les travaux des groupes de travail et des commissions en fonction des objectifs fixés par le mouvement,
- fournir aux responsables de l'action quotidienne des informations sur des problèmes d'actualité que chacun des responsables doit assimiler,
- étudier et préparer des réponses techniques aux problèmes généraux formulés par l'Assemblée Générale, le Comité Directeur et le Bureau National.

On compte actuellement seize commissions ou groupes de travail, plus ou moins productifs; ces organismes ont trois genres de tâches à préparer :

1. la recherche et les études,
2. la formation et l'information,
3. l'édition et la diffusion.

Les réalisations des commissions ou groupes de travail dans les domaines 1 et 2 figurent dans le rapport d'activités aux services du même nom. Ce qui ne figure pas — parce que le service est embryonnaire — c'est le travail de

recherche et d'étude qui correspond à l'élaboration des programmes, les enquêtes, etc... relatifs aux sciences sociales ou à l'économie, à l'esthétique de la vie quotidienne ou à l'entraînement mental, au cinéma, à la musique ou à la lecture. Sans ce travail de recherche et d'étude qui constitue un investissement s'échelonnant parfois sur des années, les réalisations dans le domaine de la formation et de l'édition seraient moins valables.

Le fonctionnement des commissions, leur coordination à l'intérieur du Comité Technique, leur place dans l'ensemble des activités de « PEUPLE ET CULTURE » posent encore beaucoup de problèmes qui ne sont pas tous résolus. Certaines commissions ont des permanents, d'autres des quarts de permanents, d'autres sont animées par des bénévoles. Chaque commission se compose d'instructeurs nationaux ou régionaux, de techniciens, d'animateurs, de chercheurs, de personnalités.

Chacune d'elles a des activités diverses qu'elle mène à bien en fonction de ses possibilités en hommes et aussi en moyens financiers. Etudier un meilleur fonctionnement des Commissions « PEUPLE ET CULTURE » c'est prévoir l'avenir de notre Mouvement. Nous devons en particulier étudier :

1.) Les structures de chaque commission. Comment se réunissent-elles et quelle est la meilleure méthode d'organisation ? Quel est leur plan de travail dans la recherche, la formation, l'édition ? Comment obtenir une vraie information de l'action de chaque commission ? Comment coordonner le travail des commissions entre elles ?

1 — **Au niveau de l'information** il semble indispensable pour les commissions de recevoir et retransmettre le maximum d'informations. Les informations peuvent et doivent circuler dans tous les sens :

- Documentaliste - permanent et réciproquement.
- Membre à membre (par l'intermédiaire du permanent).
- Commission à commission par l'intermédiaire de la documentaliste.

● Ce doit être une des fonctions du permanent d'être un agent d'information :

- Vis-à-vis de sa commission,
- Vis-à-vis de la documentaliste (en fonction des Commissions et régions).

● C'est une fonction **primordiale** pour la documentaliste d'être **l'agent récepteur-émetteur** des Commissions et des Régions.

● Cela exige du point de vue de la circulation des informations des **niveaux**, chez les émetteurs-récepteurs; il ne peut y avoir de communication **réelle** sans cette condition. En particulier, il faut à la documentaliste un **haut niveau** d'information.

Au niveau des relations Inter-Commissions.

● Ces relations sont indispensables

- Pour l'information, comme nous l'avons souligné,

— Pour la confrontation des expériences permettant :

- ★ Un mutuel apport,
- ★ Des critiques constructives,
- ★ Une mise en perspectives communes des réalisations de chaque Commission (ceci permettant un travail beaucoup plus « global » au plan du Mouvement et pouvant assurer une certaine « unité » au dynamisme issu des Commissions et Régions.

2.) — Rapports des Commissions avec les Services P.E.C. : Formation - Edition - Diffusion - Documentation. De quelle manière ? Les services sont demandeurs de tâches aux Commissions, l'inverse est vrai aussi. Comment mieux coordonner ?

3.) — Organisation des relations de travail entre les Commissions et les Régions. Comment cela se passe-t-il en réalité ? Est-il possible de créer des Commissions régionales ? Que pensent les groupes régionaux ?

Au niveau des relations Commissions-Régions.

- Les uns ignorent trop souvent ce que font les autres et réciproquement,
- Constatation : il y a peu, pour ne pas dire pas de relations.
- Il y a là source d'incompréhension, une perte d'énergie, un risque de

constitution d'un certain « brain-trust » parisien préjudiciable au fonctionnement démocratique du Mouvement.

4.) — Il existe des commissions sans permanents. Comment doit-on envisager leur fonctionnement ?

5.) — La qualification de l'instructeur « PEUPLE ET CULTURE » reste un problème. Comment obtient-on cette qualification ? Qui la délivre ? Ne devons-nous pas envisager une carte d'instructeur ? Nous avons établi la liste des instructeurs nationaux, la liste des membres de Commissions, la liste des personnalités qui participent à nos actions de formation. Le moment semble venu de se poser le problème de l'instructeur P.E.C., de définir ses critères. Un instructeur Peuple et Culture devrait, nous semble-t-il :

- a) animer un institution ou une expérience de base,
- b) s'il est en province être un militant du groupe régional,
- c) s'il est à Paris faire partie d'une commission,
- d) avoir participé comme stagiaire puis comme instructeur à nos stages : stages régionaux, nationaux et nos Universités,
- e) avoir une connaissance approfondie de l'entraînement mental et des sciences sociales ainsi qu'une culture esthétique au sens large. (Ces critères peuvent se discuter. Nous devons en 1966 avancer dans ce domaine),
- f) temps de validation.

6.) — Le Service documentation devra en 1966 se coordonner avec les Commissions, de quelle manière ? Il y a différents niveaux d'information.

7.) — L'utilisation du budget du Comité Technique devrait être repensée.

8.) — Ne devrions-nous pas mettre un permanent au Comité Technique ? Comment trouver les moyens financiers ?

C'est l'ensemble de ces questions que nous voudrions essayer de résoudre en 1966.

Perfectionnement des cadres.

Depuis Octobre 1965 et pendant l'année 1966, le Comité Technique s'est fixé un but nouveau : en collaboration avec l'Ecole de Perfectionnement que nous tenons tous les ans à Pâques à Boulouris — donc en liaison étroite avec le Service Formation — contribuer au perfectionnement permanent des cadres de Peuple et Culture, Culture et Télévision, Culture et Développement.

Les problèmes du développement culture deviennent de plus en plus complexes, du point de vue des contenus et des méthodes. L'éducation permanente pose des problèmes sans cesse renouvelés qui demandent une révision permanente de nos conceptions d'action culturelle scolaire, péri-scolaire, post-scolaire ou para scolaire, de formation générale professionnelle, de recyclage culturel dans l'industrie, de promotion sociale, d'éducation ouvrière, universitaire, d'éducation des adultes et d'éducation populaire, de diffusion de la tech-

nique, de la science ou de l'art. Entre l'évolution de la société et notre univers mental, il existe un décalage qui risque de s'accroître tous les jours davantage, si nous ne sommes pas attentifs à toutes les transformations du monde actuel dans tous les domaines et notamment dans le domaine social et culturel.

Les responsabilités de Peuple et Culture dans le vaste mouvement culturel de notre pays s'accroissent. Au Colloque de Bourges (2-4 Novembre 1964) organisé par l'Association d'études pour l'expansion de la recherche scientifique (16, rue Lord Byron, Paris 8^e), avec la collaboration de Peuple et Culture, J. DU-MAZEDIER posait des questions fondamentales auxquelles l'éducation populaire actuelle n'a apporté que des réponses provisoires souvent incertaines.

« A. Quels sont les besoins culturels, conscients ou inconscients, relatifs aux différents secteurs du développement physique, technique, artistique, intellectuel, social de la personnalité, selon les groupes retardataires, conformistes ou novateurs de chaque milieu ? ».

« B. Quels sont les critères du développement culturel à la fois conformes aux besoins de ces milieux et aux systèmes de valeurs des différentes personnalités et des différents groupements ? ».

« C. Quels sont les objectifs possibles à court terme et à long terme, selon les secteurs de la vie culturelle et les milieux de la vie sociale ? Quelles sont les priorités ? »

« D. Quel est le meilleur emploi des ressources matérielles et humaines et comment les favoriser ? »

Au rassemblement d'Avignon en Juillet 1965, animé par Jean VILAR et Michel DEBEAUVAIS, J. DUMAZEDIER posait le problème de l'école intégrée au développement culturel de la société française dans les vingt ans à venir : le point de vue n'était pas nouveau, mais c'était attaquer en termes nouveaux le problème de la réforme elle-même de l'éducation nationale, c'était poser le problème en termes, non plus de prolongation maxima de la scolarité, mais de l'étalement des études tout au long du cycle de la vie.

D'autre part, le nombre des instructeurs permanents de notre Mouvement est en augmentation. Rien de plus urgent et important que la formation et le perfectionnement.

Trois types de réunions de formation auront lieu cette année :

A. Réunions des permanents.

Il s'agit pour eux de s'informer mutuellement une fois par semaine des acquisitions de chacun, celui qui a lu un livre, vu un film, une exposition, etc... Partager ce qui les a enrichi.

B. Réunions des membres actifs des commissions et groupes de travail, des instructeurs et collaborateurs habituels de nos trois associations.

En liaison avec l'Ecole de Perfectionnement de Boulouris, il s'agit là d'un perfectionnement de chacun des animateurs résidant à Paris.

Thèmes possibles pour 1966 :

1. Initiation à l'art de se documenter, les problèmes de la documentation, avec la participation de J. HASSENFORDER et C. GUINCHAT.
 2. Analyse critique d'une expérience d'application de l'Entraînement Mental au Centre Inter-entreprises de Boulogne-Billancourt avec la participation de Bertrand SCHWARTZ et de Raymond VATIER.
 3. Analyse du milieu du point de vue des types d'agents du développement culturel, avec la participation de Marie-Françoise LANFANT, Jean-Paul IMHOF, Maurice IMBERT.
 4. Problème de la dynamique de groupe située dans la dynamique complexe des relations entre animateurs et groupes dans un cercle d'entraînement mental.
 5. Contribution du montage à l'éducation de la sensibilité, et tendances de l'art moderne
 6. Analyse des contenus de la culture rurale.
- C. Réunions débat, forum culturel ouvert aux dirigeants et aux chercheurs novateurs du secteur privé ou public de l'action culturelle, avec lesquelles nous avons l'habitude de coopérer sur les thèmes fondamentaux de notre recherche et de notre action : une centaine de personnes.**

Ce forum serait animé par J. DUMAZEDIER avec la collaboration de dirigeants de Peuple et Culture et d'organismes amis. **Voici quelques sujets envisagés pour ce type de réunion-débat :**

1. Les nouvelles conceptions de l'éducation permanente à l'UNESCO, avec la participation de Paul LENGRAND.
2. La genèse des problèmes du développement culturel dans les 4 plans, avec Georges BENSARD.
3. Raison et imagination dans la culture populaire, par exemple à propos du débat sur Planète, avec la participation de MM. MORIN, PAUWELS, PASSERON.
4. Contenu d'une culture européenne et éducation populaire, introduction de J. ROVAN.
5. L'entraînement mental en tant que processus de transformation accéléré des attitudes traditionnelles en attitudes modernes.
6. Le développement culturel scolaire et extra scolaire, points de vue sur la réforme de l'école, avec des syndicalistes et des chercheurs, avec la participation de Michel DEBEAUVAIS.
7. La politique d'alphabétisation sélective après le Congrès de Téhéran, avec la participation de Acher DELEON.

8. Débat sur la formation de base de l'animateur culturel en relation avec la préparation au diplôme de conseiller d'Etat d'éducation populaire.

9. Le problème des « héritiers », le vrai problème de démocratisation de la culture par l'école, avec la participation de P. BOURDIEU.

10. Les nouveaux rôles d'animateurs des hommes de théâtre, avec la participation de Jean VILAR, et des directeurs de maisons de la culture.

11. Le contenu de la formation générale dans la formation intersyndicale, avec la participation de Claude VIENNEY, René KAES, et des responsables de formation de la C.G.T., C.G.T.-F.O., de la C.F.D.T.

Cette école de perfectionnement qui, en fait, s'adresse à la totalité des animateurs et des experts actifs de l'éducation populaire, s'inscrit dans le cadre de notre action de développement. Ajoutée à l'école de perfectionnement annuelle, aux réunions et week-ends des instructeurs des stages et universités, aux publications techniques, aux travaux de recherche, cette action va dans le sens d'une formation toujours plus large et plus complète de l'ensemble de nos animateurs.

IV. - SERVICE DOCUMENTATION

OBJECTIFS 1966

IV. - SERVICE DOCUMENTATION

OBJECTIFS 1966

IV. SERVICE DOCUMENTATION

OBJETS 1968

Le Service Documentation est de création récente au sein de PEUPLE ET CULTURE. Mais l'idée d'un tel centre — pour le Mouvement et aussi inter-mouvements — date de la formation même de PEUPLE ET CULTURE. Maurice DARROUX, Paul HENRI, Lucette MASSALOUX, firent fonctionner un centre de documentation à Grenoble en 1945-46. Lors de notre implantation à Paris, en 1947, Marguerite CITRON tint la documentation à PEUPLE ET CULTURE et l'ébauche d'un centre inter-mouvements. La place nécessaire dans les quatre pièces de la rue Monsieur-le-Prince ne permettait pas une expansion de ce service. Les moyens financiers, d'autre part, nous obligèrent à regret à laisser ce travail en sommeil. Chacun organisait et classait sa documentation personnelle, l'échange avait lieu d'amis à amis, et la documentation du mouvement a fonctionné ainsi pendant de longues années.

Aujourd'hui, l'expansion du mouvement : augmentation du nombre de permanents, développement des activités de formation, production accrue dans le domaine des éditions, recherches et études des groupes de travail, fait sentir de façon impérative le besoin d'un tel service, d'autant que les autres services du Mouvement — maintenant bien structurés — sont aussi demandeurs. Dans une perspective d'expansion générale, les différents secteurs d'activité sont solidaires les uns des autres, et le développement de l'un rend nécessaire, voire urgent, le développement des autres secteurs. Le nombre croissant de prestations très diverses (cf. le chapitre de la formation), le perfectionnement permanent des animateurs et des instructeurs du Mouvement, appellent des informations sans cesse actualisées, une documentation constamment mise

à jour. Le nouveau Service de documentation dispose d'une permanente, institutrice mise à la disposition de PEUPLE ET CULTURE, qui acquiert, depuis un an, une formation de documentaliste à l'Institut National des Techniques de Documentation. A ses tâches de documentaliste s'ajoute le secrétariat du Comité Technique.

Le rôle du Service Documentation doit être envisagé par rapport, d'une part, à la demande extérieure, d'autre part à la demande intérieure.

OBJECTIFS

A) OBJECTIFS A LONG TERME

Il n'existe pas en France de centre de documentation spécialisé dans le domaine de l'éducation des adultes, de l'éducation permanente. Un tel centre, en relations étroites avec tous les mouvements d'Education Populaire, les organismes publics ou privés préoccupés par les problèmes de formation et de promotion, et alimentés par eux, ne peut être créé qu'à long terme.

Peuple et Culture promoteur du centre de documentation inter-mouvements en 1947, continue à penser qu'un centre national de documentation sur l'éducation des adultes doit être un des objectifs communs à tous les mouvements.

B) OBJECTIFS A MOYEN TERME

Pour satisfaire la demande intérieure, le service Documentation doit tenir compte des besoins des différents secteurs d'activités ou de décision :

1. Les groupes de travail.
2. Les services internes.
3. Les groupes régionaux.
4. Les organes de décision : Assemblée Générale, Comité Directeur, Bureau National.

C) OBJECTIFS A COURT TERME

Pour rendre possible un développement à moyen et à long terme, pour satisfaire à la fois les exigences lointaines et les besoins immédiats, l'objectif majeur du Service Documentation est sa propre organisation et l'utilisation de ses richesses inexploitées.

L'ORGANISATION DU SERVICE DOCUMENTATION

A) Organisation proprement dite.

Il est nécessaire de partir des faits, de la situation actuelle : quelle est-elle ?

Il existe à Paris, au siège de Peuple et Culture des micro-centres de documentation, des bibliothèques personnelles, un embryon de service central. Il existe également, dans les groupes régionaux de Peuple et Culture, les matériels nécessaires à la constitution de centres régionaux.

a) **L'inventaire** : Une des tâches nécessaires à l'organisation du service est l'inventaire exhaustif des documents existants, quels qu'ils soient.

Cet inventaire peut être réalisé en trois temps :

- Mise au rebut des documents sans intérêt.
- Mise aux archives des documents à faible valeur d'usage.
- Conservation et catalogage des documents à forte valeur d'usage.

Le but de cet inventaire est double :

— D'une part, de porter à la connaissance et de mettre à la disposition des divers secteurs d'activité du Mouvement, les documents qui leur sont nécessaires pour leur travail.

— D'autre part, l'établissement de l'inventaire mettra en lumière les manques, et ainsi les lacunes en matière de documentation pourront être comblées rationnellement.

b) **Les catalogues** : Un service de documentation ne peut pas fonctionner sans catalogues, instruments indispensables :

- catalogues alphabétiques pour noms d'auteurs et d'anonymes,
- catalogues alphabétiques de matières, où les ouvrages sont classés par ordre alphabétique du ou des mots qui désignent les sujets traités,
- catalogues systématiques présentant les documents dans un ordre logique suivant les principes d'un système pré-établi de classification, ce qui suppose le choix — difficile — d'un système de classification, spécifique au Service, ou en vigueur dans d'autres services.

Si l'inventaire — qui est déjà entrepris — peut être terminé au cours de l'année 1966, le travail de catalogage, de plus longue haleine, demandera plusieurs années.

B) La documentation, au service de qui ? Alimentée par qui ?

Là aussi, il est nécessaire de partir des faits : au cours de la réunion du Comité Technique du 21 octobre 1965, les différents secteurs d'activités ou de décision du Mouvement (Comité Directeur, Bureau National, services internes, Comité Technique, groupes de travail, groupe des permanents, groupes des instructeurs) ont été comparés à des cercles trop souvent isolés les uns des autres, parfois tangents, trop rarement encore s'interpénétrant. Un même niveau d'information pour tous ces organismes est indispensable. Cela demande une coordination difficile.

Le Service Documentation n'est-il pas un moyen — (parmi d'autres) — d'aider ces cercles à se couper, c'est-à-dire à faciliter la circulation des informations entre les différents secteurs ?

1) les groupes de travail

Le Service Documentation ne pourra remplir pleinement sa fonction **sans l'apport des groupes de travail**. Il est nécessaire tout d'abord, de **revoir la notion même** de groupe de travail : il y a des travaux qui relèvent soit :

- d'un groupe de travail dans son ensemble.
- de petits groupes restreints réduits même à deux ou trois personnes.
- de personnalités intérieures œuvrant isolément.
- de personnalités extérieures.

2) le comité technique

Le développement du service documentation est solidaire de celui du Comité Technique, comité de coordination de ces groupes de travail. Dans la mesure où le Comité Technique parviendra à créer des liaisons organiques entre

lui-même et les groupes de travail, et entre les groupes de travail entre eux, le service documentation sera plus à même de fournir ces groupes et d'être alimenté par eux.

Divers moyens sont d'ores et déjà mis en œuvre pour atteindre ce double but : établissement d'un inventaire exhaustif des travaux techniques — en cours ou en projet — des différents groupes de travail; institution d'entretiens réguliers entre le responsable du Comité Technique, J. Dumazedier, et les responsables de groupes de travail, pour orienter, coordonner, voire planifier les travaux et les réalisations.

3) les services

D'autre part, la **solidarité** entre les différents services ou secteurs d'activités est illustrée également par la pression des besoins issus des services en expansion : le Service Formation doit alimenter le contenu de ses prestations et pour cela, il a recours au service documentation pour la constitution de dossiers par thèmes, directement utilisables par les instructeurs.

PERSPECTIVES

Au cours de l'année 1966, le service documentation — en tenant compte du fait que le développement du Comité Technique doit être parallèle au sien propre, a pour objectif de mener à bien sa propre organisation, en répondant,

dans la mesure de ses moyens, aux besoins les plus urgents des autres sec-teurs d'activité du Mouvement. Il ne faut pas attendre des miracles immédiats d'un service peut-être le plus complexe du Mouvement. Sa lente et sûre pro-gression sera plus efficace qu'une expansion trop rapide. Ce service ne pourra être réellement utile que si tous les services, tous les instructeurs tous les animateurs collaborent avec lui, acceptent une discipline, offrent leur propre documentation. En ce domaine, l'individualisme conservateur est plus fort que l'esprit de coopération. C'est pour une part **de notre état d'esprit** que dépen-dra la réussite de cette expérience indispensable, que nous allons essayer de mener à bien en 1966 et pendant les années suivantes. **Connaître le milieu, sa-voir se documenter, savoir s'exprimer**, sont les trois dominantes de l'entraîne-ment mental. Créer un centre de documentation nous oblige à une manière de travail en commun dans l'esprit de Peuple et Culture.

V. - RÉGIONS

OBJECTIFS 1966

Le développement des activités régionales, leur caractère novateur le fait qu'aujourd'hui PEUPLE ET CULTURE n'est pas seulement une équipe nationale mais aussi des groupes régionaux qui ont leurs activités propres, un grand rayon d'action; leur vision de l'action à la base en fonction des impératifs de la réalité mouvante de l'Education permanente, mérite d'être particulièrement souligné.

Nous pouvons affirmer que la vie de notre Mouvement s'en trouve modifiée. D'abord, le Bureau National se compose depuis de Congrès de notre XXème anniversaire (février 1965), d'une part à peu près égale de responsables nationaux et régionaux. Les régions sont représentées par MM. GILMAN (Isère), EYMARD (Corrèze, invité permanent), MARIET (Tarn-et-Garonne), JUNG (Bas-Rhin), Georges JEAN (Sarthe). La participation active des régions à la direction de PEUPLE ET CULTURE est un facteur d'équilibre dont nous devons nous réjouir.

D'autre part, les activités de formation — nous l'avons signalé dans les objectifs 1966 de ce Service — sont aujourd'hui aussi importantes dans les régions qu'au National. Si depuis deux ans, le National a engagé des expériences de formation novatrice : stages Congrès Culturels, Stages Clubs Agricoles aux Armées, expérience d'éducation ouvrière dans les entreprises, etc... les stages nouveaux organisés par les régions sont à l'avant-garde de notre action de formation : A titre d'exemple, nous citerons les expériences suivantes :

— **Isère** : Tourisme social.

- Corrèze : Voyages d'information. Base de plein air « Voilco ».
- Tarn-et-Garonne : Stage d'animation pour les entraîneurs de clubs sportifs.
- Seine-Maritime : Formation de conseillers du planning.
- Loire : Le Centre Culturel stéphanois.
- Puy-de-Dôme : Action en direction du Comité d'Entreprise Michelin.
- Nord : Formation d'animateurs de ciné-clubs.
- Haut-Rhin : les méthodes d'Education Populaire.
- Bouches-du-Rhône : Les stages de Promotion sociale.
- Haute-Savoie : les arts plastiques, etc...

Bien entendu, cette liste n'est pas limitative. Le rapport moral reflète non seulement l'ampleur et la diversité de nos réalisations de base, mais aussi fait apparaître que les régions adaptent leur « politique pédagogique » à la dynamique concrète de l'Education Populaire. La liaison Paris-Province devra se manifester tôt ou tard par la mise en place de stages nationaux dont le contenu et les méthodes auront été élaborées d'abord dans nos groupes régionaux et de cela aussi nous devons nous réjouir.

L'ensemble des activités du Service Formation, Régions ou National sont maintenant coordonnées par des réunions trimestrielles où s'élabore le planning de notre Mouvement. Désormais, des structures existent qui permettent de con-

cevoir la formation dans son ensemble. Cela demande une information constante, un désir d'échange, un état d'esprit. Nous devons avoir une vue globale de l'Education permanente. Nos recherches, nos études, nos sessions de formation, nos éditions doivent être l'œuvre de nous tous.

Enfin, pour mieux coordonner l'action du National et des Régions, le Service Régions dont le responsable est J. F. Chosson assure la liaison entre les organismes et services nationaux et les homologues provinciaux. Ce service, en liaison avec le Service Formation est à la disposition des groupes régionaux pour élaborer en commun une ligne d'action pédagogique conforme aux orientations et aux buts de notre Mouvement : en liaison avec le Service Relations Extérieures, il veille à l'acheminement de toutes les informations susceptibles d'avoir une répercussion sur la vie des groupes régionaux, notamment par l'intermédiaire du B.I.R. Bulletin Inter Régional qui, de l'avis de tous, est un moyen d'information pratique particulièrement apprécié.

D'autre part, ce Service essaie de susciter la création de groupes départementaux lorsque les circonstances favorisent l'implantation et bien entendu ce service essaie également de donner son aide à toute impulsion souhaitable à la demande des groupes déjà existants.

Pour mener à bien cette tâche, le Service Régions ne dispose pas à l'heure actuelle de toutes l'infrastructure souhaitable. J. F. Chosson, responsable national, a par ailleurs de nombreuses activités. Avec l'extension des postes mis à notre disposition au titre du FONJEP, il sera nécessaire de prévoir un

service plus important correspondant à l'expansion de nos activités régionales. C'est un des objectifs à atteindre en 1966-67.

A) La politique des actions de formation

La vocation de Peuple et Culture est d'être un mouvement de formation de cadres. Les activités régionales doivent surtout avoir pour but la formation de cadres responsables d'associations volontaires ou de services de formation d'adultes. Mais, à l'échelon régional, toute action pédagogique s'inscrit dans une notion de continuité de changement et il ne peut être question d'abandonner totalement les stagiaires à eux-mêmes à l'issue d'une action de formation. Les responsables régionaux sont donc amenés à participer à des actions pédagogiques dans des institutions de base. Cependant, nous ne saurions trop insister pour que ces actions deviennent :

- soit des démonstrations commentées,
- soit des expériences de base contrôlées.

La démonstration commentée : elle procède du même état d'esprit que la « leçon-modèle » effectuée par l'enseignant confirmé à l'enseignant stagiaire. Elle a pour but de donner une image précise et concrète de la pratique de l'éducation des adultes, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la méthode d'Entraînement Mental, qui demeure la pédagogie de base du Mouvement

Les expériences de base contrôlées : doivent permettre un meilleur ajustement de la pédagogie des stages régionaux et nationaux aux préoccupations du public de l'Education Populaire. Elles font l'objet d'un rapport particulier au Service Régions.

B) Les relations avec les organisations extérieures

Il ne peut être question d'élaborer des directives précises concernant la politique extérieure des régions P.E.C. La mouvance et la variété des situations locales imposent une certaine autonomie. Toutefois, le service des Relations Extérieures que dirige Joseph ROVAN applique la politique fixée par le Mouvement. Toute action dans ce domaine ne peut être entreprise qu'avec l'accord et les directives de ce Service. D'autre part, l'action des responsables P.E.C. devra tendre à susciter dans les régions de programme, les départements et les communes de 2.000 habitants, des Comités de Jeunesse et de l'action culturelle pour l'examen des problèmes qui les concernent et la coordination de leur action.

La stratégie à employer pour faire aboutir nos objectifs ne peut être définie rigoureusement, car elle demeure étroitement liée aux circonstances locales. Le rôle du responsable Régions est essentiellement d'éviter une disharmonie d'objectifs à long terme entre les politiques nationale et régionale, même si les circonstances imposent des étapes différentes.

Les relations avec les administrations locales sont évidemment laissées à la libre initiative des responsables régionaux. Une information constante devrait être communiquée au responsable du Service Régions. L'information est aussi une action culturelle.

Les rapports avec les administrations centrales, et notamment les administrations de tutelle sont du ressort des responsables nationaux. Là encore, les liens doivent être plus étroits que jamais entre chaque région et le Service National qui essaie toujours d'arriver aux meilleurs résultats.

C) La recherche et les publications

Des liens plus étroits doivent unir les Régions au Comité Technique et au Service Formation. Définir des types de stages correspondants aux préoccupations réelles du public; mettre au point une pédagogie novatrice demanderait que des publications imprimées ou ronéotypées soient publiées. Elles devraient faire l'objet d'étude critique notamment lors des réunions d'instructeurs de stages ou lors de l'Ecole de Perfectionnement. Nous souhaitons qu'en 1966, ce type de publication voit le jour. Nous avons là des progrès à faire. Ils ne seront possibles que si nous poursuivons notre politique de coordination qui déjà en 1965 est en très net progrès.

Par exemple, le problème des réservations foncières, des sols de vacances et des sols de week-end est d'une actualité brûlante, pour ne pas dire tra-

gique. Or, le dynamisme de deux groupes départementaux a permis deux réalisations particulièrement novatrices : l'Ecole du tourisme social en Isère et la base de plein air « Voilco » en Corrèze. Il s'agit là de deux actions socio-pédagogiques qui doivent servir de modèle à tous ceux qui se soucient des implications culturelles du développement économique... dans la mesure où ces réalisations feront l'objet d'un document écrit.

Le rôle du « Service Régions » doit permettre une meilleure « régulation » des activités entre Paris et la Province. On ne peut dire à l'heure actuelle qu'il y parvienne parfaitement, malgré un progrès certain de la circulation des informations dû à l'élection de camarades provinciaux au Bureau National et à la publication du Bulletin d'Information aux Régions. Par ailleurs, l'élaboration d'un calendrier commun de stages de formation entre Nationaux et Régionaux permet d'ores et déjà une meilleure planification globale des activités. Il est à souhaiter que ces tentatives ne restent pas isolées et permettent à Peuple et Culture d'être véritablement un Mouvement dont les lignes d'action politique et méthodologique soient véritablement coordonnées.

VI. - F.I.D.A. FONDS ITINERANT INTER-ASSOCIATIONS D'ANIMATION ET DE DOCUMENTATION

OBJECTIFS 1966

La camionnette F.I.D.A. n'a cessé de fonctionner au cours de l'année 1965. Elle a aidé à l'animation culturelle dans de nombreux départements et, en particulier, son animateur M. FAUVEL a pu présenter un matériel et des documents pédagogiques de bonne qualité.

Les tournées F.I.D.A. sont suivies avec intérêt par la presse et les radio-télévisions locales, et de ce fait, suscitent un vif regain d'intérêt en faveur de l'Education populaire. Dans plusieurs régions et notamment en Tarn-et-Garonne, les plus hautes autorités locales ont assisté à la séance inaugurale. Cependant, malgré ce bilan globalement positif, il importe de définir les lignes directrices de l'action de l'omnibus F.I.D.A. :

a) Le F.I.D.A. est destiné avant tout aux localités rurales ou, éventuellement, aux quartiers urbains très déshérités sur le plan culturel. Il est bien évident que le FIDA ne peut soulever d'intérêt dans les grandes métropoles où les habitants sont sans cesse sollicités. Le relatif échec du F.I.D.A. dans les grandes villes est inévitable : sa vocation essentielle est d'animer les petites bourgades ne dépassant pas 5.000 habitants.

b) L'animateur F.I.D.A. ne peut être polyvalent et surtout ne connaît pas nécessairement les conditions locales. Il est donc important que la tournée F.I.D.A. soit soigneusement préparée par une équipe départementale réunissant tous ceux qui doivent participer à l'opération. Si le F.I.D.A. ne dispose pas d'une structure d'accueil composée des dirigeants des 4 Associations, son rayonnement est considérablement amoindri.

c) Les séances F.I.D.A. doivent toujours être organisées par les animateurs locaux qui se doivent de participer activement à l'animation de la séance. L'animateur F.I.D.A. ne peut mettre sur pied quotidiennement une « veillée standard » qui serait valable en tous temps et en tous lieux. La veillée F.I.D.A. doit être prise en mains par une équipe locale qui utilise au mieux le contenu pédagogique de la camionnette. A ce titre, certaines tournées F.I.D.A. ont été un modèle d'organisation, telle celle du Tarn-et-Garonne animée par notre ami MARIET.

PERSPECTIVES F.I.D.A.

La formule F.I.D.A. s'avère bénéfique mais pour qu'elle atteigne son plein rendement il sera nécessaire qu'elle se renouvelle dans deux directions :

a) Le contenu de la camionnette devra s'améliorer de montages qui seront l'œuvre des groupes départementaux. Leur contenu correspondra aux besoins « culturels » des régions traversées et ainsi constitueront une sensibilisation aux problèmes sociaux, économiques, humains des dites régions.

b) L'action du F.I.D.A. au cours des années à venir, devra viser à toucher le public de vacances. Il s'agit là d'une catégorie de population qui, par définition, dispose d'un temps de loisirs important au cours duquel elle est touchée exclusivement par les organismes commerciaux. Une tournée F.I.D.A. a été organisée au cours de l'été 1964 mais elle avait connu un échec partiel. Cette tentative devra être reprise sur des bases plus solides.

VII. - RELATIONS EXTÉRIEURES

OBJECTIFS 1966

ORIENTATION DES ACTIVITES DU SERVICE DES RELATIONS EXTERIEURES DE PEUPLE ET CULTURE

Les activités du Service des Relations Extérieures couvrent actuellement les domaines suivants :

- 1) Relations avec les Ministères et autres services publics fonctionnant au niveau national,
- 2) Relations avec les Associations et organismes privés de jeunesse,
- 3) Relations avec les syndicats de salariés, les organismes analogues en milieu rural, et universitaire, et les autres organismes de la vie sociale,
- 4) Relations avec les entreprises (industrielles, commerciales, services, etc..)
- 5) Relations avec les institutions internationales,
- 6) Relations avec les services publics étrangers,
- 7) Relations avec les organismes privés étrangers.

Nous examinerons succinctement les principales perspectives et orientations qui se dégagent dans chacun de ces domaines pour 1966, et le cas échéant, pour les années suivantes.

I. RELATIONS AVEC LES SERVICES PUBLICS FRANÇAIS

Les tâches du service se distinguent, dans ce domaine, en deux plans nettement séparés : 1) la consolidation de l'extension des relations existantes dans le cadre de l'organisation actuelle des services publics ayant un rôle à jouer dans le développement culturel 2) la réflexion et l'action en vue de la transformation de ce cadre.

1. Nous devons maintenir et améliorer encore si possible les excellentes relations que nous avons actuellement avec le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère d'Etat chargé des Affaires Culturelles, le Ministère de la Justice, le Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère de l'Information (par l'intermédiaire de « Culture et Télévision »). Les relations avec le Ministère de la Coopération, après quelques difficultés, paraissent repartir favorablement (par l'intermédiaire de « Culture et Développement »). Avec le Ministère des Armées, les relations sont plus fragmentaires, une action pourra être menée utilement en 1966, en vue de rapports plus fréquents et plus intenses avec les administrations de la Santé Publique, du Travail, du Tourisme et de la Construction. Nous n'avons pas assez de contacts avec les Services de l'Education Nationale autres que « Jeunesse et Sports ». La situation est satisfaisante en ce qui concerne le Commissariat Général au Plan, un peu moins pour ce qui est de la Délégation Générale à la Promotion Sociale. Les contacts pris en 1965 avec la Sécurité Sociale sont

prometteurs; un effort sera par contre nécessaire du côté des Allocations Familiales. Nous n'avons qu'à nous louer de l'attitude à notre égard de la Caisse des Dépôts et Consignations. Par l'intermédiaire de « Culture et Télévision » les contacts sont nombreux avec l'O.R.T.F.

Les relations avec les Services publics et para-publics se transcrivent dans la participation de « Peuple et Culture » à un nombre croissant de commissions, de comités et de réunions, qui fonctionnent soit d'une manière continue, soit sporadiquement ou ad hoc (Haute-Comité de la Jeunesse avec ses Commissions et groupes de travail, Commission de l'Action Culturelle du Plan, Conseil de la Jeunesse et de l'Education Populaire, Commissions Armée-Jeunesse, Commission Jeunesse-Agriculture, Commission nationale française de l'UNESCO, Comités pédagogiques spécialisés du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, Commission de Contrôle du Cinéma, Comité de préparation de la Conférence mondiale de la radio et de la télévision éducatives, etc... etc...) La nécessité de nous faire représenter dans ces organismes et réunions par des personnalités compétentes, impose au Service une politique de formation de cadres nouveaux et de délégation de responsabilités qui a été ébauchée en 1965 et devra être poursuivie et intensifiée.

2. « Peuple et Culture » doit pratiquer vis-à-vis des services publics et para-publics une politique de présence dans la mesure bien entendu où l'Etat lui-même, ou tel ou tel service, ne s'installeront pas dans des positions résolument et fondamentalement anti-démocratiques. Cette politique de présence devra tenir

compte de l'extension accélérée du nombre des Ministères, organismes et services qui d'une manière ou de l'autre sont intéressés ou mis en cause par les changements ressortissant du développement culturel. Pratiquement, il n'y aura bientôt aucun secteur de l'activité publique avec lequel un Mouvement comme P.E.C. pourrait se passer de nouer des relations.

Cette politique de présence, doit s'inspirer des principes approuvés à plusieurs reprises par nos Assemblées Générales et Comités directeurs, et énoncés notamment dans le rapport moral présenté à l'Assemblée Générale de 1963. Elle doit viser à l'établissement, dans tous les secteurs du développement culturel, de structures de dialogues et d'institutions de co-gestion, associant les pouvoirs publics et les organismes volontaires, en sauvegardant pourtant l'autonomie de décision de ces dernières. Elle doit tendre partout à favoriser la participation réelle, concrète et efficace des publics intéressés à la conception et à la gestion des activités éducatives et culturelles ainsi que des équipements. Elle doit promouvoir une conception large et moderne de la culture au service d'un idéal de justice et de démocratie.

3. Les relations avec les services publics aux niveaux régionaux, départementaux et locaux ne relèvent évidemment pas du Service des Relations Extérieures National (pas plus que les relations avec les organismes privés à ces niveaux). Elles sont nécessairement fonction de la compétence des groupements P.E.C. régionaux ou départementaux. Cependant, une certaine coordina-

tion devrait s'imposer à ce propos. Une politique commune devrait être suivie par les divers organismes P.E.C. dans des affaires revêtant une importance parallèle dans les divers secteurs géographiques; la Déconcentration pratiquée par l'Administration dans certains domaines rend également souhaitable des stratégies communes. Ces observations s'appliquent avec une certaine évidence à tout ce qui se rapporte à la mise en œuvre des Lois-Programmes de l'Équipement socio-éducatif, ou à l'activité des Comités régionaux de développement économique. Une meilleure coordination devra être instaurée à cette fin entre le Service des Relations Extérieures et le Service « Régions ». Enfin, le Service des Relations Extérieures doit jouer souvent un rôle d'intermédiaire entre les organismes P.E.C. de province et les services publics nationaux pour le règlement d'affaires que les premiers ont avec les seconds.

4. Par souci de l'exposition logique, c'est sans doute dans le chapitre consacré aux relations avec l'Etat et avec les institutions publiques qu'il faut placer nos rapports avec l'Ecole et avec l'Université.

Dans ce domaine, en dehors de notre participation de principe à la défense de l'école publique, il faut constater que notre Mouvement d'éducation populaire et d'action culturelle n'a que des activités sporadiques et finalement peu nombreuses.

P.E.C., en tant que Mouvement qui s'efforce de poser et de penser les principaux problèmes du développement culturel, ne s'est pas préoccupé d'une

manière suffisante des liaisons entre l'école et la « post-école », des objectifs et modalités qui se dégagent d'une conception d'ensemble du développement culturel, pour la réforme des structures et des méthodes de l'enseignement.

Concrètement, une telle recherche devrait peut-être aboutir d'ici un an ou deux à l'organisation d'un Colloque « Ecole, Post-Ecole » dans la préparation duquel P.E.C. pourrait jouer un rôle déterminant.

En ce qui concerne nos rapports avec l'enseignement supérieur le tableau n'est guère plus favorable. Bien que de nombreux secteurs de cet enseignement possèdent en fait des préoccupations communes avec l'éducation populaire, soit sur le plan des méthodes, soit sur le plan des contenus, nous n'avons de relations — elles aussi limitées et sporadiques — qu'avec certains instituts spécialisés dans divers secteurs de l'éducation des adultes.

L'élaboration d'une doctrine du rôle de l'Université dans le développement culturel en général, et dans l'éducation populaire, l'éducation permanente et la diffusion de la culture plus particulièrement, devrait être un de nos principaux soucis, ainsi que la mise en route de l'observation d'expériences-pilotes dans ce domaine.

5. Examinons maintenant, plus brièvement, les problèmes que posent nos relations avec l'Etat sur le plan de la réflexion et de l'action en vue de la modi-

fication du cadre existant. Nous avons esquissé un projet d'ensemble de réorganisation des rapports pouvoirs publics-organisations volontaires basée sur l'idée d'une co-gestion d'une part, et celle d'autre part, de la substitution d'une contribution obligatoire de l'Etat aux frais des activités volontaires qualifiées à la pratique actuelle d'une subvention. Ce projet doit être enrichi et modifié sur certains points par les réflexions proposées à la dernière réunion du Comité Directeur.

Par ailleurs, nous avons à préciser notre vision des structures générales du Développement culturel (un grand Ministère avec une pluralité de Secrétaires d'Etat adjoints), et les formules permettant une politique de décentralisation et de régionalisation dans ce domaine. Ce projet d'ensemble devra se consolider par une étude plus détaillée de l'idée de Conseil Culturel National déjà ébauchée à plusieurs reprises dans des textes de « Peuple et Culture ». Les travaux sur la planification culturelle entrepris par « Culture 85 » devront eux aussi être intégrés dans cette documentation. Ultérieurement, nous aurons à présenter ces vues à toutes les forces qui agissent sur l'avenir de notre société, ensemble avec un programme de réformes que nous avons ébauché dans la brochure « 1945-1965 » (Réforme de la fiscalité culturelle, des conditions d'appropriation du sol des régions de vacances, réforme de la législation sur les associations et sur les fondations, aménagements des horaires de travail, etc...).

II. RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS PRIVEES DE JEUNESSE, D'EDUCATION DES ADULTES ET DE DIFFUSION CULTURELLE

Il ne saurait être question ici de donner un inventaire exhaustif de nos relations avec de tels groupements. Sur le plan national seulement nous serions amenés, pour ce faire, à exposer une liste de plusieurs dizaines, voire de plusieurs centaines d'activités si l'on voulait tenir compte de celles avec lesquelles n'existent que des rapports espacés. L'image qui convient le mieux à la description de ce domaine est celle des cercles concentriques.

1. Historiquement, le premier cercle serait alors celui des associations laïques avec lesquelles nous faisons partie de la Ligue de l'Enseignement, Confédération des Œuvres Laïques. Après avoir connu de nombreuses difficultés nos relations avec la Ligue et celles des A.B.N. (1) qui lui sont les plus proches se sont mises à évoluer favorablement, de plus en plus vite. La création d'un Comité de Coordination permanent au sein duquel la Ligue et les A.B.N. ont, chacune, une seule voix et qui ne prend des décisions qu'à l'unanimité, a radicalement changé le climat de nos rapports. Cependant nous souhaitons que l'effort de modernisation et de rénovation de la Ligue ne s'arrête point là et que des structures confédérales nouvelles susceptibles d'assurer

(1) Associations à base nationale.

une coopération basée sur l'égalité des droits et l'autonomie de tous les participants puissent être rapidement élaborées.

Parmi les A.B.N. c'est avec les Eclaireurs de France et la Fédération des Foyers Ruraux que nos rapports sont les plus intenses; un effort nouveau devrait être fait pour établir des contacts avec les C.I.V.A.M. et pour reprendre avec les C.E.M.E.A. un dialogue qui est devenu trop espacé, notamment dans le domaine de la réflexion et de l'expérimentation pédagogique.

2. Le deuxième cercle pourrait être défini comme celui des institutions de jeunesse et d'éducation populaire, laïques ou neutres, qui ne font pas partie de la Confédération des Œuvres Laïques. Nous y trouvons avant tout la Fédération des Maisons des Jeunes et de la Culture, la Fédération des Foyers Léo-Lagrange, la Fédération unie des Auberges de la Jeunesse.

Avec la Fédération des Maisons de Jeunes et de la Culture, dont l'extension rapide est un des phénomènes les plus significatifs qui se soient produits dans le domaine de l'Education populaire et de l'action socio-culturelle depuis dix ans, notre participation aux jurys d'admission et d'examen des stages de directions de M.J.C. est une garantie de coopération et de compréhension, comme l'est l'adhésion personnelle de nombreux responsables de M.J.C. à P.E.C. Cependant, nous pourrions souhaiter des accords et des engagements réciproques plus étendus encore, notamment sur le plan de la formation et de l'édition. Notre réflexion doit aider les M.J.C. à se définir elles-mêmes

par rapport aux associations volontaires, aux Maisons de la Culture, et surtout par rapport aux périls et tentations de l'étatisation.

Nous constatons avec satisfaction les progrès très notables réalisés par la Fédération des Foyers Léo-Lagrange au cours de ces dernières années et la collaboration excellente qui s'établit avec elle. Celle-ci pourrait s'intensifier encore en ce qui concerne la formation des cadres. Dans ce domaine, un accord très ample vient d'être conclu avec la F.U.A.J. qui nous donne beaucoup de satisfaction.

Nous souhaitons que ces trois Fédérations d'institutions puissent trouver des liens institutionnels avec les organismes qui figurent dans ce que nous venons de désigner comme le premier cercle. L'on aboutirait ainsi à la constitution d'un vaste ensemble d'organisations laïques remplaçant l'ancienne structure du C.C.O.L.J.E.P. aujourd'hui dépassée. Un regroupement plus vaste, le C.R.I.J.E.F. qui englobe un certain nombre d'organismes confessionnels, ne s'intéresse par définition qu'aux échanges internationaux.

3. Un troisième cercle d'organismes comprendrait l'ensemble des quelque soixante associations ou fédérations qui adhèrent au G.E.R.O.J.E.P., c'est-à-dire les principaux organismes volontaires à but non lucratif qui sont dans la mouvance du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. Avec certains d'entre eux nous avons des rapports de collaboration concrète surtout en matière de formation. Tous ensemble, nous devons chercher des solutions aux grandes questions du développement culturel et élaborer la stratégie et la tactique de

nos rapports avec l'Etat. Le cadre du G.E.R.O.J.E.P. créé en 1958, est malheureusement dans un état de crise latente et a cessé de rendre les services qu'il fournissait auparavant. Il nous paraît hautement souhaitable que les organismes et mouvements adhérents au G.E.R.O.J.E.P. s'accordent pour étudier en commun les problèmes du développement culturel dans le cadre d'une politique culturelle globale et prévisionnelle.

4. Ici nous débordons le domaine que nous avons désigné plus haut comme étant celui de la « mouvance » du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. Les organismes placés dans ce cercle avec lesquels nous sommes en relation pourraient d'ailleurs figurer aussi, en ce qui concerne certains d'entre eux, dans la partie III de ce rapport consacré aux organismes de la vie sociale. Nous devons mentionner ici les **centres sociaux** dont l'évolution vers des fonctions d'animation culturelle ne cesse de s'accroître. Nous souhaitons participer sans cesse davantage à la formation des cadres des Centres qui sont d'ailleurs nombreux à adhérer à P.E.C., et aussi au rapprochement entre les Centres sociaux et les Maisons des Jeunes, Foyers Léo-Lagrange, Maisons de la Culture, Foyers de progrès agricole, etc... afin qu'un système d'institutions coordonnées puisse s'établir au service du Développement culturel de toutes les régions de notre pays. Les mêmes observations s'appliquent aux Foyers de Jeunes Travailleurs.

Avec les Maisons de la Culture dont le nombre doit s'accroître rapidement au cours de la période de réalisation du V^e Plan, nos relations sont devenues particulièrement étroites et confiantes. Notre Université d'Eté d'Houl-

gate devient peu à peu un centre de rencontre et de réflexion des responsables des Maisons de la Culture et de ceux qui s'intéressent à leur action. C'est un domaine où Peuple et Culture pourra remplir une fonction particulièrement utile dans les années à venir.

5. Le système des cercles concentriques dont on s'est servi jusqu'à présent pour rendre compte des catégories d'organismes avec lesquels nous entretenons des relations, ne permet pas de distinguer les activités destinées aux enfants et aux jeunes de celles qui s'adressent aux grands adolescents et aux adultes. Traditionnellement d'ailleurs, en France, nous n'insistons pas tellement sur cette distinction, car beaucoup d'organismes s'intéressent aux deux grandes catégories d'âge (la Ligue de l'Enseignement en est l'exemple le plus complet) et la nature des relations qui se sont établies depuis vingt ans entre les services publics et les organisations basées sur le principe du volontariat exige une certaine cohésion du « secteur privé » à buts non lucratifs. Cependant depuis quelques années, le besoin de contacts plus spécifiques entre groupements avant tout orientés vers l'éducation des adultes commence à se faire sentir. Sur ce plan, Peuple et Culture se rencontre plus particulièrement avec des organismes tels que « Vie Nouvelle », l'A.D.E.L.S., le Centre de Culture Ouvrière, et même des personnalités qui travaillent dans le cadre des services publics (Institut Pédagogique National, Ministère de l'Agriculture, Unesco) dans le cadre d'un groupement d'études informel qui a pour objectif de procéder à une sorte d'inventaire des principales problématiques (Education des Adultes et Université, Education des Adultes et Promotion sociale, etc...).

III. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET LES AUTRES ORGANISATIONS DE LA VIE SOCIALE

1. Personne ne contestera la vocation, partielle mais importante, des syndicats en matière d'éducation ouvrière, d'éducation des adultes et de diffusion culturelle. Cependant, pour des raisons historiques, les **syndicats de salariés** se préoccupent avant tout en France de la formation de leurs propres cadres et accessoirement (et le plus souvent indirectement, à travers les Comités d'Entreprise qu'ils inspirent) de diffusion culturelle. Ne touchant qu'une minorité de salariés, profondément divisés, des syndicats ne recherchent que sporadiquement le contact d'un mouvement tel que le nôtre axé sur l'éducation des adultes en général, sur des recherches et des expériences méthodologiques, et qui doit se tenir à la disposition de tous les syndicats sans distinctions idéologiques, et de tous les travailleurs, syndiqués ou non syndiqués. Notre apport à l'éducation syndicale reste de ce fait limité, et nos relations avec les centrales syndicales épisodiques, basées avant tout sur des contacts personnels.

2) Théoriquement, nous devrions rencontrer moins de difficultés en collaborant avec les **Comités d'Entreprises** ou d'Etablissements qui disposent de ressources particulièrement importantes pour des actions éducatives et culturelles, et sont moins tenus que les Centrales syndicales à respecter des

considérations idéologiques générales. Cependant, sur le plan national, nous ne rencontrons pas dans ce secteur d'interlocuteur représentatif. Nous sommes obligés d'établir des rapports particuliers avec chacun des Comités avec lesquels nous entrons en relation, et cette tâche correspond davantage à la vocation de nos groupes régionaux et départementaux qu'à celle des services nationaux. La recherche de nouvelles perspectives de collaboration avec les Comités d'Entreprises paraît devoir retenir très sérieusement l'attention des responsables de P.E.C.

3) La situation n'est guère plus satisfaisante en ce qui concerne nos relations avec les syndicats de l'enseignement. Ceux-ci sont dans l'ensemble peu ouverts aux préoccupations d'éducation populaire, d'éducation des adultes et plus généralement d'action culturelle extra-scolaire. De notre côté nous ne sommes pas employés systématiquement à modifier leur attitude dans ce domaine et à leur présenter de nouvelles vues sur les rapports « école-non-école ».

4) Passons à nos réalisations avec le syndicalisme étudiant. Depuis quelques années, les grandes organisations démocratiques du monde étudiant semblent moins sûres de leur voie. Il paraît pourtant indispensable que les étudiants, dont le nombre ne cesse de croître et le recrutement de s'élargir, participent à l'éducation populaire et se situent eux-mêmes comme une des forces motrices principales du développement culturel volontaire. Aussi de-

vons-nous nous demander si pour les attirer et les convaincre nous avons agi avec suffisamment de persévérance, d'imagination et de sympathie.

5) Notre bilan est beaucoup moins négatif en face des forces sociales et culturelles qui brassent le monde rural, grâce à l'action que nous avons entreprise depuis trois ans, laquelle à son tour eût été inconcevable non seulement sans les moyens considérables mis à notre disposition par le Ministère de l'Agriculture, mais surtout sans la présence au poste-clé de ce Ministère d'un authentique militant d'éducation populaire. L'action est plus facile dans ce domaine, mais aussi moins aisée à présenter, parce qu'elle se déroule en grande partie au niveau local hors du champ de vision des services nationaux de P.E.C.

De toute façon, il nous reste encore beaucoup à faire pour ouvrir l'esprit des dirigeants professionnels du monde rural aux perspectives et aux urgences de l'éducation des adultes dans le cadre d'une promotion sociale collective élargie à la culture générale, pour leur pouvoir offrir une collaboration adaptée aux besoins réels des ruraux.

6) Parmi les forces les plus vigoureuses qui agissent au sein de la société française contemporaine, il faut sans doute compter les **associations familiales**. Ici certains contacts ont été établis ces derniers temps avec certaines associations populaires de familles, avec des organisations de maisons familiales et de villages de vacances. Un grand effort devrait être fait pour les intensifier et généraliser, car nous touchons ici à un des secteurs autour duquel

se structurera un des principaux domaines du développement culturel et qui en constituera un des grands réservoirs d'animateurs. A ce secteur se rattachent les activités d'**éducation des parents** et d'**éducation du couple** (planning familial, conseillers conjugaux) dont l'importance s'accroît rapidement dans les sociétés que l'automation, l'électronique et le loisir conduisent vers l'éducation permanente.

7) En continuité directe avec le domaine de l'action familiale se présente celui des organismes d'action sociale et culturelle autour de l'**habitat** ou en **milieu résidentiel**. Des problèmes de logement à ceux de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, notre Commission « Habitat » se tient en rapport avec les principales forces agissantes dans ce domaine. Avec l'A.D.E.L.S. nous avons constitué l'I.P.E.C.E.R. (Institut Parisien d'Etudes Communales et Régionales) pour la formation d'animateurs en milieu résidentiel dans la région parisienne. Un cartel des principaux organismes intéressés (P.E.C., A.D.E.L.S., Vie Nouvelle, S.E.T.A.C., etc...) est à l'étude.

Cependant, nous aurons sans doute à établir des relations plus suivies avec les principales organisations de locataires et de co-propriétaires, et à accorder davantage d'importance à la formation d'agents de développement pour collectivités, de responsables professionnels ou volontaires d'équipements socio-culturels, de représentants élus pour les Conseils de résidents qui sont en vôle de création dans certains grands ensembles et de responsables d'action culturelle dans le cadre municipal.

8) A la fois en liaison avec les Associations familiales, les associations résidentielles et les syndicats, Peuple et Culture devrait dans les années à venir chercher à établir des relations de collaboration active avec tous les groupements démocratiques agissant en faveur d'une éducation du **consommateur**. C'est là un domaine fort négligé dans l'éducation des adultes français. Notre récent ouvrage sur les Consommateurs devrait fournir un excellent point de départ pour une telle action, absolument indispensable. Peuple et Culture n'a pas de relations assez suivies avec les associations d'**action féminine**, et notamment avec l'Union Féminine Civique et Sociale.

9) Enfin, très peu de chose, et à peu près rien en ce qui concerne Peuple et Culture, n'est actuellement entrepris en France sur le plan d'une action socio-culturelle adaptée aux besoins et aspirations du **troisième âge**. Cette lacune est déshonorante comme l'est d'ailleurs, d'une manière générale, la situation des « vieux » en France.

10) Ce n'est que pour mémoire que nous mentionnons enfin de cette chapitre. les **partis, clubs et associations civiques**. En principe, nous ne pouvons directement collaborer avec les partis, sinon peut-être sur un plan purement méthodologique et encore à la condition que tous les partis démocratiques et républicains s'entendent pour faire appel à nous. Il en va différemment, du moins en théorie, des clubs et associations du type « Ligue des Droits de l'Homme », qui peuvent être considérés sous certains aspects comme des organismes d'éducation des adultes.

IV. RELATIONS AVEC LES ORGANISMES ECONOMIQUES, ENTREPRISES INDUSTRIELLES, COMMERCIALES, DE PRESTATION DE SERVICES.

1) Le rôle des entreprises de la vie économique ne se limite pas, de nos jours, à la production de matières premières, à leur transformations ou à la prestations de services. Toutes les entreprises et surtout celles qui dépassent le niveau familial et artisanal remplissent également des fonctions de formation, d'éducation et parfois même de diffusion culturelle. L'apparition et la progression de cette fonction nouvelle de l'entreprise économique pose de multiples problèmes aux organismes traditionnels de l'éducation populaire liées aux Mouvements d'émancipation ouvrière et paysanne, et souvent imprégnées d'idées et même d'idéologie socialistes. Cependant notre collaboration à des expériences de formation au sein ou autour des entreprises est explicitement subordonnée à un certain nombre de conditions :

- Toute activité de ce genre à laquelle nous sommes invités à participer doit être approuvée par le comité d'entreprise et l'ensemble des syndicats agissant dans l'entreprise. Elle ne doit pas poursuivre exclusivement des buts directement liés à la finalité économique de l'entreprise, mais se proposer en même temps le perfectionnement culturel et intellectuel des participants, et les aider à développer leur esprit critique et leur capacité de prendre des décisions autonomes. Elle ne doit pas se situer exclusive-

ment dans le cadre de l'entreprise, mais viser à accroître chez les participants les connaissances et la prise de conscience qui permettent de placer l'entreprise et ses problèmes dans le cadre de la société globale.

Chemin faisant, nos contacts avec des organismes de formation qui sont partis des besoins des entreprises et qui ont en général un statut commercial, se font plus nombreux et nous posent de ce fait de sérieux problèmes de politique générale et de méthodologie.

3) Dans la mesure où P.E.C. ne se veut pas prisonnier de préjugés « anti-économiques » ou « anti-commerciaux » (quelle que soit par ailleurs l'opinion de ses membres ou dirigeants en ce qui concerne d'éventuelles réformes fondamentales des structures de la vie économique), et reconnaît que dans l'organisation actuelle de l'économie, certaines entreprises remplissent d'une façon valable des fonctions de formation, d'éducation ou de diffusion culturelle. On peut penser que nous devrions nous intéresser davantage à la formation d'animateurs pour le secteur « commercial » « valable », et ne pas nous borner à attendre d'éventuelles propositions qui pourraient nous être faites.

4) Notre intervention dans le domaine de la **promotion sociale**, en dehors de la promotion sociale collective agricole, est à peu près inexistante. Cependant, il paraît indéniable que la promotion professionnelle des adultes aura dans la société française des prochaines décennies, aussi bien d'ailleurs que le « re-

cyclage » à tous les échelons et niveau des activités économiques et administratives, une importance sans cesse plus considérable. Il paraît donc souhaitable que P.E.C. examine d'une manière approfondie l'apport qui pourrait être le sien dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la formation générale au sein de la promotion sociale.

V. RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Peuple et Culture jouit d'une réputation déjà ancienne auprès des institutions internationales qui ont des activités sur le plan de l'éducation populaire et de l'éducation des adultes. Plusieurs de nos responsables ont rempli et remplissent encore des fonctions importantes à l'UNESCO, et à plusieurs reprises cette année encore, nous avons été sollicités pour désigner à l'UNESCO des noms d'animateurs susceptibles de servir comme experts notamment dans les pays sous-développés. Directement ou par l'intermédiaire de « Culture et Développement » ou de « Culture et Télévision », nous avons été appelés ainsi en 1965, à participer à la préparation d'importantes conférences internationales. Etant donné l'intérêt que nous portons aux problèmes d'une politique prévisionnelle du développement culturel, nous devrions chercher à établir des contacts avec l'Institut de l'UNESCO pour la planification de l'Education.

2) Avec le **Conseil de l'Europe** nous avons en 1965 mené à terme la rédaction de « Regards Neufs sur l'Europe », et participé par l'intermédiaire du « Bureau européen de l'Education Populaire » directement soutenu par le Conseil, à plusieurs séminaires et rencontres d'études. « Culture et Télévision » de son côté achève une grande étude sur les perspectives éducatives et culturelles de la télévision dans les états membres du Conseil.

3) Avec les **Communautés européennes** de Bruxelles nous avons eu d'excellents rapports, d'une part en ce qui concerne l'établissement de la documentation pour « Regards neufs sur l'Europe », et d'autre part pour la réception de stages organisés par P.E.C.

4) Pendant sa deuxième année de fonctionnement, l'**Office franco-allemand pour la jeunesse** a accordé à Peuple et Culture des subventions grâce auxquelles nous avons pu accroître le volume et l'efficacité pédagogique de nos activités franco-allemandes. Cependant, le budget de cet organisme n'est pas appelé à augmenter alors que les demandes se font sans cesse plus nombreuses. Nous devons donc exiger chaque fois que ce sera possible une participation des bénéficiaires aux frais des activités. D'autre part, nous aurons à insister plus rigoureusement sur une limitation de notre recrutement à de véritables animateurs. Enfin, il faudra consacrer une partie croissante de nos activités franco-allemandes à des expériences nouvelles, et notamment à l'application de nos techniques et méthodes à l'enseignement de l'allemand.

VI. RELATIONS AVEC DES SERVICES PUBLICS ETRANGERS

De telles relations sont appelées à s'établir avant tout avec les services publics des pays socialistes et des pays de développement, où l'éducation populaire et le développement culturel relèvent dans une large mesure de l'initiative publique. En 1965, ces relations n'ont pas été fort actives, mise à part l'aide apportée par « Culture et Développement » à des activités de formation au Maroc et au Niger, et la participation de notre Président à des séminaires d'études organisés par les Commissions nationales de l'UNESCO à Prague et à Varsovie; et bien entendu la participation de nombreux ressortissants des pays d'outre-mer à l'Université de Boulouris (une partie de ces ressortissants étant d'ailleurs envoyés par l'UNESCO). Nous devons dans ce contexte constater avec regret le ralentissement de nos relations avec les organismes d'éducation populaire yougoslaves, naguère si intense. Un effort devrait être entrepris en 1966 pour relancer ces contacts amicaux et utiles.

Ayant reçu en 1965 à titre individuel des collègues tchécoslovaques, des possibilités nouvelles de collaboration sont apparues avec les organismes officiels d'éducation populaire de ce pays. Nous espérons envoyer à Prague une importante délégation en automne 1965, et recevoir une délégation tchèque en France quelques mois plus tard.

Nous devons constater avec regret qu'en dépit de nombreuses circonstances favorables aucune activité de quelque envergure n'a pu être entreprise en 1965 avec l'Algérie et la Tunisie. Nous aurons à rechercher de nouvelles voies

pour arriver, avec ces pays, à de meilleurs résultats qui devraient correspondre à la volonté d'assistance que nous ressentons à leur égard d'une manière très particulière.

VII. RELATIONS AVEC LES ORGANISMES PRIVES OU VOLONTAIRES A L'ETRANGER.

Peuple et Culture entretient des rapports suivis avec un très grand nombre d'organismes d'éducation populaire et d'action culturelle dans un très grand nombre de pays. Pour nous en tenir à l'essentiel, disons qu'en 1965 nos relations avec la Fédération nationale des Universités populaires de la République fédérale allemande ont été encore plus amicales et intenses que précédemment. Avec nos collègues italiens de l'Unione italiana della Cultura Popolare, nous avons repris au début de 1965 nos séances de travail périodiques. En 1966, nous avons l'intention d'organiser au mois de mai ou de juin, une importante rencontre des principaux responsables italiens et français d'éducation populaire qui aura probablement lieu à Bourges, elle nous rappellera la rencontre de Sermoneta de 1955, dont les plus anciens d'entre nous se souviennent avec plaisir. Précédemment d'ailleurs, nos principaux responsables nationaux et régionaux iront faire en Allemagne un voyage d'études qui devra leur permettre de mieux situer les activités franco-allemandes qui jouent dans notre action un rôle si important.

En Suède, Bénigno Cacérès a renoué des amitiés déjà anciennes qui ont amené les dirigeants nationaux suédois à nous faire visite récemment rue Cassette. Avec la Belgique — à de multiples niveaux — nos relations sont si étroites qu'on peut à peine les présenter dans la catégorie des relations étrangères. Ce qui peut surprendre, à juste titre, est la faible importance, aujourd'hui comme hier, de nos contacts avec l'Angleterre. C'est sur ce point que nous devrions faire porter de grands efforts en 1966.

VIII. CONCLUSIONS

Avec la croissance de notre Mouvement, si remarquable depuis quelques années, les tâches du Service des Relations Extérieures ont pris beaucoup d'ampleur. Il est impensable, actuellement, qu'elles soient remplies par un seul responsable. En fait, sous la direction du chef de Service, des membres du Bureau et du Secrétariat de P.E.C. se chargent, régulièrement ou momentanément, de tel ou tel aspect des relations extérieures. Cette manière de procéder à l'avantage d'associer de nombreux responsables aux contacts pris au dehors, et de leur donner peu à peu l'habitude des démarches et des modes d'expression qui s'imposent dans ces activités. Inversement, la répartition des relations extérieures entre un nombre relativement élevé de responsables fait naître le danger d'un certain manque de coordination, contre lequel il nous faudra réagir. Enfin, l'importance croissante de ces activités exigera à l'avenir une augmentation de la dotation budgétaire du Service des Relations Extérieures.

VIII. - LIGNES D'ACTION pour les ANNÉES A VENIR

Au Congrès du XXème anniversaire de Peuple et Culture tenu à Grenoble du 18 au 21 Février 1964, une Commission d'orientation a été nommée. Elle a travaillé toute l'année et a eu pour but d'élaborer les textes suivants qui pourraient contribuer à la définition des principes de notre action, en attendant l'ébauche de notre prochain manifeste; le précédent, celui par lequel nous nous sommes fait connaître date de 1946.

- Quelle contribution l'Entraînement Mental peut-il apporter à la Promotion Sociale (J. BARBICHON).
- Pour entrer dans le XXème siècle : la laïcité (R. EYMARD).
- Contenu de l'Education Populaire (M. JACOUHEY).
- Sensibilisation esthétique (G. JEAN).
- Contenu artistique et culture populaire (G. JUNG).
- Education populaire et culture personnelle (P. LENGRAND).
- Expansion scientifique — Concept du Développement culturel (J. DUMAZEDIER, J. ROVAN).
- Education Populaire en milieu rural (R. MARIET).
- Les organismes privés d'Education Populaire et l'Etat (J. ROVAN).

Le Comité directeur du 22 Novembre 1965, réuni au siège de l'association, a examiné l'ensemble de ces textes. Après un débat d'une haute tenue, il a été déci-

dé de continuer ces études pour mener à bien l'approfondissement de notre vision de l'éducation permanente. Les textes ronéotypés seront repris, modifiés, complétés. D'autres études seront présentées au prochain Comité Directeur. A l'Assemblée Générale de 1967, nous pourrons sans doute apporter un document provisoire, fruit de ce long travail de maturation. Voici la liste des nouvelles études entreprises.

- 1) — Plan du développement culturel centré sur l'homme et les relations entre les hommes : Inter-influence Homme-Groupe (Claude VIENNEY - Joffre DUMAZEDIER).
- 2) — Les sciences sociales : Méthode d'analyse ou système de valeur ? (Marie-Françoise LANFANT - Michel JACQUEY).
- 3) — L'action culturelle dans les unités économiques : entreprise, comité d'établissement et d'entreprise (DELAIGUE).
- 4) — Le syndicalisme : Confrontation et Remaniement des textes (Bernard GILMAN, Joffre DUMAZEDIER, Joseph ROVAN).
- 5) — La présence de Peuple et Culture dans le travail de formation générale au sein de l'entreprise (Roger EYMARD).
- 6) — Objectifs de l'action culturelle : Entraînement mental et promotion sociale : (Jacques BARBICHON).
- 7) — Pour entrer dans le XXème Siècle : la Laïcité. Ce texte sera complété par Roger EYMARD en incluant la lettre de Joseph ROVAN envoyée en

1964 à la Ligue de l'Enseignement, lettre qui fixe notre ligne d'action actuelle.

- 8) — Ecole et post-école dans une conception globale de l'Education permanente (Paul LENGRAND, Michel DEBEAUVAIS, Georges JEAN, Joffre DUMAZEDIER (conférence aux rencontres d'Avignon, Juillet 1965).
- 10) — Nationalisation des équipements et organismes culturels (DAVEZAC - Roger EYMARD).
- 11) —* Groupe d'étude : des principes à l'application des principes dans les programmes et calendriers de la formation. Des stages à l'après-stage : (Bernard GILMAN, Yves CAILLAUD, Michel JACQUEY, Geneviève CACERES, Marie-Hélène CHEZE.)

Tout ceci a demandé à ceux qui ont pris ces responsabilités, de longues heures consacrées à des réunions, des tâches de documentation et de rédaction. Nous les remercions vivement et souhaitons qu'ils puissent aboutir à un texte commun ou à un manifeste, reflet des préoccupations majeures de notre mouvement.

En attendant que ces textes soient adoptés définitivement, dans le cadre de ces lignes d'action pour les années à venir, auxquelles est consacrée la deuxième partie du présent rapport, nous pensons qu'on ne saurait mieux faire que de rappeler ici quelques textes de la brochure « 1945-65 » que nous avons publiée à l'occasion de notre XX^e Assemblée Générale ainsi que des réflexions provenant des documents présentés au Comité Directeur du 15 Novembre 1965.

« Peuple et Culture » est un mouvement démocratique d'éducation populaire et d'action culturelle. L'objectif fondamental de toutes ses activités est donc de contribuer au développement de la participation des hommes et des femmes de notre peuple à la gestion de leurs propres affaires, à tous les niveaux territoriaux — commune, département, région, nation, Europe —, et dans tous les secteurs de la vie collective, politique, économique, affaires sociales, loisir, culture. Dans la vie culturelle, notre action tend à supprimer les obstacles que la naissance, la fortune, les structures et les conditions sociales dressent contre l'accession de chacun aux niveaux d'instruction et d'éducation que ses dons naturels lui permettraient d'atteindre. Elle veut par une politique globale et planifiée du développement culturel obtenir les changements de structure, les moyens financiers, les équipements et les personnels — enseignants et animateurs — nécessaires pour que les œuvres de la technique, de la science, de la pensée et de l'art soient à la disposition de tous, et pour que chacun puisse, selon ses dons et ses vœux, déployer ses facultés créatrices. L'œuvre de promotion culturelle dont Peuple et Culture veut se faire ainsi l'instrument ne s'adresse pas à des individus isolés, mais à des personnes engagées dans un milieu humain dont il faut assurer le développement solidaire.

De plus en plus, les idées de culture populaire, d'éducation populaire, d'éducation permanente et de développement culturel planifié s'imposent comme des nécessités incontestables et comme des réalités. Dans tous les secteurs de la vie nationale, des besoins nouveaux se font jour sur le plan individuel ou collectif et des efforts sans cesse accrus sont engagés pour les satis-

faire. Parallèlement, s'étendent le temps de loisirs et les besoins d'activités et d'animation qui découlent de ceux-ci. Les progrès du niveau de vie de beaucoup de français agissent dans le même sens : celui d'une action culturelle, s'adressant non plus seulement à des minorités mais à tout notre peuple. Ces développements font naître l'obligation de nous préoccuper encore plus que dans le passé de la formation d'animateurs bénévoles et professionnels. La Promotion Sociale elle aussi est en voie d'expansion rapide. Les développements de l'urbanisme, des techniques industrielles nouvelles, des activités tertiaires de l'économie, du niveau d'instruction scolaire, tous ces phénomènes poussent un nombre croissant de Français à perfectionner leur formation et leur qualification professionnelle à divers stades de leur existence ». (1)

Nous sommes directement intéressés par cette évolution et notamment par l'intégration de la formation générale et de la formation technique qui doit être obtenue au sein de toute activité de promotion sociale ou de « recyclage ». De plus en plus fréquemment, Peuple et Culture se trouve associé à des expériences relevant de ce vaste domaine. Si l'on accepte de poser les questions de promotion sociale au-delà du secteur de la vie professionnelle au sens étroit, si l'on prend notamment à la lettre l'expression de Promotion Sociale Collective, une grande partie de nos sessions et stages s'orientent maintenant dans cette direction, qu'il s'agisse de stages organisés pour les bénéficiaires des congés culturels ou de ceux qui s'adressent aux futurs cadres du monde rural, ou en-

(1) J. Rovin.

core aux animateurs de la vie résidentielle urbaine. Dans ce dernier domaine, la progression des équipements, grâce aux commencements d'un effort de planification tel qu'il se réalise dans les Lois-Programmes, est impressionnante et se traduit en besoins d'animation nouveaux, donc de formation. Les problèmes du développement culturel ne se posent pas seulement en France par rapport à une France seule. Nous sommes forcément intéressés par tous les besoins de formation qui se manifestent dans les pays dits de « développement rapide » envers lesquels nous avons des responsabilités culturelles et humaines. Les activités d'éducation, de fonction et d'animation culturelle ont également une fonction importante à remplir dans le vaste mouvement qui porte les peuples à mieux se connaître et à ébranler le cadre de leur convivance. C'est pourquoi, l'action internationale occupe une place sans cesse grandissante dans nos programmes.

En 1966, un mouvement d'Education Populaire digne de ce nom doit se poser le problème de l'Education permanente, réfléchir, sur l'ensemble des problèmes éducatifs qui se posent à l'homme, jusqu'à la fin de sa vie, à la place de l'école, de l'enseignement primaire, secondaire, supérieur, du post-scolaire et péri-scolaire, de l'enseignement technique, de la promotion sociale et de toutes les institutions et mouvements volontaires qui agissent pendant le temps de loisir. L'école, l'entreprise, l'éducation populaire jouent un rôle dans la formation de l'homme. Nous devons nous interroger sur le coût et la conséquence d'une éducation continue pendant toute la durée de l'existence et penser aux

structures, aux méthodes, aux programmes qu'il faut élaborer et déjà mettre en place.

Toute action culturelle a une dimension **individuelle, économique, sociale**. Nous n'avons pas seulement à préparer des hommes à des fonctions de production dans une société à changement rapide. Nous avons aussi et peut-être surtout à nous préoccuper de l'homme dans son ensemble. Mettre à sa disposition des moyens, des méthodes, c'est aussi l'aider à choisir, à contester, à créer. Nous devons essayer de développer sa sensibilité comme sa raison. Les Arts, la science, la culture sont les différents aspects d'une même réalité : l'éducation populaire ne saurait se contenter d'une vision restrictive de l'ensemble des problèmes qui se posent à nous.

« Le développement culturel est en voie de devenir une réalité, et cela grâce, pour une bonne part, à l'action des militants et techniciens de l'Education populaire que notre Mouvement s'honore de compter parmi ses adhérents.

Pour la première fois dans son histoire, un peuple — le nôtre — peut essayer de construire pour 20 ans son avenir culturel. Une politique prévisionnelle devient possible dans notre domaine. Il faut la tenter, il faut la réussir, il faut en créer les instruments et notamment une comptabilité culturelle de la nation, cet inventaire du coût de la culture qu'aucun pays moderne ne possède encore.

L'action culturelle n'est pas une démission ou un refuge mais une manière authentique de combattre les désordres établis et de construire un ordre nouveau.

- Nationalisation des sols nécessaires pour les équipements socio-culturels, résidentiels ou de vacances,
- Réforme de la fiscalité culturelle,
- Démocratisation de la politique du logement, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire,
- Intégration de notre système scolaire et universitaire dans un effort d'éducation permanente,
- Suppression des situations de monopole ou de quasi-monopole dans le domaine des grands moyens d'information,
- Création d'un conseil culturel analogue au Conseil économique et social,

Tels sont quelques-uns des principaux points d'un programme de rénovation et de modernisation dans le domaine culturel qui méritent sans doute des engagements à part entière.

Ces engagements aujourd'hui comme hier, demain comme aujourd'hui, nous les savons liés à quelques options fondamentales. Nous croyons qu'il est impossible d'affirmer des principes et des valeurs si tous les hommes n'ont pas à leur disposition les moyens techniques d'accéder à la connaissance et aussi la formation nécessaire pour les utiliser. Depuis vingt ans, notre Mouvement met l'accent sur la formation d'animateurs et le perfectionnement de méthodes. Ces moyens ne peuvent d'aucune manière être considérés comme une fin en eux-

mêmes. Des techniques aussi diverses que l'Entraînement Mental, le Club de lecture, la musique, les sciences sociales, l'économie politique, la radio ou la télévision ont selon nous le même but : contribuer à former des hommes moins asservis, plus libres, capables de choisir eux-mêmes leur destin. La dignité de l'homme est notre exigence permanente. Nous voudrions que notre action puisse contribuer à ce que jamais dans notre pays ou sur n'importe quelle face de la terre, des hommes se sentent retranchés de la communauté des autres hommes. Et nous savons, l'histoire est là pour nous inciter à être constamment vigilant, que ce risque est réel.

Ces options communes à nous tous, nous devons encore et toujours les affirmer. La culture est le contraire de l'humiliation. C'est la liberté de n'obéir qu'à sa propre conscience et aux lois que le peuple se donne lui-même, et même encore de récuser ces lois si la conscience le commande et la justice est d'abord dans notre conscience. C'est l'égalité des chances pour tous ceux qui ont des dons égaux, et l'égalité de déployer ces dons. C'est la fraternité concrète de tous ce qui porte figure humaine, défendue et exaltée contre tous les racismes et tous les préjugés. C'est le droit au logement, le droit au travail, le droit aux vacances, le droit à l'éducation, le droit à la joie, le droit au plaisir, le droit au bonheur, le droit du soleil, le droit à tout ce qu'accorde la condition humaine. Nos engagements et nos options sont ceux de tous les hommes qui ont fait confiance aux hommes. » (1)

(1) Brochure « 1964-1965 ».

Le problème éducatif est dominé par deux grandes perspectives principales : les structures et la personne. « Les structures ce sont l'équipement, les constructions, les plans d'urbanisme, les investissements, les lois, les mesures administratives, » etc... « La personne, c'est l'individu dans l'unicité de son existence et de son destin, dans la particularité de son tempérament et de ses réactions, dans la spécificité de ses désirs, des ses aspirations et de ses objectifs de vie qui n'appartiennent qu'à lui ». (1) Un animateur doit constamment tenir compte de ces deux perspectives. Oublier l'une ou l'autre c'est avoir une vision rétrécie de l'action culturelle.

Nous perfectionnons sans cesse nos méthodes. Nous approfondissons nos recherches, le travail de formation devient croissant. Nous restons un **mouvement**.

Chacun de nous a pris un engagement. « Nous sommes en guerre pour une culture d'interrogation et de jugement et contre une culture de notions et de documentation ». (2) Nous ne pouvons nous contenter d'un culturel de distribution, serait-il de qualité. Nous devons aider tous les hommes à mieux sentir, comprendre, juger, choisir et s'il le faut, contester. Nous ne devons pas nous laisser accaparer par l'organisation et la technique. Nous avons fait la preuve

(1) — Paul LENGRAND.

(2) Gaby MONNET - Université d'été juillet 1964.

que nous lui donnons de l'importance. Elles ont leur place, leur juste place. Notre engagement culturel doit nous conduire à une manière d'être, à un style de vie. Il importe de révéler à chaque individu ses pouvoirs de création personnelle et lui donner aussi les moyens de communiquer et d'échanger avec les autres hommes. Nous devons constamment avoir une exigence dans notre enseignement, dans notre partage culturel, dans nos rapports avec les hommes, dans notre manière de vivre dans la société, dans nos choix, dans nos options.

Nous avons tout à apprendre des uns et des autres. Nous sommes une équipe ouverte, où les jeunes occupent une large place. L'appartenance à notre mouvement se reconnaît à un climat, à un style. A nous de le maintenir.

B. CACERES

Secrétaire Général, Janvier 1966

21^{ème} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
de
PEUPLE ET CULTURE

CENTRE D'ÉTUDES ET DE FORMATION
DE L'ÉDUCATION SURVEILLÉE

4, place de l'Eglise — VAUGRESSON — 78 - (Seine-et-Oise)
(train gare Saint-Lazare)

P R O G R A M M E

SAMEDI 5 MARS 1966

- 10 h. Ouverture de la 21^e Assemblée Générale, par J. DUMAZEDIER, Président de « Peuple et Culture ».
- 10 h. 15 Rapport d'activités - Objectifs 1966 - Perspectives d'avenir, par B. CACERES, Secrétaire Général de « Peuple et Culture ».
- 11 h. 45 Rapport financier, par Mlle ROUX, Trésorière de « Peuple et Culture ».
- 14 h. 30 Interventions.
- 15 h. 30 Travail en sous-groupes
à sur le rapport et les interventions
- 18 h. sur la politique nationale et régionale.

DIMANCHE 6 MARS 1966

- 9 h. Rapport des groupes de travail.
- 10 h. 30 Vote du rapport d'activités 1966-67, des objectifs et du Rapport financier.
- 14 h. 30 Election du Comité Directeur.
- 15 h. 30 Réunion du Comité Directeur, élection du Bureau.
- 16 h. 30 Présentation du Bureau à l'Assemblée Générale.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES POUR SE RENDRE A VAUCRESSON

- Prendre à la Gare Saint-Lazare la direction de Saint-Nom-la-Bretèche. Trains toutes les demi-heures : 8 h. 54, 9 h. 24, etc... Descendre à la gare de Vaucresson (20 minutes de trajet).
- Le Centre d'Etudes et de Formation de l'Education Surveillée se trouve : 4, place de l'Eglise. En sortant de la Gare, prendre le boulevard de la République, jusqu'à la rue de l'Eglise. Prendre la rue de l'Eglise qui débouche sur la place de l'Eglise. 5 minutes de marche environ.

COMITE DIRECTEUR

Elu à l'Assemblée Générale du 20 Février 1965

BARBICHON Jacques	Conseiller pédagogique
BENSAID Georges	Economiste
BERNARD Jean	Médecin
BLANPIED Jean	Secrétaire Général de « Vacances et Familles »
BORKER Paulette Mme	Secrétaire Administrative
BOSSOUTROT René	Instituteur
BOUVET André	Médecin
CACERES Bénigno	Instructeur
	Secrétaire Général de l'Association
CACERES Ginette Mme	Institutrice
CANAC Roger	Instituteur
CANALS Pierre	Assistant à la Faculté
CHEZE Marie-Hélène	Directrice Cours Complémentaire
CHOBLET Danick	Instituteur
CHOSSON Jean-François	Chef de Service au Ministère de la Justice
DEBEAUVAIS Michel	Expert de l'O.C.D.E. - direction des Affaires Scientifiques

DECROUY Michel	Assistant départemental d'Education Populaire
DELACOTE Janine Mme	Conseillère Technique
DELAIGUE Maurice	Responsable Culturel du Comité d'Etablissement « AIR-FRANCE »
DOUCET Jean-Claude	Instituteur détaché - Alliance Equipes Unionistes
DUBOIS Michel	Professeur détaché - Culture et Développement
DUMAZEDIER Joffre	Chargé de Recherches au C.N.R.S.
EGLY Max	Professeur
EPPE Marguerite	Agent P. et T.
FORAY Janine Mme	Professeur
GILMAN Bernard	Instituteur
GONDONNEAU Jean	Instituteur
GOUTET Pierre	Avocat à la Cour
HARVOIS Paul	Chargé de Mission Chef de Bureau de la Promotion Sociale des Activités Culturelles Ministère de l'Agriculture
HOLLARD François	Fonctionnaire départemental
JACQUET Michèle Mme	Professeur
JACQUEY Michel	Attaché de Recherches au Centre d'Etudes de l'Education Surveillée

JEAN Georges	Professeur d'Ecole Normale
JUNG Gaston	Metteur en scène
KAES René	Chargé de Cours - Faculté des Lettres et Sciences Humaines
LAJOINIE Roger	Cultivateur
LANFANT Marie-Françoise	Collaboratrice Technique au Centre d'Etudes Sociologiques
LAUNAY Michel	Assistant à la Sorbonne
LAVIGNE René	Instituteur
LEGRAND Michel	Instituteur
LEMARCHAND André	Professeur
LENGRAND Paul	Chef du Secteur Education Permanente Division Education des Adultes et Activités de Jeunesse UNESCO.
LEO-LAGRANGE Madeleine	Magistrat
MARIET Raymond	Instituteur
MONNET Gaby	Directeur de la Comédie de Bourges
MICHARD Henri	Directeur du Centre d'Etudes et de Formation de l'Education Surveillée
MOUSSAY Charlotte Mme	Responsable de Formation
NAHON Monique	Institutrice

PAGNEUX Jean
POUGET Edmond
QUET Eugène

ROUSSEAU Bernard
ROUX Françoise
ROBLES Emmanuel
ROUSSIEZ Serge
ROVAN Joseph
RIVENC Paul

THEBAUD Frédéric
THEBAUD Paul
VIENNEY Claude
VIGNAL Marc

Animateur de Centre Culturel
Ajusteur
Chargé de Mission au Centre National de la
Coopération Agricole
Architecte-Décorateur
Administrateur de Sociétés
Ecrivain
Chef d'Atelier
Journaliste
Directeur Adjoint du Centre de Recherches et
d'Etudes pour la Diffusion du Français
Instituteur C.E.G.
Journaliste
Maître-Assistant à la Faculté de Droit
Instructeur

BUREAU NATIONAL

Elu à la réunion du Comité Directeur du 21 Février 1965

Président :	DUMAZEDIER Joffre
Vice-Présidents :	LENGRAND Paul ROVAN Joseph
Secrétaire Général :	CACERES Bénigno
Trésorier :	ROUX Françoise
Membres :	CACERES Ginette Mme CHOSSON Jean-François DEBEAUVAIS Michel DUBOIS Michel FORAY Janine Mme GILMAN Bernard (Grenoble) JACQUEY Michel JEAN Georges (Le Mans) JUNG Gaston LANFANT Marie-Françoise MARIET Raymond (Castelsarrasin)

à découper suivant pointillés

A RETOURNER A PEUPLE ET CULTURE, 27 RUE CASSETTE, PARIS VI^e

DELEGATION DE POUVOIR

Je, soussigné,

Adresse

Délègue mon pouvoir de vote à M

Date :

Signature :

A renvoyer par retour à

PEUPLE ET CULTURE
27, rue Cassette
Paris 6^e

ASSEMBLEE GENERALE

Vaucresson, les 5 et 6 mars 1966

Je soussigné :

Adresse : Profession :

assisterai ou n'assisterai pas (1) à l'ASSEMBLEE GENERALE des 5
et 6 mars 1966.

Je prendrai à Vaucresson les repas de : (1)

5-3-66	MIDI	OUI	NON
5-3-66	SOIR	OUI	NON
6-3-66	MIDI	OUI	NON
6-3-66	SOIR	OUI	NON

Je passerai la nuit du 5 au 6 mars 1966 à Vaucresson

OUI

NON

Prix du repas-midi : 6 F.

Prix du repas-soir : 5 F.

Prix de la nuit : 6 F.

Désire recevoir billets congrès
(nombre)

(Le billet congrès donne une réduction de 20 % sur le trajet S.N.C.F. aller-retour à toute personne participant à l'Assemblée Générale et aux membres de sa famille. Les personnes bénéficiant déjà de réduction S.N.C.F. ne peuvent cumuler avec le billet congrès.)

DATE

SIGNATURE

(1) rayer les mentions inutiles

à découper suivant le pointillé

PEUPLE ET CULTURE, 27, Rue Cassette - Paris-IV°

Revue d'Education Populaire

Directeur Gérant : J. Dumazedler

Rédacteur en Chef : B. Cocérés



Copyright Peuple et Culture Tous droits de reproduction réservés

Com. Parit. 33.096

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1966

Imp. Hermel - 49, rue Hermel - Paris-18°

